

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER DE SPÉCIALISATION INTERDISCIPLINAIRE EN SCIENCES ET GESTION
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rapport de stage

PAR
CORALIE BEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie
Accompagnatrice locale : Jacinthe Caron
Maître de stage : Jean-Pascal van Ypersele
Lecteur : Andrea Catellani

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie
Diplôme antérieur : master en droit
en vue de l'obtention du grade académique
de Master en Sciences et
Gestion de l'Environnement

Juin 2022

Avant-propos

La réalisation du Master en science et gestion de l'environnement de l'UCLouvain n'aura pas été un long fleuve tranquille pour moi : déposer ce rapport de stage final est donc une source de fierté. Il est le symbole qui marque la fin officielle ma reconversion professionnelle, entreprise en 2019, vers une carrière environnementale.

Mais ma persévérance n'aurait pas été possible sans le soutien et l'aide de mes proches et, plus particulièrement, de mon conjoint Adrien Cruysmans qui m'a soutenue lorsque je risquais de m'écrouler. J'aimerais aussi remercier du fond du cœur mes professeurs et, plus particulièrement, mon maître de stage, Jean-Pascal van Ypersele, qui a toujours été disponible pour me conseiller tout au long du stage, mais aussi du Master. Outre ses importants enseignements académiques, il m'a aussi partagé ses belles valeurs humaines comme l'espoir, la bienveillance et l'écoute. Je tiens aussi à remercier chaleureusement toute l'équipe du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie, et surtout Jacinthe Caron, mon accompagnatrice locale et la directrice générale de l'organisme, qui a si bien guidé mes premiers pas sur le terrain. Cette belle expérience a été importante et motivante dans mon jeune parcours d'environnementaliste !

Je termine cet avant-propos en formulant le vœu sincère que ce Master, ce stage professionnel et ce rapport aient bâti des fondations solides pour ma future carrière en environnement, que je renforcerai dorénavant d'expérience en expérience.

Résumé

Français

Ce rapport fait état de mon stage de trois mois en communication environnementale au sein du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie d'octobre 2021 à janvier 2022, dans le cadre du Master en sciences et gestion de l'environnement de l'UCLouvain.

Au cours du stage, j'ai été amenée à travailler sur des enjeux environnementaux locaux liés à la mobilité durable, au réchauffement climatique ou encore à l'action citoyenne. Ces diverses occasions m'ont offert l'opportunité d'analyser des situations particulières à la communication environnementale et d'en fait état dans six rapports intermédiaires au cours du stage.

Ce rapport de stage final fait état de ces observations et m'offre l'occasion de prendre un pas de recul pour mieux les analyser et les passer sous la loupe de la recherche scientifique dans le domaine de la communication en environnement et les acquis de ma formation universitaire. Le présent rapport ne prétend pas à l'exhaustivité ni à la production de nouvelles connaissances. Il s'agit plutôt d'une démarche personnelle et professionnelle pour élargir mes outils de compréhension et de communication dans le domaine de l'environnement.

Anglais

This report describes my three-month internship in environmental communication at the Regional Council for the Environment of Estrie from October 2021 to January 2022, as part of the Master's in Environmental Sciences and Management of the UCLouvain.

During the internship, I had to work on local environmental issues related to sustainable mobility, global warming or citizen action. These various occasions gave me the opportunity to analyze situations specific to environmental communication and to report on them in six interim reports during the internship.

This final internship report reports on these observations and gives me the opportunity to take a step back to better analyze them and put them under the magnifying glass of scientific research in the field of environmental communication and the achievements of my University education. This report does not claim to be exhaustive or to produce new knowledge. It is rather a personal and professional approach to broaden my tools of understanding and communication in the field of the environment.

Table des matières

AVANT-PROPOS	2
RÉSUMÉ	3
FRANÇAIS	3
ANGLAIS	3
TABLE DES MATIÈRES	4
I. INTRODUCTION	6
1. OBJECTIF DU STAGE	6
2. PRÉSENTATIONS DE L'INSTITUTION D'ACCUEIL	6
<i>L'organisme</i>	<i>6</i>
<i>L'équipe</i>	<i>7</i>
<i>Une expérience professionnelle inédite.....</i>	<i>7</i>
3. DESCRIPTION DE LA PROBLÉMATIQUE ENVIRONNEMENTALE ÉTUDIÉE	8
4. LIENS AVEC LES PRINCIPALES RÉFÉRENCES THÉORIQUES DES COURS DU MASTER.....	9
<i>Contexte général</i>	<i>9</i>
<i>Liens avec des références théoriques du Master.....</i>	<i>10</i>
<i>Vue d'ensemble.....</i>	<i>17</i>
II. CONTENU DU STAGE.....	19
1. MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE	19
2. PRÉSENTATION DU CONTENU DU STAGE	20
3. ANALYSE CRITIQUE DU CONTENU DU STAGE	24
<i>Questionnements</i>	<i>24</i>
<i>Tentative de définir ce qu'est la communication environnementale</i>	<i>25</i>
<i>Tentative de situer les origines de la communication environnementale</i>	<i>27</i>
<i>Tentative de situer la communication environnementale au sein du CRE</i>	<i>30</i>
<i>Entrevue préliminaire avec le professeur Thierry Libaert.....</i>	<i>30</i>
<i>Deux facteurs de la communication environnementale.....</i>	<i>32</i>
<i>Traces de communication engageante au sein du CRE.....</i>	<i>35</i>
4. ANALYSE DES ACQUIS DU STAGE	38
<i>Tentative de me situer dans la communication environnementale</i>	<i>38</i>
<i>Bien connaître son territoire et son public</i>	<i>39</i>
<i>Accompagner les jeunes... et aussi les autres.....</i>	<i>40</i>
<i>S'ancrer dans l'action pour mieux la comprendre</i>	<i>42</i>
<i>L'écoute et la bienveillance</i>	<i>42</i>
5. SUGGESTIONS À L'INSTITUTION D'ACCUEIL.....	43
<i>Ne pas rougir de sa précieuse expertise.....</i>	<i>43</i>
<i>Être en phase avec l'urgence et la gravité</i>	<i>44</i>
<i>La communication environnementale est une science.....</i>	<i>45</i>
<i>Suivre le rythme.....</i>	<i>45</i>
<i>Être compétitif.....</i>	<i>46</i>

6.	BIBLIOGRAPHIE	47
	<i>Livres</i>	<i>47</i>
	<i>Articles scientifiques.....</i>	<i>47</i>
7.	ANNEXES	48

Regards sur la communication environnementale dans un organisme régional au Québec

PISTES DE COMMUNICATION VERS L'ACTION

I. Introduction

1. Objectif du stage

D'une durée de trois mois, mon stage du Master en sciences et gestion de l'environnement (ci-après « le Master ») au Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (ci-après « CRE Estrie ») portait sur la thématique générale de la communication environnementale. Plus particulièrement, mon mandat était « d'améliorer la portée des actions du CRE Estrie en développant davantage les contenus scientifiques, afin qu'ils soient mieux adaptés aux différentes clientèles » (**Annexe I**). Parmi les tâches concrètes du stage, il me revenait notamment d'écrire des textes pour la revue Estrie Zone Verte (**Annexe II**), de participer aux étapes de démarrage du projet Climatoscope Estrie ou encore d'animer des consultations publiques portant sur la mobilité durable.

Dans les faits, outre la réalisation de ces tâches, ma présence au sein de l'organisme a été très versatile afin de répondre aux besoins importants dans les différents projets. Cette flexibilité était désirée et bénéfique pour moi puisqu'il s'agissait d'une première expérience d'insertion professionnelle dans le domaine environnemental proprement dit. En effet, cela m'a permis de mettre un pied dans plusieurs projets en peu de temps (mobilité, climat, action citoyenne, etc.) et ainsi d'observer, notamment, les défis de communication environnementale et de mise en œuvre de solutions environnementales sur le terrain.

Ce souhait a été entendu par l'équipe, ce qui m'a offert une expérience de stage complète et très satisfaisante. Je pense ainsi mieux comprendre l'action environnementale en générale et, en particulier, au sein de ma région.

2. Présentations de l'institution d'accueil

L'organisme

Le CRE Estrie a comme mandat principal « d'assurer la concertation des acteurs de l'Estrie face aux enjeux environnementaux de la région. Il est un interlocuteur privilégié du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements

climatiques (MELCC), des sept MRC de la région et de plusieurs municipalités membres. Le CREE développe également des relations avec les industries, commerces et institutions de l'Estrie »¹.

Le CRE Estrie est donc l'un des seize Conseils régionaux de l'environnement au Québec. Ils sont tous regroupés au sein du Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec. Comme expliqué le site internet de cet organisme national, les CRE « sont des organismes enracinés dans leur milieu, qui ont une connaissance approfondie de leur territoire et de ses intervenants »².

L'équipe

En m'incluant, nous étions huit collaborateurs lors de mon passage au sein du CRE Estrie. Mise à part une collègue responsable de la comptabilité, les membres avaient tous une formation universitaire en environnement, et parfois dans un autre domaine en plus. Par exemple, notre directrice générale, Jacinthe Caron, dispose d'une formation en environnement et en marketing. Je m'attarde quelques lignes sur cette caractéristique particulière de l'équipe, car cela a, je pense, joué un rôle important dans mon expérience professionnelle.

Avoir l'occasion, pour la première fois, de travailler avec des personnes qui sont déjà bien informées sur les enjeux environnementaux et ayant la motivation sincère d'y faire face était un apprentissage en soi qui soulage d'une charge importante.

Une expérience professionnelle inédite

Depuis la fin du Master, j'ai étudié et travaillé dans des équipes qui n'avaient souvent pas une bonne compréhension des problèmes environnementaux, de leurs nuances et de leurs impacts (significatifs). Or, le manque de connaissances dans une équipe peut être un frein important à une action environnementale de qualité. Par exemple, dans un de mes emplois comme journaliste, ma rédactrice en cheffe voulait que j'écrive un article sur « l'impact climatique » de l'envoi de deux courriels en moins par jour ou encore du bidet. À côté de cela, elle ne semblait pas voir l'intérêt (et l'urgence) de couvrir médiatiquement la bonne gestion des frigos et des climatiseurs, comme je tentais de lui faire comprendre.

Ce travail de sensibilisation, parfois non sollicité, voire non souhaité, peut être humainement assez fatigant. Mais peut-être est-ce un chemin nécessaire, que davantage d'environnementalistes devraient emprunter ? C'est une question que je me pose souvent : vaut-il porter les enjeux environnementaux au sein d'une organisation qui ne s'intéresse pas forcément aux enjeux environnementaux afin

¹ Site internet du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie, <https://rncreq.org/conseils-regionaux-environnement-cre/cre-estrie/>, tel que consulté en avril 2022.

² Site internet du Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec, <https://rncreq.org/conseils-regionaux-environnement-cre/>, tel que consulté en avril 2022.

d'y bousculer le *statu quo* ou, au contraire, vaut-il mieux offrir ses forces à celles qui sont en demande d'expertise et réceptives aux changements structurels ? Mon expérience au sein du CRE Estrie a clairement apporté davantage d'eau au moulin de mes réflexions.

Je repense souvent à la présentation « La responsabilité sociétale des ingénieurs pour le développement durable des pays en développement » de la Vice-présidente d'Ingénieurs sans Frontières, Hülya Altinok lors d'un séminaire du cours LENVI 2002. Pour rappel, ceux-ci, avec la meilleure volonté du monde, avaient construit un système de robinetterie d'eau potable dans une école en Afrique. Le résultat de ce projet fut un échec, car il ne répondait pas aux besoins et aux réalités locales. En effet, le fait d'aller chercher l'eau était un moment social important pour les femmes du village. Puisque la robinetterie les en privait, elles ont tout détruit.

Dans mes yeux d'Européenne, aller chercher de l'eau pesante et à pied serait certainement un lourd fardeau auquel je tenterais de trouver une solution. Toutefois, pour elles, c'était une occasion de sortir de la maison et de rejoindre leurs amies et parentes. Dorénavant, les Ingénieurs sans Frontières se sont engagés à répondre aux besoins exprimés d'une communauté, plutôt qu'à imposer leur vision de ce qu'est une bonne solution.

Il y a tellement de philosophie dans cette histoire.

3. Description de la problématique environnementale étudiée

Mon parcours en sciences sociales me biaise sans doute un peu, mais je pense que les enjeux environnementaux, comme le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité, sont désormais d'abord des enjeux de communication plutôt que des problématiques de recherches en sciences fondamentales. En effet, les preuves sont là depuis longtemps, de nombreuses solutions sont sur la table, mais leur mise en œuvre concrète tarde. Plus le temps passe, plus les problèmes deviennent des crises et plus les urgences environnementales s'aggravent et s'additionnent.

Par exemple, nous savons dorénavant que le climat se dérègle en raison des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique, comme le dioxyde de carbone issu de la combustion des énergies fossiles et le méthane provenant notamment de l'élevage. Depuis des décennies, comme le rapporte notamment le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (ci-après « le GIEC »), des chercheurs du monde entier ont trouvé des solutions pour limiter le réchauffement climatique et ses impacts. Pourtant, année après année, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne cessent de croître.

Une première étape est, évidemment, de transmettre des informations véridiques et pertinentes à la population lors des consultations publiques, en ce compris les responsables politiques et aux acteurs socio-économiques. Il existe évidemment de nombreuses voies de transmission de l'information. Certains canaux sont officiels comme l'école, les médias, les organisations publiques et internationales tandis que d'autres sont davantage privées, comme les conversations avec les membres de l'entourage et les réseaux sociaux. À cet égard, il est clair que le CRE Estrie est un acteur officiel de la communication environnementale. Il est d'ailleurs souvent amené à partager de l'information environnementale dans le cadre de mandats précis³ ainsi qu'avec la population générale via sa revue gratuite Estrie Zone Verte, des conférences d'informations, des consultations publiques⁴ ou encore le Programme GEST⁵. J'ai donc été en mesure d'observer des situations de communication assez différentes selon le type de public cible⁶.

J'ai rejoint le CRE Estrie avec ces observations à l'esprit et beaucoup de questions en tête. Comment l'action environnementale se met-elle en route ? Comment le CRE Estrie communique-t-il ? Comment les messages environnementaux sont reçus par les acteurs locaux et la population ? Comment bien faire passer le message à propos de l'importance et de l'urgence d'agir adéquatement ? Qu'est-ce qui bloque ?

4. Liens avec les principales références théoriques des cours du Master

Contexte général

Grâce aux enseignements du Master, j'ai été en mesure de comprendre plus facilement et rapidement des enjeux majeurs comme la mobilité durable,

³ Par exemple, j'ai eu l'occasion de travailler sur le mandat confié par Actibus, le service de transport collectif de la Ville de Coaticook, au CRE Estrie. Les objectifs étaient, notamment, d'améliorer les services du transport collectif. Pour cela, la première étape que j'ai accomplie a été de brosser le portrait de la mobilité dans la région, d'identifier les freins à une mobilité efficace (comme les horaires, la fréquence, l'image, etc.)

⁴ Par exemple, j'ai animé plusieurs consultations publiques avec des citoyens, des élus et des acteurs socio-économiques pour le compte de la MRC du Granit qui souhaitait améliorer la mobilité durable sur son territoire.

⁵ Depuis 2018, GEST est un programme de financement pour la réduction des émissions de GES à l'échelle locale ou régionale en Estrie. Sous la forme d'un concours, il s'adresse aux entreprises de 100 employés et moins et aux municipalités estriennes qui ont un projet de réduction de GES innovant et transférable. Dix finalistes participent à un atelier de créativité pour bonifier leur projet avec une réflexion interdisciplinaire, et deux lauréats choisis par un jury indépendant obtiennent une bourse de 10 000\$,

⁶ Dans le cadre des mandats de consultance, les communications sont professionnelles, en particulier via la rédaction de rapports officiels. Pour les citoyens, mes collègues bâtissent plutôt des fiches d'informations, des PowerPoint et font même du porte-à-porte pour démarcher, par exemple, des commerçants pour certains projets.

l'économie circulaire, la gestion des matières résiduelles, mais aussi des projets scientifiques d'envergure comme Climatoscope.

J'admets que c'est un exercice difficile pour moi de cibler précisément quelques références du Master qui ont joué un rôle majeur lors de mon stage – et, plus largement, dans le cadre de mes précédents emplois – tant chacun des enseignements m'apparaît pertinent et nécessaire. En effet, puisque j'ai évolué jusqu'ici dans le domaine de la communication et de l'information sur tous les sujets environnementaux, je pense sincèrement utiliser chaque jour des notions acquises dans le cadre du Master.

Afin de rendre compte de cette réalité, je cite ci-dessous quelques exemples précis de notions acquises lors du Master qui m'ont aidée dans le cadre de mon stage au CRE Estrie, mais je tiens également à faire un pas de recul sur des enseignements plus généraux. En effet, selon moi, le Master m'a inculqué des valeurs fondamentales, aussi bien professionnellement que personnellement : une vision systémique, un point de vue critique sur la pensée en silo et une meilleure compréhension de la démarche scientifique.

Liens avec des références théoriques du Master

Société, population, environnement et développement – LENVI 2101 : Je ne cache pas que les discussions (notamment avec les professeurs du Master, le philosophe Dominique Bourg et le comédien Alexandre Dewez) sur l'effondrement étaient, humainement, difficiles. Le livre « Comment tout peut s'effondrer » de Pablo Servigne⁷ et les discussions riches et sincères lors des cours étaient des expériences à la fois captivantes et déstabilisantes. Impossible de ne pas y repenser au regard de ce qui s'est produit durant et après le Master⁸.

Si les enseignements du cours étaient assez internationaux – notamment via le jeu de rôles qui simulait une réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unies, et via un colloque sur les SDG – paradoxalement cela m'a convaincue, plus que jamais, de l'importance de travailler pour l'action locale en vue de bâtir la résilience au sein de ma communauté. Si nos sociétés sont bel et bien en train de s'effondrer⁹, je travaillerai sans relâche pour amortir les chocs à mon échelle.

⁷ Pablo Servigne et Raphael Stevens, *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Éditions Seuil, 2015.

⁸ Notamment : le mouvement des Gilets Jaunes, la pandémie de COVID-19, l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump aux États-Unis, les premières pénuries, la guerre en Ukraine, l'explosion du prix de l'essence. Les chaînes d'approvisionnement sont mises à rude épreuve et le feu de la polarisation sociale se répand rapidement.

⁹ J'observe d'ailleurs avec une certaine anxiété les mouvements sociaux dévastateurs qui naissent de ces chocs, comme les théories complotistes très présentes au Québec, comme les mouvements antivaccins et le Convoi de la liberté qui a paralysé Ottawa durant des semaines.

Le CRE Estrie est d'ailleurs un organisme particulièrement intéressant pour développer la résilience communautaire. Je cite, par exemple, le projet *Sous les Pavés* coordonné par Gloria, ma collègue du CRE Estrie, qui est clairement dans cette mouvance. Inspiré du projet *Depave Paradise* né aux États-Unis, il s'agit d'une approche d'urbanisme participatif visant à « déminéraliser à la main et de manière participative des espaces publics au Québec, en portant une attention particulière aux milieux de vie vulnérables aux effets d'îlots de chaleur »¹⁰.

Aussi, puisqu'il s'agit d'un organisme de concertation régional dans tous les domaines environnementaux, j'ai eu l'occasion, grâce au stage, de mieux comprendre concrètement l'importance d'avoir le plus de parties prenantes autour de la table. L'exemple de mon deuxième rapport intermédiaire de stage était en est un exemple : un professeur qui voulait instaurer davantage de repas végétariens dans son école s'est attiré les foudres de certains élèves.

Si les cours LENVI2101 et LENVI2004 étaient de bonnes entrées en matière à cet égard, je continue toutefois à m'interroger sur le (ou les) meilleur.s moyen.s d'intégrer le plus de parties prenantes, tout en n'édulcorant pas les ambitions importantes. Je m'appuie sur l'exemple du GIEC, où l'avantage d'avoir un texte à destination des décideurs qui est négocié entre tous les pays pour permettre à chacun de se l'approprier. Si je comprends l'idée et l'intention, je ne peux m'empêcher d'observer que, depuis 1990, les résultats tant attendus n'ont pas encore eu lieu. Cela serait intéressant de mieux comprendre pourquoi cela n'a pas bien fonctionné. Quelques pistes de réponses me sont soufflées dans des passages¹¹ du livre *Des Vents Porteurs* de Thierry Libaert : initialement, la communication du GIEC laissait à désirer, ce qui a ouvert la porte à des théories du complot et à une certaine décrédibilisation du travail de cette importante organisation. Voilà, à nouveau, l'enjeu de la communication qui est pointé du doigt.

D'ailleurs, le jeu de rôles était assez instructif puisqu'il m'a permis de me glisser dans la peau d'une partie prenante totalement à l'opposé de mes valeurs personnelles et professionnelles. C'est d'ailleurs précisément pour cette raison que j'avais demandé de rejoindre la délégation américaine qui, sous le drapeau de Donald Trump, adoptait une position hypocrite et contre-productive de blocage des négociations environnementales. C'était assez inconfortable de devoir réfléchir comme une personne dont je réproue fermement les pratiques et les valeurs. Toutefois, je me suis amusée à utiliser leurs manœuvres, leurs raisonnements et, surtout, leurs tentatives effrontées de blocage. Cela m'a fait réaliser à quel point il est facile de bloquer un processus de négociation ou de le

¹⁰ Site web du projet provincial de verdissement urbain *Sous les pavés*, <https://souslespaves.ecologieurbaine.net/projet-sous-paves>, consulté en avril 2022

¹¹ Thierry Libaert, *Des vents porteurs, Comment mobiliser (enfin) pour la planète*, Édition Le Pommier, 2020.

tourner à son propre avantage. Je me rappelle à quel point mes « adversaires » étaient exaspérés par la doctrine de l'*America First* et du technosolutionnisme - comme la géo-ingénierie - que nous défendions ardemment alors que les urgences environnementales étaient criantes... (Évidemment, ce souvenir m'a aussi fait sourire lorsque j'ai visionné *Don't look up*).

Toutefois, ce rôle, sous l'ère trumpiste, m'a sans doute un peu privée de la possibilité d'apprendre à négocier avec d'autres parties prenantes en maniant l'art du compromis. Il aurait pu être intéressant de mieux exploiter les relations diplomatiques dans les couloirs de l'Université... Sans doute est-ce une des clés facilitantes : profiter des occasions de rencontre informelles, bien s'intéresser aux diverses parties prenantes et avoir une bonne connaissance de leurs enjeux.

Comme la communication environnementale, la gestion et la prise en compte des différentes parties prenantes dans un processus de communication mériteraient d'être mieux vulgarisées dans la population et étudiées dans les écoles. Bien sûr, les ateliers de communication ont permis de mettre en valeur certaines clés de négociation, comme l'écoute et l'empathie, mais il n'en demeure pas moins que cela reste un enjeu transversal parfois difficile à appréhender sur le terrain... peut-être, également, que l'expérience professionnelle a un rôle important à jouer.

Avoir participé à créer des situations de blocage m'a rendue plus attentive à ces situations lors de mon stage au CRE Estrie. J'ai d'ailleurs l'impression d'avoir aperçu des situations similaires (dans une moindre échelle, évidemment) dans le cadre d'une consultation publique que certains acteurs rendaient non constructive (rapport intermédiaire 6) et dans le Programme GEST où une partie prenante non conviée à la démarche a fait échouer un projet environnemental (rapport intermédiaire 2).

Atelier en communication environnementale et en gestion des conflits par la négociation – LENVI2004 : L'atelier de communication aurait pu être une bonne formation pour me donner des outils de communication efficaces lors du Master. D'ailleurs, dans son syllabus, Nathalie Grosjean écrit effectivement que :

« Pour exercer une fonction d'aide à la résolution des problèmes qui se posent en matière d'environnement, il s'agira inmanquablement de communiquer avec des acteurs très différenciés et ayant des avis divergents. S'il se fait « personnellement » attaquer parce que ses prises de position ou ses méthodes de travail sortent des sentiers battus, il doit pouvoir analyser les situations de conflit avec un recul suffisant pour pouvoir les gérer ».

Cette phrase sonne aujourd'hui comme une mise en garde dont je n'avais alors pas perçu l'importance : être un spécialiste de l'environnement implique parfois

d'être face à des situations conflictuelles, y compris des attaques *ad hominem*. Je dois admettre que j'ai vécu plusieurs de ces situations depuis la fin du Master, et j'aurais été ravie d'avoir l'atelier de communication à ce moment ! En effet, je pense que ce cours est nécessaire... Mais le contenu est difficile à intégrer lorsqu'on n'a jamais vécu l'expérience. Je pense donc que c'est un exercice qu'il faut refaire plusieurs fois, à plusieurs étapes de sa vie professionnelle. En effet, je ne pense pas que je réalisais très bien, à l'époque, l'importance de manier l'art du compromis, de l'écoute et de l'argumentation sensible. Si je devais suivre ces ateliers aujourd'hui j'en retirais sans doute beaucoup d'outils qui m'ont alors échappé... et sans doute en serait-il de même dans cinq ans.

Rien d'étonnant après tout : la communication environnementale en une science en ébullition, un domaine qui demande des connaissances théoriques, mais aussi des expériences humaines. Il faut trouver les bons mots dans la bonne situation, tenir compte des besoins de parties prenantes sans trop édulcorer, mais sans trop braquer. Rester positif pour ne pas déclencher une écoanxiété paralysante, tout en étant suffisamment clair par rapport aux menaces pour ne pas inciter au *statu quo*, tout cela en évitant les risques de faire plonger une personne dans le déni. C'est un équilibre difficile, une adaptation constante à son auditoire et une responsabilité professionnelle assez importante : je dois m'assurer que ma façon de communiquer sur l'environnement est en adéquation avec les urgences, les menaces et les opportunités. Ouff, quel travail !

En fouillant mes souvenirs, mais, surtout, en relisant mes notes et le syllabus, je retrouve aujourd'hui des pistes de réponses pour m'aider dorénavant à mieux gérer des situations parfois désagréables. Par exemple, avec du recul, je pense aujourd'hui que les outils de communication qu'on m'a donnés comme avocate pour convaincre, argumenter - et, finalement, gagner *contre* l'autre - me desservent dans un contexte d'action environnementale en dehors d'un tribunal. Qu'importe la force de mes arguments environnementaux, il n'y a pas de juge indépendant pour trancher dans l'esprit de mon interlocuteur.

Avoir pris conscience de mes schémas m'incite à travailler davantage pour déconstruire la manière dont j'ai appris à communiquer dans un contexte professionnel. « Dire la vérité », pure et dure sur les enjeux environnementaux expose fortement au risque d'être décrédibilisé professionnellement et, plus largement, socialement. Par exemple, j'ai toujours fait attention à ne jamais rejoindre ou même soutenir un mouvement d'activistes environnementaux afin d'avoir une plus grande légitimité comme environnementaliste (et journaliste environnementale). Et pourtant, dans mon contexte québécois, j'ai à plusieurs reprises été considérée comme une militante (de gauche, évidemment). Puisqu'il m'est impossible de prouver que je ne suis pas une militante, ma légitimité et ma crédibilité vacillent ainsi que ma confiance professionnelle.

J'admets que la figure de la scientifique décrédibilisée dans *Don't Look Up* m'a inquiétée : qu'a-t-elle gagné à être si transparente par rapport aux faits, avant que la population et les pouvoirs politiques ne soient suffisamment conscientisés ? Un emploi sous-payé dans un supermarché. Combien ont connu le même sort ?

Je pense donc que mon chemin à cet égard est loin d'être terminé ; j'ai encore bien des choses à apprendre, mais, surtout à expérimenter pour être une meilleure communicatrice environnementale. Par exemple, alors que les livres que je lis sont souvent en lien avec les connaissances environnementales, je réalise que je devrais peut-être aussi jeter un œil du côté des lectures sur la communication de manière générale. Aussi, je ne ferme certainement pas la porte à d'autres ateliers de communication, si l'occasion m'est donnée.

Séminaires de science et gestion de l'environnement – LENVI 2002 : j'ai eu l'occasion de citer dans la première partie de ce rapport le cas de la robinetterie brisée, partagé par la Vice-présidente d'Ingénieurs sans Frontières lors d'un séminaire qui m'a particulièrement touchée et qui continue de me faire réfléchir.

J'aimerais aussi ajouter le témoignage de Vincent Vandoorne *d'Incredible Company*. Je sais qu'il y a eu plusieurs témoignages d'actions locales durant le Master, mais celle-ci était particulièrement importante pour moi : il s'agit de mon premier pas concret dans l'action environnementale locale et créative. En effet, après avoir assisté au séminaire, j'avais participé à la création d'une petite mare dans cette oasis urbaine avec des collègues du Master.

Cette expérience positive m'avait fait réaliser le potentiel de créativité que renferme l'action locale, mais aussi la satisfaction de contribuer, directement, à améliorer son milieu de vie. Cette expérience m'a tellement marquée que je l'ai d'ailleurs utilisée comme exemple inspirant dans l'une des fiches pour l'action citoyenne que j'ai développée lors de mon stage au sein du CRE Estrie.

Économie de l'environnement – ENV 730 : Les enseignements de ce cours me sont utiles sur une base constante. En effet, c'est notamment dans ce cadre académique que j'ai été la plus familiarisée à la question des dissonances et des biais cognitifs, via une section sur l'économie comportementale.

Je remarque que, dorénavant, j'intègre souvent des considérations par rapport aux biais cognitifs dans ma communication environnementale. Par exemple, je fais attention à ne pas flatter un biais d'autocomplaisance ou encore de valider un biais de procrastination.

Ces connaissances plus psychologiques me sont, je pense, très précieuses en communication : je tente souvent de les repérer dans l'argumentaire des

intervenants afin de trouver une porte d'entrée pour y remédier... mais aussi dans mes propres pensées.

Ce cours m'a aussi permis d'explorer l'économie hors des sentiers battus. Par exemple, mieux comprendre l'origine d'un outil comme le PIB me permet aujourd'hui d'envisager de nouvelles solutions¹² qui se profilent pour le remplacer ou, à tout le moins, l'améliorer.

Droit de l'environnement – ENV 804 : Je ne peux pas prétendre avoir utilisé les enseignements du cours Droit de l'environnement de l'Université de Sherbrooke pour rédiger un quelconque rapport lors de mon stage. Toutefois, connaître ce cadre juridique m'a permis de mieux comprendre les aspects liés à la protection de l'eau au Québec et à la quasi-impossibilité de réglementer le nombre et la vitesse des bateaux sur les lacs québécois, malgré la menace des espèces exotiques envahissantes.

Ce cours m'a rappelé que bien comprendre l'ordre juridique (et, plus largement, administratif) est une condition nécessaire à la mise en place de solutions efficaces.

Valeur des écosystèmes et leur gestion – ENV 809 : Avant le Master, je ne savais même pas ce qu'étaient les espèces exotiques envahissantes, et encore moins les dangers qu'elles représentent pour nos écosystèmes...

Ces connaissances m'ont donc permis de discuter avec l'équipe du CRE Estrie de l'inquiétante apparition de la moule zébrée dans le Lac Massawippi, un lac estrien riche en calcium et donc particulièrement vulnérable à cette espèce envahissante... Le prérequis des cours de biologie et de chimie générale et biomolécules du Master qui m'avaient réconciliée avec les bestioles et les molécules ont aussi été d'une grande aide à ma compréhension.

Avant cela, lorsque je travaillais à La Tribune, ces connaissances m'ont permis d'écrire des articles¹³ de vulgarisation sur la moule zébrée et le myriophylle à épis pour informer les citoyens. Plus personnellement, cela m'a aussi permis de

¹² A cet égard, les travaux du collectif G15+, dont fait partie le professeur François Delorme qui m'a donné le cours d'économie de l'environnement, me paraissent bien intéressants. « Le collectif G15+ s'appuie sur le dialogue social pour favoriser la transformation de l'économie québécoise vers une société plus solidaire, prospère et verte et placer le bien-être de la population au cœur des politiques publiques. Fondé en mars 2020, il est composé de leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux du Québec », comme expliqué sur le site web : <https://www.g15plus.quebec/>

¹³ Exemples : « Le paradis de la moule zébrée », *La Tribune* du 16 avril 2021, consultable en ligne : <https://www.latribune.ca/2021/04/16/le-paradis-de-la-moule-zebrée-130f778fdb706a64a26866bde2d4d7b5>

sensibiliser des gens autour de moi à l'importance d'utiliser les stations de lavage disponibles.

Et tous les autres – Je ne peux pas ne pas citer des cours comme LGEO2110, Mondialisation, développement et environnement, LBRT2201 Toxicologie humaine et environnementale ou encore Stratégies publiques de mise en œuvre de politiques de développement durable LENVI2010 avec, notamment, la conférence passionnante de Thierry Libaert sur les stratégies de lobbying. D'ailleurs, les nombreuses interventions des professeurs et intervenants tout au long du Master donnent de bonnes pistes de réflexion et de mises en garde précieuses : clairement, la non-action n'est pas étrangère aux campagnes de désinformation, aux pouvoirs politiques des lobbys pétroliers ou encore aux biais intrinsèques à notre cerveau humain.

Si je n'ai pas en tête un exemple précis de l'utilisation de ces notions dans le cadre du stage, il s'agissait pourtant des cours fondamentaux dans ma construction professionnelle. Ces cours ont façonné mes réflexions, ma vision du monde et m'ont permis de prendre un recul important sur des situations actuelles.

Par exemple, le cours de toxicologie humaine et environnementale m'a été très utile pour comprendre l'importance de la récente¹⁴ preuve de la présence de microplastiques dans le sang, un lien de plus pour démontrer l'importance de la lutte contre la pollution plastique au niveau institutionnel, mais aussi et des bienfaits du mode de vie Zéro Déchet à l'échelle individuelle. Pour insister sur le fait qu'une vulgarisation de qualité ne doit pas arrondir les coins ronds, il m'est arrivé de citer le cas de Greenpeace qui a « défendu » Nutella¹⁵ en apportant d'importantes nuances lors d'une campagne de boycottage de ce produit en raison de l'huile de palme qu'il contient. Non seulement Nutella est un acteur parmi les plus progressistes dans le secteur de l'huile de palme durable, mais, en plus, la consommation de pâte à tartiner aux noisettes à base d'autres huiles met davantage de pression sur les terres agricoles. Cet exemple, issu du cours LGEO2110, est aussi le reflet de ma meilleure compréhension de l'importance des nuances environnementales.

Je déroge encore un peu du cadre de ce rapport pour nommer encore l'importance que les cours sur le lobbying ont eue pour moi lorsque j'ai couvert pour La Tribune la tentative (finalement infructueuse) d'une entreprise gazière d'ériger un

¹⁴ Heather A. Leslie, Martin J.M. van Velzen, Sicco H. Brandsma, A. Dick Vethaak, Juan J. Garcia Vallejo, Marja H. Lamoree, Discovery and quantification of plastic particle pollution in human blood, Environment International, Volume 163, 2022, <https://doi.org/10.1016/j.envint.2022.107199>.

¹⁵ Voir notamment : <https://www.greenpeace.org/usa/nutella-gate-trade-deforestation/>

nouveau pipeline en Estrie¹⁶ ou encore des notions comme la tragédie des communs d'Elinor Ostrom et I=PAT d'Ehrlich et Holdren, une équation qui m'a ouvert une belle porte de vulgarisation de l'empreinte carbone¹⁷ pour une chronique environnementale pour Pivot Média. Ce ne sont que quelques exemples d'enseignements encore si précieux pour ma carrière d'environnementaliste.

Vue d'ensemble

Approche systémique globale - Selon moi, l'apprentissage d'une vision systémique et globale est sans conteste l'un des piliers de la formation du Master. En effet, les enjeux environnementaux globaux comme le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'écotoxicologie ou encore la pollution par les plastiques sont causés par la manière dont fonctionne actuellement le système socioéconomique mondial et, plus particulièrement, celui du mode capitaliste des pays les plus riches de la planète. Comme le dit l'adage si cher aux milieux environnementaux, il est important de penser globalement pour agir localement. Le Master m'a permis d'acquérir ces importants outils de compréhension.

Cette approche systémique globale me permet dorénavant de relier entre eux des problèmes environnementaux en apparence éloignés et, surtout, de rechercher leurs racines dans le fonctionnement de notre système, comme notre mode de vie et notre économie capitaliste. À cet égard, les mots de l'étude *Intégrer l'éducation à l'environnement dans les pratiques d'alphabétisation populaire au Québec*¹⁸ résument bien ma compréhension :

« La crise écologique majeure que doivent affronter nos sociétés contemporaines est d'une gravité historique (Kempf, 2007) étant donné l'aggravation des symptômes écologiques depuis les années soixante-dix et sa globalisation à l'échelle de la planète. De plus, cette crise n'est pas seulement écologique. Elle est aussi une crise sociale, politique, structurelle et idéologique de société solidement ancrée dans nos modes de penser et de développement ainsi que dans l'appréhension de la relation Homme-Nature (Clover et coll., 2013 ; Acosta, 2010 ; Lance, 2010 ; Leff, 2006). »

¹⁶ Dossier « Un gazoduc trois fois plus gros en Estrie ? », La Tribune du 22 mai 2021, consultable en ligne : <https://www.latribune.ca/2021/05/22/un-gazoduc-trois-fois-plus-gros-en-estrie-481a2c51a84922eb48ed98364c3ec97a>

¹⁷ « Surpopulation et climat, une équation insoluble? », Pivot Média su 11 février 2022, consultable en ligne : <https://pivot.quebec/2022/02/11/surpopulation-et-climat-une-equation-insoluble/>

¹⁸ Carine Villemagne, Justine Daniel, Lucie Sauvé et Kaven Joyal, « *Intégrer l'éducation à l'environnement dans les pratiques d'alphabétisation populaire au Québec* », Vertigo, la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 17 Numéro 2, septembre 2017, consulté en avril 2022, <https://doi.org/10.4000/vertigo>.

Cette vision systémique permet ainsi et surtout de repérer plus facilement des solutions prometteuses y compris à une échelle locale, par exemple la fin des publicités qui vantent la surconsommation ou encore l'achat de véhicules polluants. Je suis dorénavant également en mesure de comprendre l'importance fondamentale d'apporter et de financer des solutions dans les pays les plus pauvres, qui subissent de plein fouet les impacts du réchauffement climatique, bien qu'ils y aient si peu contribué en termes d'émissions.

Il importe donc de trouver des solutions structurelles à des grands maux dans nos sociétés, tels que la surconsommation et le gaspillage alimentaire, d'énergie et de ressources planétaires, les inégalités sociales, l'omniprésence des groupes lobbyistes en faveur des énergies fossiles qui altèrent le débat démocratique... Grâce aux acquis du Master, je suis dorénavant en mesure, je pense, d'envisager les problématiques dans leur globalité, tout en repérant, dans ma communauté, des projets qui font partie de la solution.

Vision et discussions pluridisciplinaires – Pour la première fois de ma vie, le Master m'a permis de me plonger dans un univers pluridisciplinaire, où se mêlent les sciences sociales autant que les sciences pures... et c'était terriblement enrichissant ! Ainsi, j'ai pu discuter d'enjeux environnementaux aussi bien avec des bio-ingénieurs que des titulaires d'un Master en sciences de gestion.

Cette expérience est humainement précieuse et professionnellement très riche. Les sphères professionnelles - et même personnelles - ont tendance à se former en vase clos. Rien d'étonnant puisque nous partageons les mêmes codes : les mêmes connaissances, le même parcours académique et le même langage. Toutefois, si cela n'est socialement pas étonnant, cela n'en demeure pas moins problématique, surtout dans un domaine comme l'environnement (et la santé, et l'éducation, etc.). Je pense que cette vision en silo, ces chambres d'échos dans lesquelles on s'enferme, empêchent la coconstruction de la société. À force d'être cloisonné dans son champ d'expertise, il est de plus en plus difficile de prendre en compte les autres besoins tout aussi importants des autres domaines.

Méthode scientifique – En tant que juriste, j'ai bien sûr été formée à la rigueur, à la pensée critique et à la méthodologie universitaire. Toutefois, ces précieux outils auraient été insuffisants pour me permettre de bien comprendre, concrètement, les enjeux environnementaux dans leur ensemble. En particulier, le Master m'a permis d'apprivoiser la vision complexe propre aux enjeux environnementaux, mais aussi le doute et la nuance que requiert une démarche scientifique.

De plus, suivre des cours en sciences fondamentales m'a permis de bâtir un précieux bagage pluridisciplinaire qui me sert, je pense, chaque jour. Que ce soit en climatologie, en chimie, en biologie, en toxicologie... Je me surprends

dorénavant à comprendre des concepts clés que je me serais difficilement appropriés auparavant.

Ces cours en sciences pures m'ont aussi aidé à développer ma confiance professionnelle : je me sens assez légitime et confortable pour discuter de géo-ingénierie, d'acidification des océans ou encore de contaminants chimiques avec des chercheurs. Je ne prétends certainement pas être en mesure de tout comprendre, mais je suis dorénavant assez à l'aise pour comprendre le langage scientifique, ces nuances et ces doutes... et surtout, poser des questions et trouver des lectures pertinentes pour renforcer ma compréhension.

Les nuances et les doutes : ces deux points sont au fondement des enjeux environnementaux et m'accompagnent constamment depuis le Master. Ce sont ces fameux « oui, mais... » qui font la beauté de la complexité environnementale.

II. Contenu du stage

1. Méthodologie adoptée

Au cours de mon stage, j'ai eu l'occasion de participer à plusieurs projets du CRE Estrie (en particulier : Programme GEST, Climatoscope, consultation citoyenne sur la mobilité durable, Acti-Bus, la revue Estrie Zone Verte) qui m'ont permis d'observer et d'analyser en surface certaines situations préjudiciables à l'action environnementale, en termes de communication, mais aussi de ressources.

Afin de suivre la progression de ce stage de trois mois, j'ai envoyé à Jean-Pascal van Ypersele, mon maître de stage de l'UCLouvain, un rapport d'environ deux pages toutes les deux semaines pour faire état de l'avancement des projets, des problèmes que j'ai dû résoudre ou encore mon analyse préliminaire d'une situation particulière. Ces différents aspects ont fait l'objet des six rapports intermédiaires (**Annexe III**).

Ces rapports intermédiaires ont été l'occasion de partager mon processus interne dans le cadre du stage. En effet, j'étais très impatiente de tester le travail de terrain, de voir comment une proposition environnementale peut se concrétiser en une solution concrète. Ce stage était un peu hors de ma zone de confort puisqu'il impliquait d'appliquer concrètement des connaissances/compétences pour agir, avec tous les enjeux que cela peut soulever (délai qui s'étire, manque de financement, manque de conscientisation environnementale ...).

Cette méthodologie bâtie sur des rapports de stage réguliers m'a aussi permis de rester alerte face aux enjeux de communication environnementale qui se posaient à moi et à mes collègues, tout en menant à bien mes différents projets.

Évidemment, tout au long du stage, j'ai eu de nombreuses occasions de discussions informelles avec Jacinthe Caron, mon accompagnatrice locale, ainsi qu'avec mes collègues du CRE Estrie. J'ai aussi eu l'occasion de tenir quelques rencontres en visioconférence avec Jean-Pascal van Ypersele afin d'échanger sur mon stage et mes questionnements.

Pour le présent rapport final, j'établis un survol de ces différents rapports intermédiaires afin d'en exposer la substance. J'analyse ensuite de manière plus approfondie quelques problématiques particulières qui se sont posées à moi, sous le prisme de la recherche scientifique afin de trouver des éléments de réponse.

2. Présentation du contenu du stage

Premier rapport – « Premiers pas » : Accomplir mon stage au sein du CRE Estrie a été un moment personnel marquant. Dès les premiers jours, j'ai été positivement étonnée par la bienveillance, le respect et la bonne humeur qui régnait dans cet organisme. Les relations sociales étaient faciles et les relations professionnelles encore davantage.

Je pense que le fait de travailler avec des environnementalistes a été un aspect positif pour ma santé mentale et mon estime professionnelle. En effet, force est de constater que l'environnement est un domaine qui peut vite devenir polarisant et fatigant, puisqu'il faut beaucoup vulgariser les enjeux, constamment s'adapter à l'interlocuteur pour ne pas aller trop vite ni trop lentement. Lorsqu'on est le seul environnementaliste dans un milieu, privé de la richesse d'autres experts, la pression est forte pour se tenir au courant des enjeux, connaître les données et les sources, etc. J'admets donc que le fait d'être avec des professionnels était un vrai soulagement ; enfin venait le temps de l'action concrète.

Deuxième rapport – « Théorie *versus* réalité » : Les notions théoriques pour résoudre les enjeux environnementaux ne sont rien s'il n'est pas possible de les mettre en pratique. En effet, si cela ne prend que quelques secondes pour écrire qu'il faut réduire drastiquement sa consommation de produits animaliers pour diminuer son empreinte carbone, c'est un processus personnel, culturel et économique complexe qui peut prendre des années – voire des décennies – à se réaliser.

Le cas du professeur, bien intentionné et bien informé, qui fait l'objet de ce rapport m'a particulièrement touché. Son projet de diminuer la consommation de produits animaliers au sein de son école, récompensé par le concours « Programme GEST » du CRE Estrie, a dû être abandonné en raison d'une vive contestation

des éleveurs de bétail, soutenu par leur puissant syndicat national. Au menu, finalement, de l'adversité, de la frustration et de la démotivation.

Est-ce encore la preuve de l'importance de mettre le maximum de parties prenantes autour de la table ? Mais les objectifs sont-ils alors assez ambitieux ? Faut-il se « contenter » de la réussite d'un premier pas, plutôt que de l'échec pur et simple d'un projet ?

Je retiens des ateliers de communication et du jeu de rôles l'importance de l'écoute et du compromis. Si le professeur avait été en contact avec les éleveurs de bétail, aurait-il dû proposer un projet moins ambitieux pour mettre un pied dans la porte ? Par exemple, le Québec se spécialise dans la culture du porc et mise beaucoup sur la consommation locale depuis la pandémie. Est-ce que le projet du professeur avait plus de chance de se réaliser s'il avait proposé d'incorporer plus de viande locale au menu des enfants, comme du porc plutôt que le bœuf, tout en tentant d'obtenir un compromis avec les éleveurs pour un ou deux repas végétariens par semaine ?

Ce qui me met un peu mal à l'aise avec ce type de compromis, c'est qu'ils ne reflètent pas forcément l'urgence d'agir, que cela continue de prôner la théorie des petits pas et, dans une certaine mesure, d'accepter des pressions de lobbyistes et groupe d'intérêts divergents avec les crises environnementales... Mais entre cela et rien du tout, peut-être vaut-il mieux se réjouir de chaque (petite) victoire qui avancent dans le sens de meilleures pratiques environnementales.

Troisième rapport – « La recherche passe à l'action » : La nouvelle démarche de Climatoscope était sans nul doute mon projet coup de cœur du stage, une collaboration notamment entre le CRE Estrie et des professeurs de l'Université de Sherbrooke, comme Annie Chaloux et Dominique Gravel. Il s'agit du lancement d'un projet de coconstruction qui vise à suivre le dérèglement climatique en Estrie, comprendre les enjeux locaux de ce point de vue et agir localement face aux impacts. Je suis assez vague dans ma description parce que, justement, les instigateurs du projet ne voulaient pas imposer une vision précise du projet, mais bien, plutôt, travailler de concert avec les acteurs du milieu pour connaître leurs besoins et tenter de les combler.

J'ai vraiment apprécié la volonté affichée de Climatoscope de mettre le plus de parties prenantes autour de la table. Intégrer une partie prenante au processus c'est non seulement lui donner l'occasion de s'exprimer, mais aussi, si on est dans une posture d'écoute et d'ouverture, une opportunité d'améliorer le projet grâce à une vision plus fine des réalités de terrain, grâce à une meilleure connaissance des besoins et des enjeux de chacun.

Ce projet est un coup de cœur, car il fait écho à l'un de mes vœux professionnels. Je pense qu'il est important que les universitaires sortent plus souvent de leurs murs pour mettre les pieds sur le terrain, contribuer aux partages de connaissances et à la mise en œuvre concrète de projets pilotes, de solutions et autres ponts entre la recherche et l'action.

Quatrième rapport – « La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent ! » : Mes sentiments étaient très partagés dans ce rapport. D'un côté, j'ai été épatée par le nombre d'actions citoyennes dans ma région, par la volonté de fer de quelques personnes qui semblent inébranlables, par la créativité et la motivation avec laquelle les citoyens tentaient, par exemple, de trouver du soutien à leur projet, via des bourses et des concours comme le Programme GEST.

De l'autre, je ne pouvais pas m'empêcher de regretter que tous ces projets ne soient pas mieux tissés entre eux ; pourquoi faudrait-il toujours partir d'une feuille blanche ? Après tout, des initiatives souvent similaires existent ailleurs dans le pays ou même dans le monde, cela vaut la peine d'apprendre de leur réussite, mais surtout de leur échec.

Il me semble que c'est aussi un défi de la communication environnementale. Quelles solutions existent pour partager les actions climatiques, les clés des projets réussis, mais aussi les obstacles qui ont empêché des réalisations ? J'ai d'ailleurs particulièrement à l'œil des projets comme Phare Climat¹⁹ du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec qui vise à répertorier toutes les initiatives environnementales mises en œuvre avec succès au Québec et reproductible dans plusieurs régions.

Cinquième rapport – « Le temps de l'urgence » : Au cours de mon stage, j'ai pu observer un important décalage entre la théorie académique, les conclusions alarmantes des scientifiques - notamment ceux du GIEC - et la réalité sur le terrain lorsqu'on ajoute la complexité humaine, les budgets et les lourdeurs administratives à l'équation.

L'objectif d'un organisme comme le CRE Estrie est de collaborer, notamment, avec des pouvoirs publics locaux pour réaliser des actions environnementales concrètes sur le territoire et, ainsi, améliorer l'état de l'environnement au bénéfice de toutes et tous. Toutefois, sur le terrain, ces professionnels de l'environnement sont limités notamment par le cadre social, des enjeux de communication et des programmes politiques. Il suffit de faire la comparaison avec les actions prises dans le cadre de l'urgence sanitaire ; clairement, l'urgence climatique ne bénéficie pas (encore) d'une telle proactivité. L'image détonne par rapport à la gestion de la

¹⁹ Site internet de PhareClimat : <https://www.phareclimat.com/>

pandémie qui a permis à des gouvernements d'adopter des mesures urgentes et ambitieuses rapidement pour faire face à la menace...

J'ai eu plusieurs occasions de travailler sur des dossiers en lien avec la mobilité au CRE Estrie et c'est, je pense, cet enjeu qui m'a fait réaliser à quel point le dérèglement climatique n'est pas perçu comme une urgence. Sans en attendre autant, il me semble que les dossiers liés à la mobilité au Québec devraient jouir de quelques privilèges, comme des délais administratifs réduits et des budgets conséquents... Or, au lieu de cela, une mesure électorale du gouvernement provincial a permis de réduire fortement le prix du permis de conduire²⁰ durant deux ans et ce même gouvernement s'échine à vouloir construire « le troisième lien²¹ » entre Québec et Lévis, un faramineux projet de tunnel souterrain de 8,3 km, estimés à 4 milliards de dollars qui visent à réduire la congestion routière, contre l'avis des experts en mobilité²².

Or, il était clair que le développement du transport collectif était une des solutions pour diminuer drastiquement les émissions de GES sur le territoire : en effet, au Québec, le secteur des transports représente près de 45% des émissions de GES. Le transport est donc un secteur prioritaire à réformer, par exemple en bâtissant un réseau de transport alternatif à l'autosolo comme la mobilité active et l'autopartage. Toutefois, sur le terrain, l'ambition n'est pas, il me semble, à hauteur de l'urgence de la réforme. Les décisions avancent à petits pas, au fur et à mesure des délais administratifs en tentant de ne pas trop déranger les automobilistes.

Je suis certaine que les membres de l'équipe du CRE Estrie sont aussi au courant de ces dissonances et de ces défis. Toutefois, si cela peut être un peu décourageant, je me rallie à la vision d'une de mes collègues : le jour où les choses se mettront sérieusement en branle, que les budgets seront au rendez-vous, des professionnels comme ceux du CRE seront prêts à se retrousser les manches.

Sixième rapport – « Quand ça ne veut pas, ça ne va pas » : C'était une expérience assez troublante. Je coanimais avec mon excellente collègue quatre séances de consultations publiques sur la mobilité durable dans la MRC du Granit. Les groupes étaient constitués de citoyens, d'élus politiques et d'acteurs économiques et sociaux, qui assistaient volontairement et virtuellement à environ 1h30 de présentation sur les enjeux de leur territoire, une présentation des solutions alternatives à l'autosolo (covoiturage, autopartage, transport actif et collectif). À plusieurs reprises durant la consultation, ils avaient l'occasion

²⁰ <https://www.lapresse.ca/actualites/2021-04-30/permis-de-conduire/un-conge-de-paiement-de-pres-de-185-en-2022-et-2023.php>

²¹ <https://www.ledevoir.com/troisieme-lien>

²² <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1840388/pont-pierre-laporte-quebec-circulation-congestion-zipper-barriere-mobile-3e-lien>

d'exprimer leurs besoins, leur vision et leurs doutes sur la meilleure manière de rendre la mobilité plus durable dans leur secteur.

Autant les deux premiers groupes étaient proactifs, curieux et généreux dans leur réponse, autant cette magie ne prenait pas dans le dernier groupe. Je me souviens à quel point, très tôt dans l'évènement, certaines personnes ont adopté une posture de blocage et de négativité qui, je pense, a mis un frein au processus d'idéation et à la discussion constructive. Je garde le sentiment que ces personnes ne voulaient pas entrer dans une démarche de mobilité durable et ne voyaient pas de raison d'envisager de changer leur mode de vie ou d'aider les autres à le faire.

Je me souviens être sortie épuisée de cette rencontre, tout comme mes collègues d'ailleurs. Aujourd'hui, lorsque je repense à ce moment et à l'expérience que j'ai acquise depuis, je pense que j'aurais recadré la conversation par rapport à l'importance d'agir face au dérèglement climatique et à l'opportunité qu'ils avaient de pouvoir influencer positivement la suite de la démarche par rapport à leurs besoins. Peut-être que les participants « récalcitrants » auraient ainsi nommé plus clairement leurs besoins (sécurité, fiabilité, etc.).

3. Analyse critique du contenu du stage

Questionnements

Comment communiquer adéquatement les enjeux environnementaux au grand public ainsi qu'aux milieux politiques et socioéconomiques ? Comme d'autres avant moi, je me demande si une communication basée sur la peur des graves conséquences des dégradations environnementales est un outil communicationnel qui permet une conscientisation et une mobilisation. Ou, au contraire, est-ce qu'un message positif, bienveillant et inspirant est un meilleur outil de mobilisation à grande échelle ? Peut-être la recette gagnante est-elle un savant mélange des deux ? Ou encore une adaptation constante par rapport au contexte, comme le type d'auditoire, l'information à communiquer et le cadre socioéconomique.

En outre, un fil qui est souvent revenu au long de mon stage (et dans d'autres circonstances personnelles et professionnelles) est l'importance de disposer d'outils face à une réception négative des messages environnementaux. Comment (bien) réagir lorsque, manifestement, une partie prenante autour de la table n'est pas dans une démarche constructive ? Comment communiquer lorsqu'une proposition de transition cohérente avec les enjeux environnementaux subit des pressions visant à édulcorer voire empêcher sa réalisation ? Bref, quelle(s) communication(s) adopter dans des situations de blocage ? Est-ce une limite de la communication environnementale « positive » ?

Comme annoncé, ce rapport de stage n'a pas la prétention de produire de nouvelles connaissances, de dresser un tableau exhaustif des enjeux ou même de répondre à mes différents questionnements. Pour moi, ce travail est plutôt l'occasion de survoler diverses problématiques qui se sont posées dans le cadre du stage et de chercher des pistes de réponse et des perspectives plus larges dans les nombreuses recherches scientifiques dans la littérature francophone et anglophone. En soi, cette pratique est aussi un apprentissage : même lorsqu'on ne travaille pas dans un secteur directement lié à la recherche, ne faudrait-il pas développer le réflexe de se plonger dans la littérature scientifique, surtout dans un secteur comme l'environnement ?

Tentative de définir ce qu'est la communication environnementale

Une première étape, et non des moindres, est de définir ce qu'est la communication environnementale. Évidemment, des définitions plus ou moins complexes varient sous la plume des différents auteurs. J'en retiens deux pour l'exercice, celle de Baptiste Campion et celle de Andrea Catellani *et coll.* Je prends la liberté de commenter les raisons pour lesquelles je les ai retenues.

Dans son article sur l'état des lieux des recherches en communication environnementale, Andrea Catellani et coll. analysent plusieurs définitions de la communication environnementales issues de différents articles.

Ils synthétisent ainsi :

« La communication environnementale se présente donc comme un champ de recherche qui sollicite les différentes approches et méthodologies connues en SIC [les sciences de l'information et de la communication], mais elle présente déjà des traits particuliers ; par l'objet (la nature, l'environnement), elle apparaît clairement dans une perspective complexe et multidisciplinaire ; par son origine, proche de la communication de crise, elle s'appuie sur un impératif éthique qui devient constitutif d'une communauté de chercheurs souvent engagés. Enfin, sa composante pragmatique est prégnante »²³.

Je trouve cette définition très intéressante puisqu'elle définit la communication environnementale à travers une vision complexe et multidisciplinaire. Le fait que l'accent soit mis sur l'impératif éthique, ainsi que le fait qu'elle relève d'une communauté de chercheurs « souvent engagés » permet d'humaniser ce champ de recherche, tout en effleurant des enjeux probablement communs à de nombreux professionnels de l'environnement : le fait d'être *engagé dans sa*

²³ Andrea, Catellani, Céline Pascual Espuny, Pudens Malibabo Lavu., et Béatrice Jalenques Vigouroux, « Les recherches en communication environnementale », *Communication*, col.36/2 | 2019, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté en avril 2022, <https://doi.org/10.4000/communication.10559>.

recherche ou son travail. Loin de nier la perspective « d'engagement », cette définition lui donne une certaine légitimité, en la couplant avec un impératif éthique.

Pour l'auteur Baptiste Champion, docteur en Information et Communication :

« On regroupe sous l'étiquette générique de 'communication environnementale' l'ensemble des actions de communication entreprises dans ce cadre par des organisations publiques et privées. Celles-ci contribuent à construire des référentiels culturels plus ou moins largement partagés et à portée potentiellement normative, au départ desquels les questions environnementales sont à leur tour envisagées : Libaert (2010) montre ainsi le rôle de la communication dans la construction du concept aujourd'hui largement répandu de 'développement durable'. »²⁴

Selon moi, cette définition complète merveilleusement la précédente, car elle met en lumière le fait que la communication environnementale est un outil de construction de récits environnementaux... récits qui influenceront à leur tour la communication environnementale. J'y vois aussi une certaine mise en garde pour les communicateurs environnementaux : la mise en récit qu'ils adoptent par rapport aux enjeux environnementaux participe évidemment à la compréhension générale, mais, aussi, à la manière de percevoir ces enjeux. Des communicateurs environnementaux peuvent faire voir la beauté du monde naturel autant que les menaces qu'il représente.

L'invention et la rapide explosion du terme « écoanxiété » sont-elles le reflet d'une communication trop basée sur des récits et sentiments négatifs ? *A contrario*, des mises en récit qui permettent d'aimer la nature, de se sentir connecter à elle ne sont-elles pas plus porteuses d'actions ? Les mots de l'explorateur océanographique Jacques-Yves Cousteau me reviennent ici en tête : « *on aime ce qui nous a émerveillé et on protège ce qu'on aime* »²⁵.

²⁴ Baptiste Champion, « Alarmisme et catastrophisme? Rhétoriques de la peur dans les échanges en ligne relatives aux changements climatiques », dans T. Libaert (dr.), *la communication environnementale*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Les Essentiels d'Hermès », 2016, p. 59-75. Cette définition fait échos à celle citée par Andrea Catellani dans son article Rhétorique environnementale : « Forme d'action et d'interaction qui influence notre vision du monde et des situations, Robert Cox (2010, p. 20-21) définit la communication environnementale comme « constitutive » parce qu'elle contribue à façonner notre vision de l'environnement : elle nous pousse à voir les forêts et les fleuves comme dangereux ou merveilleux, à voir l'environnement comme une masse de ressources disponibles ou un bien commun chargé de valeurs, comme une création, etc. », in *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, CNRS édition, Paris 2020, pp. 728 – 732.

²⁵ Citation de Jacques-Yves Cousteau dans le livre de Philippe Folliot et Xavier Louy, *France-sur-mer, un empire oublié*, Éditions du Rocher, 2009

Brièvement, il est aussi intéressant de remarquer que le champ d'études de la communication environnementale est aussi en expansion et propice à des innovations sociales.

C'est le cas, par exemple, du « Manifeste pour penser la communication environnementale à la lumière des liens humains/non-humains »²⁶. Dans cet article, les auteurs font valoir que :

« L'enjeu est de passer d'une étude de la communication sur la relation homme/environnement à l'étude de la communication entre humains et non humains (expression incluant les entités non créées par l'homme, les artefacts et les objets hybrides tels que décrits par Latour en 1991) et sur ses conséquences sur les relations interhumaines ; de passer de la position du chercheur sur à celle du chercheur dans, c'est-à-dire à rien de moins qu'à une communication engagée »²⁷.

Je relève aussi le champ de recherche de la communication praxéologique qui s'intéresse notamment au *pourquoi* de l'action environnementale. En effet, comme l'explique Ian Segers dans un article paru en 2018, *Récit praxéologique*²⁸ : une approche éthique pour accompagner les transformations socioécologiques :

« Si le *comment agir* est somme toute bien balisé, il n'en est pas de même pour le *pourquoi agir*. Dans les organisations, il est globalement inhabituel d'entreprendre des discussions formelles dans lesquelles sont partagées les visions du monde, les valeurs et les utopies ».

Tentative de situer les origines de la communication environnementale

Il me semble aussi important de situer les origines dans le temps et l'espace de la communication environnementale, même si, comme l'avertit d'emblée Thierry Libaert dans son livre sur *la communication environnementale*²⁹, « l'apparition de la communication environnementale est délicate à dater avec précision ».

Il explique que cette science assez récente est née dans un contexte particulier : celui d'une prise de conscience grandissante des impacts destructeurs des

²⁶ Amélie Coulbaut-Lazzarini et Frédéric Couston, « Manifeste pour penser la communication environnementale à la lumière des liens humains/non-humains », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, vol. 21, 2021, <https://doi.org/10.4000/rfsic.10021>.

²⁷ *Ibid.*, p. 3.

²⁸ Ian Segers, « Récit praxéologique : une approche éthique pour accompagner les transformations socioécologiques », *Éthique publique*, 20:2, 2018, <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.3935>

²⁹ Thierry Libaert (dir.), *La communication environnementale*, Paris, CNRS Éditions, 2016. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.20832>.

humains sur leur environnement. En particulier, la suspicion – et puis la compréhension - que la combustion des énergies fossiles cause un réchauffement planétaire qui met en danger toutes les espèces de la Terre, y compris les êtres humains. Si la théorisation du réchauffement climatique peut remonter aussi loin qu'en 1896, grâce au travail du scientifique Suédois Svante Arrhenius³⁰, l'alerte mondiale retentira bien plus tard, notamment à l'occasion du témoignage du climatologue de la Nasa, James Hansen devant le Sénat américain en 1988³¹, année qui verra d'ailleurs naître le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat³². Il convient d'observer également que la question des changements climatiques a été soulevée lors du premier Sommet de la Terre³³ à Stockholm en 1972 et encore qu'une étude³⁴ a démontré que la compagnie pétrolière Total avait prévu la crise climatique depuis, au moins, en 1971...

Andrea Catellani et coll. enseignent également que « historiquement, les premières interrogations en recherche sur la communication environnementale sont observées dès les années 1970 aux États-Unis, et elles vont influencer la recherche francophone et la définition qui a été retenue ».

La communication environnementale francophone s'est donc façonnée, selon ces auteurs, depuis le cadre de la recherche américaine³⁵, notamment via des thématiques « telles que la préservation ou la conservation de l'environnement, des forêts, des campagnes, des espèces menacées ou de la communication développée par les groupes environnementaux souvent constitués en ONG. ». Plus loin, les auteurs font valoir que « selon Suzannah Evans Comfort et Young Eun Park³⁶, les chercheurs européens se sont d'abord concentrés sur l'interaction

³⁰ <https://www.encyclopedie-environnement.org/climat/decouverte-effet-de-serre-au-giec/>

³¹ <https://news.climate.columbia.edu/2018/06/26/james-hansens-climate-warning-30-years-later/>

³² Jean Jouzel, « Une expertise collective sur le climat. Le fonctionnement du GIEC », *Études*, vol. 6, 2015, pp. 7-18, <https://doi.org/10.3917/etu.4217.0007>

³³ *Op. cit.*, p. 14.

³⁴ Christophe Bonneuil, Pierre-Louis Choquet, Benjamin Franta, *Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971–2021*, Global Environmental Change, Volume 71, 2021, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102386>. Pour la pétrolière américaine ExxonMobil, voir "The Climate Deception Dossiers Internal Fossil Fuel Industry Memos Reveal Decades of Corporate Disinformation", Union of concerned Scientists, 2015.

³⁵ Notamment, les recherches considérées comme fondatrices, selon les mots de Andrea Catellani et coll., du professeur Robert Cox en 1982, « the die is cast : Topical and ontological dimensions of the locus of the irreparable », *Quarterly Journal of Speech*, 68(3) : pp. 227 - 239.

³⁶ Evans Comfort, Suzannah et young Eun Park (2018), "On the field of environmental communication: A systematic review of the peer-reviewed literature", *Environmental Communication*, 12(7), pp. 862 – 875, p. 863.

entre environnementalistes et médias, pendant que les chercheurs états-uniens ont basé leurs premières recherches sur la tradition des *rhetorical studies*³⁷ ».

Selon Thierry Libaert, « la communication environnementale s’installe définitivement au début des années 1990 et plus précisément, après le grand sommet des chefs d’États et des gouvernements qui s’est déroulé à Rio en 1992. Ce « Sommet de la Terre » a consacré la notion de développement durable définie en 1987 par le rapport Brundtland ‘Our Common Future’, et élargi le thème environnemental de la sphère économique à la sphère politique. »³⁸

Cette brève analyse démontre que la communication environnementale est encore une science jeune et donc, en construction. Qui plus est, elle s’est initiée différemment dans les pays européens et américains, tandis qu’elle est encore peu étudiée dans d’autres pays, en particulier ceux en développement. En effet, comme l’explique l’auteure Amy Chadwick dans son article à propos de la communication sur le dérèglement climatique :

Une grande partie de la recherche en communication sur le changement climatique se concentre sur la compréhension publique du changement climatique, les facteurs qui affectent la compréhension publique, la couverture et le cadrage médiatiques, les effets médiatiques et les perceptions des risques. Les domaines de recherche moins répandus et en croissance comprennent l’engagement civique et la participation du public, la communication organisationnelle et les stratégies de persuasion pour influencer sur les attitudes, les croyances et les comportements liés au climat. Dans tous ces domaines, la plupart des recherches sur la communication sur le changement climatique ont été menées aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, au Canada et dans les pays d’Europe occidentale. Il est nécessaire d’étendre la recherche sur la communication sur le changement climatique à d’autres régions, en particulier les pays en développement (traduction libre)³⁹

³⁷ “In order to understand better how and why persuasive strategies succeed and fail, Rhetorical Studies examines the use of symbols in a wide variety of contexts. Through the use of an extensive range of critical and interpretive methods, scholarship in rhetoric focuses on the ways texts come to have any meaning for an audience, whether the text is a speech, printed publication, television program, film, or public ritual, such as an inauguration”, définition de Rhetorical Studies figurant sur le site web du Department of Communication de l’University of North Carolina at Chapel Hill, <https://comm.unc.edu/undergraduate-studies/rhetorical-studies/>. Voir également l’article Rhétorique environnementale d’Andrea Catellani in Collectif, *Dictionnaire critique de l’anthropocène*, CNRS Édition, Paris 2020, p. 728 -732.

³⁸ Thierry Libaert, (dir.). *La communication environnementale*, 2016.

³⁹ Traduction libre, Amy E. Chadwick, Climate Change, Health, and Communication: A Primer, *Health Communication*, 31:6, 782-785, 2016, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.22>

Tentative de situer la communication environnementale au sein du CRE

La communication environnementale ne consiste pas, uniquement, à transmettre de l'information. C'est aussi s'assurer que le message est bien reçu et compris par le public cible et, idéalement, que ce message puisse mener à un changement de comportement ou à une action environnementale. À cet égard, la communication environnementale apparaît comme une science en soi.

Autant je reconnais la solide expertise environnementale de mes anciens collègues du CRE, autant j'ai l'impression qu'il serait possible d'améliorer la communication environnementale de l'organisation. Bien sûr, il s'agit d'un emploi en tant que tel. Une firme spécialisée en stratégies et relations publiques comme Copticom en est un exemple marquant : les intervenants manient la communication environnementale sur le bout des doigts et, lors de chacun de leurs événements auxquels j'ai assisté, j'ai pu constater à quel point le message était fluide et construit. Il va de soi que ce n'est pas le rôle du CRE Estrie de concurrencer une telle expertise. Toutefois, je pense que les professionnels de l'équipe ont toutes les compétences pour construire, petit à petit, une communication environnementale plus efficace et constructive.

Par exemple, il y a eu énormément de travail pour mener à bien les consultations publiques sur la mobilité, faire de la communication-transmission sur la tenue des événements ainsi que des supports virtuels et des animations pour susciter l'intérêt des participants. *A posteriori*, je regrette que l'équipe n'ait pas eu de discussion type « brainstorming » sur la communication environnementale en tant que telle. Quelle était notre stratégie de communication ? Quels étaient nos objectifs ? Comment réagir en cas de défiance ou d'attitude non constructive ?

Enfin, le CRE Estrie a également la crédibilité et l'expertise pour être un intermédiaire médiatique important. La directrice générale de l'organisme, Jacinthe Caron, est d'ailleurs souvent sollicitée pour des entrevues dans les médias. Comme nous le verrons plus loin dans ce travail, le CRE Estrie a aussi récemment pris une posture de « chien de garde environnemental », en dénonçant dans les médias une situation en totale opposition avec les enjeux climatiques et la justice sociale ; un défilé de Noël en voiture individuelle sur un parking de Sherbrooke (***Annexes IV à VI***).

Entrevue préliminaire avec le professeur Thierry Libaert

Thierry Libaert est une figure bien connue de la communication environnementale, particulièrement en France et Belgique. Il était notamment professeur en science de l'information et de la communication à l'UCLouvain de 2004 à 2014. Actuellement, il collabore bénévolement au Earth & Life Institute de l'UCLouvain sur les questions de communication en lien avec le dérèglement climatique. À noter enfin qu'il est également Conseiller au Comité Économique et Social Européen depuis 2010.

Puisque de nombreuses études se réfèrent à ses travaux, je tenais à m'entretenir avec lui afin de discuter de la communication environnementale et chercher de nouvelles pistes d'inspiration pour ce rapport de stage. Voici un résumé commenté de ce qu'il ressort de notre entretien d'une trentaine de minutes en avril 2022.

Dès les premières phrases, M. Libaert me confirme qu'en matière de communication environnementale, « on sait surtout ce qu'il ne faut pas faire, mais on a des doutes sur ce qu'il faut faire ». Ce constat me rassure d'emblée : mes expériences et mes recherches et mes (maigres) expériences me laissent encore sur cette faim d'une marche à suivre, d'une recette gagnante pour une communication environnementale prouvée efficace pour mobiliser en faveur d'actions environnementales significatives.

Clairement, pour Thierry Libaert, les messages environnementaux basés sur la peur ne fonctionnent pas. Du moins, s'ils ne sont pas combinés à deux autres facteurs : celui de l'auto-efficacité, à savoir l'impression d'être capable d'agir, et un mode d'emploi des leviers d'actions existants. Les messages de peur peuvent toutefois permettre à des organisations d'inscrire certains sujets à l'agenda, de porter un message percutant dans l'espace public.

Une remarque de M. Libaert lors de notre entrevue tourne beaucoup dans mon esprit. Il m'a indiqué que, selon lui, le milieu environnemental fait souvent l'erreur de confondre *l'objectif* et *le moyen*. Selon lui, le combat contre les émissions de GES et l'atteinte de la neutralité carbone en 2050 ne sont pas, en soi, des objectifs de société. Peut-être faut-il plutôt rechercher un objectif de société plus vaste, trouver de nouveaux discours de vie, par exemple en discutant de la notion du bonheur. M. Libaert a cité l'exemple de l'objectif d'une société plus apaisée, moins stressante, moins polluée... La diminution des GES devient alors un moyen pour y parvenir et non pas une fin en soi.

Un autre point intéressant soulevé par M. Libaert au cours de notre conversation est la question du facteur de blocage que constitue la publicité. En effet, comment entrer dans une démarche de transition lorsqu'on est bombardé constamment de messages publicitaires qui nous incitent à (sur)consommer. L'expert en communication m'indique qu'il croit beaucoup au pouvoir du vote via la consommation. Toutefois, il relève, comme dans son livre *Les Vents Porteurs* d'ailleurs, qu'il y a encore une schizophrénie à ce niveau : même ceux qui pensent que l'environnement est important, font des choix de consommation qui ne le reflètent pas, notamment au bénéfice du prix. Il me semble que cette schizophrénie, comme il la nomme, doit être une cause de dissonance cognitive importante pour beaucoup de personnes... La communication environnementale peut-elle parvenir à réconcilier les choix d'une personne avec ses valeurs ?

À ma question concernant l'importance ou non d'inviter le plus de parties prenantes autour de la table des négociations environnementales, Thierry Libaert y voit un passage nécessaire, bien qu'insuffisant. En effet, il m'explique que plus il y a de personnes autour de la table, plus il y a de la représentativité et moins on peut reprocher au processus de ne pas avoir tenu compte de tout le monde.

Enfin, un autre point de réflexion mis en lumière par M. Libaert est l'importance de voir la communication comme un domaine scientifique, contrairement à l'idée que n'importe qui sait un peu ce qu'il faut faire. Il faut, au contraire, suivre et s'appuyer sur les recherches scientifiques dans ce domaine pour informer et mobiliser adéquatement.

Il pense, d'ailleurs, qu'augmenter l'efficacité des messages de communication passe par un processus plus personnalisé et moins global, par exemple avec des messages valorisants qui ciblent certains groupes. À cet égard, la prise en compte de différents champs d'expertise peut également se révéler une solution à envisager sérieusement. Par exemple, le domaine de la sociologie s'intéresse notamment à la minorité active : un petit groupe qui a la capacité de faire évoluer les choses.

Cette intéressante entrevue m'a permis de relier des entre-elles des notions, de valider certaines intuitions, mais aussi de vouloir approfondir mes recherches sur deux facteurs importants dans la communication environnementale : la communication positive et l'acceptabilité sociale.

Deux facteurs de la communication environnementale

L'efficacité démontrée de la communication « positive » – L'importante étude réalisée par Amy E. Chadwick, « Climate Change Communication » publiée en 2017 a été une source importante pour mon analyse. En effet, l'auteure fait un état des lieux des recherches⁴⁰ sur la communication du dérèglement climatique adressée au grand public par différents messagers (médias, organisations environnementales, industries fossiles, etc.) via différentes formes de contenus (cadre positif ou négatif, contenu émotionnel, etc.)

Elle fait observer que :

Les chercheurs ont examiné les effets du cadrage du message sur les résultats persuasifs. Par exemple, la manière dont un message est formulé (positivement ou négativement) interagit avec l'incertitude pour affecter la probabilité d'une action de protection du climat (Morton, Rabinovich, Marshall & Bretschneider, 2011). Lorsque des messages à forte incertitude

⁴⁰ Amy E. Chadwick, Climate Change, Health, and Communication: A Primer, *Health Communication*, 31:6, 782-785, 2016, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.22>

étaient combinés à des cadres positifs, les participants avaient de plus fortes intentions d'adopter des comportements de protection du climat, tandis que lorsque des messages à forte incertitude étaient combinés à des cadres négatifs, les intentions d'agir diminuaient (Morton et coll., 2011). De même, la recherche a montré que les cadres de gain entraînent des attitudes plus positives envers l'atténuation du changement climatique et une plus grande sévérité perçue du climat que les cadres de perte (Spence & Pidgeon, 2010)⁴¹.

Plus loin, elle ajoute que (traduction libre) : Plusieurs chercheurs (e.g., Chadwick, 2015 ; Markowitz & Shariff, 2012 ; Moser, 2007 ; J. A Pooley & O'Connor, 2000) suggèrent que les appels émotionnels positifs seront plus efficaces et plus engageants que les messages qui font appel aux émotions négatives. Des études ont montré que les appels positifs produisent une attitude plus positive envers l'atténuation du changement climatique que les appels négatifs (Spence & Pidgeon, 2010).

Selon la chercheuse, des études suggèrent que les appels émotionnels positifs basés sur l'espoir se révèlent particulièrement prometteurs pour encourager l'action climatique⁴².

A cet égard, je me questionne sur les limites de cette communication. Par exemple, il me paraît fondamental de mener des recherches en communication environnementale localement. En effet, nous l'avons vu, la communication environnementale fait aussi appel à un cadre culturel. Les enjeux environnementaux ne sont certainement pas perçus de la même manière par un citoyen du Sud et un citoyen du Nord de la planète.

Est-ce que le fait que la communication environnementale « positive » semble avoir un plus grand impact pourrait être relié à notre culture occidentale et au fait

⁴¹ En effet, les auteurs Alexa Spence et Nick Pidgeon concluent dans leur étude que « les résultats indiquent que les attitudes à l'égard de l'atténuation du changement climatique peuvent être efficacement promues en discutant des gains produits par l'atténuation du changement climatique (par opposition aux pertes de ne pas atténuer le changement climatique) (...) (traduction libre) ». Ils nuancent toutefois « (...) nous ne pouvons pas exclure la possibilité que des trames de perte (ou de peur) plus extrêmes puissent être supérieures au gain des cadres pour certaines perceptions et certains comportements. Les résultats impliquent également que les cadres de perte peut être utile dans le cadre des efforts d'atténuation lorsqu'il est particulièrement important que les individus se souviennent des informations reçues (traduction libre) », Framing and communicating climate change: The effects of distance and outcome frame manipulations, *Global Environmental Change*, 20:4, 656-667, 2010, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2010.07.002>

⁴² Amy E. Chadwick, Climate Change, Health, and Communication: A Primer, *Health Communication*, 31:6, 782-785, 2016, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.22>

que nous sommes assez facilement capables de nous adapter aux pires conséquences environnementales ? En effet, le fait que nous puissions ériger des digues, utiliser de l'air conditionné ou encore importer de la nourriture lorsque nos cultures défont est peut-être un incitatif à une meilleure réception d'une communication positive ? Serait-ce encore un privilège de nos pays riches ?

Je me demande comment la communication environnementale positive est (ou serait) perçue dans des pays en développement qui subissent d'importantes pressions climatiques et alimentaires, qui ont encore peu de capacité d'adaptation et qui, en plus, contribuent peu aux émissions présentes et historiques de gaz à effet de serre.

La construction de l'acceptabilité sociale – On ne peut détacher la notion de partie prenante des questions d'acceptabilité sociale. À cet égard, si le terme de « partie prenante » et « d'acceptabilité sociale » revient souvent dans la bouche des environnementalistes, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit encore d'un champ de recherche émergent et de notions encore en définition. Dans une récente étude⁴³ fort intéressante de Sofiane Baba et Chantale Mailhot, les auteurs se demandent notamment « comment des acteurs peuvent-ils surmonter une controverse pour aboutir à un accord en dépit des divergences quant à leurs intérêts et valeurs ? » Ils font également valoir que « les universitaires n'ont pas encore offert de théorisations consistantes du concept d'acceptabilité sociale » et que « l'acceptabilité sociale suscite un intérêt croissant dans le milieu de la recherche aujourd'hui (Fortin et Fournis, 2014 ; Lacey et Lamon, 2014) ».

Détailler le processus et les conclusions de cette étude sortirait trop du cadre du présent rapport, mais je mets toutefois en exergue deux points qui me paraissent fondamentaux dans cette analyse : le rôle important joué par le compromis qui « représente la forme la plus durable de coordination entre acteurs » et le fait que l'acceptabilité sociale « soit un construit social qui s'inscrit dans le temps et représente l'aboutissement d'une série de tentatives de rapprochement et d'ajustement entre les logiques conflictuelles »⁴⁴.

La notion même de partie prenante est aussi sujette à réflexion : l'environnement naturel pourrait-il être, en soi, être considéré comme une partie prenante avec une approche biocentrique ou pourrait-il devenir une raison morale de le protéger dans

⁴³ Sofiane Baba et Chantale Mailhot, « De la controverse à l'acceptabilité sociale : le rôle constructif du conflit », *VertigO la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 16, 2016, <https://doi.org/10.4000/vertigo.16917>, p. 2.

⁴⁴ *Op. cit.*, p. 14

une approche anthropocentrique « parce que des parties prenantes humaines s'en soucient »⁴⁵ ?

Le fait que ces notions soient encore en construction m'incite à garder un œil attentif et une posture curieuse par rapport à l'évolution de la recherche... et à avoir une grande humilité par rapport à ma vision de la gestion des parties prenantes ou ma façon d'envisager l'acceptabilité sociale.

Traces de communication engageante au sein du CRE

En pratique, la communication environnementale peut évidemment prendre plusieurs formes. Par exemple, certains acteurs de l'information utilisent la voie de communication environnementale positive, comme le média en ligne Unpointcinq⁴⁶, dont l'un des objectifs est de rendre l'action climatique désirable grâce à des récits positifs. Des organisations militantes comme Extinction Rebellion et Greenpeace auront davantage tendance à mettre en valeur du contenu alarmant sur l'état de l'environnement, parfois en utilisant des formats divertissants, colorés et même humoristiques.

Un organisme de concertation comme le CRE Estrie communique quant à lui de manière sobre et professionnelle, avec clairement un objectif premier de transmission de l'information sans jouer sur des formats innovants et percutants. Mais au-delà de la simple transmission d'un message, j'ai relevé les traces d'une autre forme de communication, probablement utilisée inconsciemment, au sein du CRE Estrie : la communication engageante. Il s'agit, selon moi, d'une voie de communication intéressante pour un tel organisme.

En effet, on observe des champs de recherche différents en communication environnementale. Je relève, en particulier, le champ de recherche de Françoise Bernard qui qualifie ses travaux de recherche-action de « communication d'action et d'utilité sociétales », afin de les différencier de la communication environnementale usuelle⁴⁷. En effet, selon elle, ses travaux marquent une « rupture » par rapport au présupposé encore dominant la communication environnementale de certaines organisations et d'entreprises, telle qu'enseignée par exemple par Thierry Libaert. « Le présupposé dominant est le suivant : en pesant sur les idées (attitude, opinions, croyances), on pèse sur les actes ; la théorie de l'engagement de nos travaux repose sur un présupposé différent : il est plus pertinent de peser sur les actes pour modifier un cours d'action et pour

⁴⁵ Jérôme Ballet et Damien Bazin, « Prendre au sérieux les enjeux environnementaux : l'ambiguïté de l'approche par les parties-prenantes », *VertigO, la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 5, 2004, <https://doi.org/10.4000/vertigo.3382>

⁴⁶ <https://unpointcinq.ca/>

⁴⁷ Françoise Bernard, « Communication environnementale et action, Enjeux théoriques et pratiques », *Recherches en communication*, 2011, pp. 171 – 182.

développer les significations et les valeurs qui l'accompagnent (cf. Bernard, Halimi, Courbet, 2010). »⁴⁸

La chercheuse poursuit :

« Les différences, avec le modèle de la communication publicitaire ou persuasive, se jouent à deux niveaux majeurs. Premièrement, pour un changement en actes, le présupposé initial est le suivant « : le primat de l'action est préférable au primat de la rhétorique. Deuxièmement, les sujets s'approprient d'autant mieux les significations, les valeurs et les connaissances associées aux actions, que celles-ci sont précédées par un acte préparatoire. Ce point constitue un des résultats majeurs de nos travaux qui confirment un ensemble d'autres résultats en communication engageante. »⁴⁹

Dans un autre de ses articles très intéressants parus un an plus tôt, « Pratiques et problématiques de recherche et communication environnementale : explorer de nouvelles perspectives », elle fait observer que :

« (...) chacun d'entre nous peut mesurer, au quotidien, combien le chemin qui mène des bonnes idées aux bonnes pratiques est souvent une voie longue et difficile, si ce n'est une voie sans issue. Nous sommes informés, mieux encore nous savons, et pourtant les comportements ne suivent pas, ne changent pas. C'est vrai, pour toutes les activités humaines et à différentes échelles, pour l'entreprise, la cité, le quartier, la famille, l'individu ».

Elle fait d'ailleurs valoir que selon de nombreuses études, menées notamment aux États-Unis, « les démarches de sensibilisation portées par les campagnes de communication, si elles conduisent, dans le meilleur des cas, à des modifications dans les représentations et les opinions, n'ont pas d'effet sur les comportements effectifs »⁵⁰

La distinction entre la communication environnementale et la communication d'action et d'utilité sociétales m'intéresse particulièrement, dans le cadre d'un organisme comme le CRE Estrie. En effet, celui-ci a autant la capacité de travailler sur le message et sa diffusion, que de mobiliser en accompagnant des acteurs dans un premier acte préparatoire. Or, cet acte préparatoire, selon les travaux de

⁴⁸ *Op. cit.*, p. 179

⁴⁹ *Op. cit.*, p. 180

⁵⁰ Voir aussi Françoise Bernard, « Pratiques et problématiques de recherche et communication environnementale : explorer de nouvelles perspectives », *Communication & Organisation*, 37, pp. 79-89, 2010 <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1275>, p. 3.

Françoise Bernard, peut susciter des actions ultérieures et, surtout, une prise d'initiative subséquente.

« Au niveau des individus, ceux-ci, lorsqu'ils ont réalisé un acte préparatoire pour mieux connaître les problèmes environnementaux et pour poursuivre leur action dans la continuité de l'acte préparatoire. Au niveau collectif, les organisations qui sont engagées pour faire vivre ces projets, ont tendance à prendre des initiatives de publicisation : production d'objets de communication divers, initiatives prises dans la presse et les médias, on note aussi l'intérêt des médias pour les projets menés (reportages et articles de presse). »

Je remarque d'ailleurs que, consciemment ou non, le CRE Estrie a déjà adopté certains gestes de cette communication environnementale engageante. Je pense à leur organisation, avec l'Université de Sherbrooke, d'une soirée de test de véhicules électriques ou, plus récemment, à l'organisation de l'évènement « ça marche DOC! », une marche en ville avec les citoyens afin de les sensibiliser aux liens rapprochés entre la marche, l'aménagement urbain et la santé.

Cette marche était guidée par une figure publique bien connue en Estrie, Mélissa Généreux, une médecin spécialiste en santé publique ayant développé une expertise en changements climatiques. Cette marche a peut-être été un premier pas, un acte préparatoire⁵¹, pour permettre aux citoyens d'avoir envie d'en savoir plus sur l'aménagement urbain dans leur ville, par exemple, l'importance des arbres pour lutter contre les îlots de chaleur urbains⁵². Or, il s'agit d'un enjeu local pour lequel la municipalité a justement beaucoup de pouvoir, des citoyens ainsi informés peuvent avoir un impact réel pour favoriser l'adaptation de la municipalité au réchauffement climatique. De même, les citoyens qui ont pu essayer des véhicules électriques franchiront peut-être plus facilement le pas vers ce moyen de transport. Et si, assister à une première rencontre ou conférence sur un sujet environnemental pouvait être, pour des citoyens et des élus, un acte préparatoire facilement accessible ?

Je crois beaucoup au potentiel de ce genre d'initiatives dans un organisme comme le CRE Estrie, qui est au confluent entre la recherche, l'action et l'expertise environnementale.

⁵¹ F. Bernard définit un acte préparatoire comme : « un petit acte peu coûteux (en temps, en énergie, en argent...) qui favorise, comme le montre la littérature, la réalisation d'autres actes qui vont dans le même sens. »

⁵² Afin de confirmer ou infirmer l'impact mobilisateur de ce type de communication engageante par le CRE Estrie, cela aurait été intéressant, par exemple, que des étudiants de l'Université de Sherbrooke fassent un sondage auprès des citoyens participants pour savoir s'ils avaient posé des actes en lien avec les thématiques abordées lors de la marche quelques mois plus tard !

4. Analyse des acquis du stage

Tentative de me situer dans la communication environnementale

Une meilleure compréhension de la définition de la communication et de ses origines m'a permis de mieux me situer (un peu mieux) dans ce champ d'expertise. Je me questionne : est-ce que le fait que la communication environnementale soit d'abord née aux États-Unis a eu un impact sur la réception du message en Europe, alors que les deux continents ne partagent pas les mêmes références culturelles, les mêmes blessures environnementales et, souvent, le même langage ? Et inversement : est-ce que dorénavant la communication environnementale en Europe s'insère dans le cadre référentiel de l'Amérique du Nord ?

Alors que j'observe une importante littérature anglophone sur la communication environnementale, je me questionne sur la pertinence de ses conclusions dans un cadre référentiel francophone. La culture, l'histoire et la langue étant des piliers de la communication, peut-on vraiment transposer des conclusions communicationnelles d'un continent à un autre ? Si je peux concevoir que le cadre américain puisse avoir des liens forts avec le cadre européen, pourrait-on en dire de même pour le continent africain ? Plus généralement : est-il vraiment possible de mondialiser la science de la communication environnementale ? Je pense qu'il serait intéressant d'explorer d'autres pistes de communication environnementale propre à des cultures différentes. Par exemple, la manière dont les Premières Nations au Québec communiquent au sujet de l'environnement ne pourrait-elle pas inspirer de nouveaux récits et de nouvelles valeurs environnementales aux Québécois ?

C'est une question assez personnelle et une interrogation, notamment, née dans le cadre de mon stage au CRE Estrie : j'ai souvent l'impression que mon bagage d'Européenne ne cadre pas tout à fait avec le cadre social québécois. Lorsque je considère le fait que la communication environnementale bâtit un référentiel culturel, mes origines belges jouent-elles un rôle dans la manière dont ma communication environnementale transparaît au Québec, lieu où je réside désormais ? Alors que les Belges ont un côté plus revendicateur, cynique et sarcastique (sans rien enlever aux Français, évidemment...), les Québécois ont tendance à ne pas aimer les conversations conflictuelles et les débats qui dérangent.

Je me rappelle, alors, les enseignements de Georges Marshall⁵³ dans son excellent livre *Le Syndrome de l'autruche* que ce n'est pas tant le message qui compte que le messenger. Alors, ai-je les codes culturels de communication suffisants pour « bien » communiquer sur l'environnement au Québec ? Mais mon bagage européen rempli des histoires de lutte pour la paix et une société meilleure,

⁵³ George Marshall, *Le Syndrome de l'autruche*, Acte Sud, 2017.

pour la construction de ce projet commun extraordinaire qu'est l'Europe ou encore les souvenirs culturels des atrocités humaines aurait-il aussi une valeur pour les Québécois ? Je pense que prendre conscience de ces nuances me permettra, certainement, de m'améliorer et d'être, plus que jamais, à l'écoute des nuances, des besoins et des particularités qui m'entourent.

Le stage au CRE Estrie m'a laissé sur une question personnelle à laquelle je ne parviens pas encore à répondre : dans quel contexte professionnel les communicants environnementaux sont-ils les plus efficaces et les plus utiles ?

Bien connaître son territoire et son public

Pour informer la population et la mettre sur la voie de la mobilisation et de l'action environnementale, il importe de comprendre comment bien communiquer les problèmes environnementaux et leurs solutions en tenant compte des spécificités locales, des biais et des considérations sociales et économiques des différentes parties prenantes.

D'ailleurs, depuis mon immigration au Québec, j'ai eu l'occasion d'observer les verrouillages du mode de vie du rêve américain et du mythe de la croissance infinie. Par exemple, cette année encore, le véhicule le plus vendu est le camion léger F-150, aussi très présents dans des milieux urbains comme Montréal et Sherbrooke. Puisque l'étalement urbain est assez important et le tissu du transport collectif assez mince, il est illusoire de croire en une diminution drastique de l'autosolo à court et moyen terme. Toutefois, de plus en plus de voix se questionnent sur l'opportunité de développer un réseau de trains électriques, une solution de mobilité durable quasi inexistante malgré les surplus d'énergie fournis par nos barrages hydroélectriques, cette énergie propre qui fait la fierté des Québécois.

Mon stage au sein de cette organisation régionale qu'est le CRE Estrie m'a permis de mieux cerner les nuances des problèmes environnementaux sur notre territoire, pour apporter des solutions concrètes, réalistes par rapport aux attentes des parties prenantes.

C'est là par exemple que j'ai découvert le service d'autopartage, SAUVÉR qui tente de conquérir les territoires régionaux et les petites municipalités pour éviter l'achat d'une deuxième (voire d'une troisième) voiture ou encore la créativité développée par de petites municipalités pour développer leur réseau de transport collectif, par exemple en s'associant avec des entreprises avec beaucoup de travailleurs. Bref, connaître son territoire et ses habitants implique souvent de délaisser une vision idéalisée de l'environnement pour rechercher des solutions qui conviennent le mieux au terrain et à ceux qui l'habitent.

D'ailleurs, la recherche permet d'aller plus loin dans la compréhension de l'importance de connaître son public cible, lorsqu'il est question notamment de communication environnementale. Amy Chadwick fait observer que l'engagement climatique diffère notamment selon le genre (les femmes sont plus engagées que les hommes, Scannel & Gifford, 2013), l'idéologie politique et l'âge⁵⁴. Il ressort de cette étude qu'avoir une meilleure connaissance des facteurs qui prédisposent à l'action climatique permet donc d'opérer un meilleur séquençage du public cible pour augmenter l'efficacité des messages.

Accompagner les jeunes... et aussi les autres

Mon expérience professionnelle au CRE Estrie m'a convaincue, plus que jamais, de l'importance de l'éducation environnementale des plus jeunes, mais aussi des élèves en secondaire, en haute école et à l'université... et des adultes ! En effet, une bonne compréhension environnementale est, je pense, une condition très facilitante pour une action environnementale saine et efficace.

À cet égard, j'étais positivement intéressée par le programme éducatif Carbone Scol'ERE à l'échelle du Québec, coordonné par deux de mes collègues du CRE Estrie qui donnent ainsi des formations dans les écoles estriennes. Comme expliqué sur le site web⁵⁵ du projet, « Carbone Scol'ERE est un projet unique, un mouvement collectif et éducatif qui vise à engendrer de véritables changements comportementaux durables dans le cadre de l'atténuation du changement climatique. Écoles, citoyens, organisations et entreprises, tout le monde peut s'impliquer et chaque geste compte ! » Programme financé notamment grâce à des crédits carbone éducatifs, les enfants partout au Québec peuvent bénéficier de 10 heures de formation sur les enjeux environnementaux par un ou une spécialiste de l'environnement.

Cet exemple d'action concrète sur le terrain fait écho aux travaux intéressants de menés notamment par les chercheuses Lucie Sauvé et Carine Villemagne sur l'éducation relative à l'environnement (ERE)⁵⁶. Si, comme Carbone Scol'ERE, les chercheuses s'intéressent à la formation des enfants, leurs recherches visent également la population adulte. Je me permets deux citations un peu longues, mais cet article me paraît tout à fait passionnant et ces extraits résument bien la

⁵⁴ Amy E. Chadwick, Climate Change, Health, and Communication: A Primer, *Health Communication*, 31:6, 782-785, 2016,

⁵⁵ Site internet du projet Carbone Scol'ERE :

https://qc.carbonescolere.com/?utm_source=google_ads&utm_medium=srch&utm_campaign=compensation_carbone&qclid=CjwKCAjwjtOTBhAvEiwASG4bCCrICfN2Awlm98dbQpZBZdV29wfSFZxjE3HiiR2Jh7cSC3cWxsV8_BoC5xoQAvD_BwE

⁵⁶ Carine Villemagne et Lucie Sauvé, « L'éducation relative à l'environnement auprès des adultes : mouvances et repères », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 16 - 1 | 2021, mis en ligne le 10 mars 2021, consulté le 06 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ere/7229> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.7229>.

méthode et les opportunités d'une telle démarche, pouvant mener jusqu'à la construction d'une écocitoyenneté.

« S'intéressant à la nature structurelle, politique, éthique et idéologique des questions environnementales, l'ERE radicale et critique est un processus d'apprentissage tout au long de la vie au cours duquel les personnes tissent un rapport sensible et affectif à leur environnement. Les adultes sont invités à examiner les fondements des crises socioécologiques qui les affectent ainsi qu'à développer leur conscience socioécologique qui se traduit dans leur désir d'engagement. Mobilisant leurs expériences ainsi que leurs savoirs passés et présents dans l'exercice d'une praxis créative et collective, les adultes peuvent contribuer à l'amélioration de leur qualité d'être et de la qualité de leur environnement; ce dernier est ici entendu comme 'l'ensemble des écosystèmes qui comprend les éléments non vivants et les êtres vivants, dont les humains font partie' (Marleau, 2010, p. 87). L'ERE des adultes participe ainsi à la construction d'une écocitoyenneté. Sauvé (2013, p. 21) définit une telle  cocitoyenn t  comme étant « critique, compétente, créative, engagée, capable et désireuse de participer aux débats publics, à la recherche de solutions et à l'innovation  cosociale »⁵⁷.

Plus, les chercheuses font d'ailleurs observer que :

« Pourtant, malgré l'urgence et la nécessité du déploiement de l'ERE des adultes, ces derniers sont souvent des apprenants négligés en éducation relative à l'environnement par rapport au public jeune (Villemagne, 2008). Si quelques offres de cours en lien avec l'ERE sont proposées en contexte formel pour les adultes, comme c'est le cas au Québec au secondaire et à l'université, ceci est loin d'être généralisé étant donné le manque d'institutionnalisation de cette dimension de l'éducation au Québec. Les adultes qui n'étudient pas ne sont pas rejoints par des initiatives structur es d'éducation relative à l'environnement ».

Le CRE Estrie est clairement une organisation cohérente pour participer au programme Carbone Scol'ERE dans les écoles. Toutefois, je me demande si le CRE ne pourrait pas également faire de l'éducation populaire, en coordonnant également un programme similaire pour les adultes. C'est clairement le genre de

⁵⁷ Carine Villemagne, « L' ducation relative à l'environnement en contexte d'alphabétisation des adultes. Quelles dimensions critiques ? », * ducation relative à l'environnement : Regards - Recherches - Réflexions*, vol. 7, 2008, p. 49-64. <https://doi.org/10.4000/ere.3143>
Voir  galement : Carine Villemagne, C. (2017). « L' ducation relative à l'environnement des adultes : observations théoriques et pratiques » dans Sauvé, L., Orellana, I., Villemagne, C. et Bader, B. (2017). * ducation, environnement,  cocitoyenn t . Repères contemporains* (p. 157-175). Québec : Presses de l'Université du Québec (PUQ).

défi que je rêverais de relever, mais encore faut-il qu'il existe une opportunité... autrement dit, une demande, une volonté et, encore et toujours, un budget.

S'ancrer dans l'action pour mieux la comprendre

Mon stage au sein du CRE Estrie a été une véritable prise de conscience des mécanismes et blocages qui entourent les actions environnementales. Bien sûr, le budget n'est jamais suffisamment au rendez-vous, mais, plus grave encore, j'ai pu entrevoir à quel point le climat et l'effondrement de la biodiversité ne sont pas traités comme des situations d'urgence. J'admets avoir été étourdie par la lenteur administrative qui semble caractériser le domaine de l'action environnementale. C'est sans doute le plus gros frein qui m'a frappée : il n'est actuellement pas possible de répondre de manière efficace, significative et drastique à l'urgence dans un cadre administratif de gestion courante. Ces constats sont en particulier détaillés dans mon cinquième rapport de stage intermédiaire (en annexe).

Si j'entends et je comprends la nécessité de mettre toutes les parties prenantes autour de la table, j'ai parfois l'impression qu'il s'agit aussi d'un piège, probablement inconscient, de prolonger encore trop longtemps le *statu quo*. Si l'urgence était réellement considérée, les consultations citoyennes, par exemple, ne devraient-elles pas se faire sous ce terme : Consultation citoyenne d'urgence pour avancer vers la mobilité durable, dans le contexte du dérèglement climatique ? Avec des délais raccourcis, une importante mobilisation des plateformes de communication et un budget qui permettrait à des acteurs comme les CRE d'engager suffisamment de professionnels pour mener ces consultations... Avouons-le, cela sonne idéaliste, inimaginable en l'état actuel des choses. Et c'est bien cela qui m'inquiète.

Avoir un pied sur le terrain permet donc de mieux comprendre les blocages des actions environnementales pour tenter d'y remédier, mais, aussi, d'identifier les opportunités. Enfin, ce stage me confirme, une fois encore, l'importance des professionnels en environnement pour avancer de manière constructive dans la résolution des diverses urgences. En effet, je remarque à quel point des d'environnementalistes ont à cœur les nuances afin d'éviter les pièges des actions, comme les effets rebonds.

L'écoute et la bienveillance

Il serait bien prétentieux de ma part de prétendre que le stage au CRE Estrie m'a permis d'acquérir ces si belles qualités humaines que sont l'écoute et la bienveillance. Toutefois, si c'est l'œuvre d'une vie d'apprendre à les maîtriser, le stage au CRE Estrie a été un pas de plus dans cette direction.

En tant que jeune femme qui a hérité d'un monde bouleversé par les enjeux environnementaux, il m'est parfois difficile d'assister aux actions pour le *statu quo* et l'inaction volontaire. Toutefois, je pense qu'il est inexact de penser qu'il s'agit

généralement d'une manœuvre de citoyens, d'entreprises ou d'élus visant consciemment à miner l'action environnementale. C'est évidemment vrai dans certains cas comme les manœuvres de lobbyistes en faveur des énergies fossiles⁵⁸, mais je pense que plus souvent il s'agit d'un manque d'informations - et donc de connaissances -, de la mise en place d'un processus cognitif complexe dans les cerveaux humains - comme des biais cognitifs et une vision de déni. Or, dans ces cas, je pense que l'opposition mène davantage vers la polarisation que l'action. Ne vaut-il donc mieux pas écouter avec bienveillance pour mieux accompagner vers un changement de paradigme, dans une démarche de communication positive et engageante ?

Je reprends ici un extrait du Guide du négociateur stratégique de Christophe Caupenne⁵⁹, Expert en négociation, cité lors d'un des ateliers de communication du Master :

« Pour s'imposer comme un bon interlocuteur, il faut commencer par comprendre la vision du monde de notre interlocuteur. 'Si j'étais à sa place qu'est-ce que je penserais ?'. C'est le premier indicateur de respect que va percevoir la personne (...) : le fait que l'on soit capable de comprendre sa position et peut-être admettre la légitimité. Et pour comprendre son schéma de pensées et son référentiel du moment rien de tel que l'écoute ».

5. Suggestions à l'institution d'accueil

Comme demandé, ce rapport de stage se conclut par quelques suggestions à l'institution d'accueil, en l'occurrence le Conseil régional de l'environnement de l'Estrée. Si un passage de quelques mois au sein de cet organisme ne me permet certainement pas de préjuger de la valeur de mes recommandations, j'ose espérer que mon travail puisse apporter quelques pistes de réflexion.

Ne pas rougir de sa précieuse expertise

Lors de mon passage au CRE Estrie, j'ai eu l'occasion d'observer une certaine timidité par rapport à l'expertise environnementale de l'équipe en public. Or, je pense justement que le CRE Estrie est un acteur important et crédible qui doit devenir une voix d'expertise importante pour guider l'action.

Par exemple, j'ai remarqué que lors de consultations avec des élus au sujet de la mobilité durable, nous avons un petit consensus dans l'équipe sur le fait que le covoiturage était, effectivement, un outil important, mais qu'il était déjà en place depuis de nombreuses années grâce à des applications pour téléphones

⁵⁸ Voir, not., le livre *Les marchands de doute* de Naomi Oreskes et Erik Conway (VERIFIER), Éditions Le Pommier, 2010.

⁵⁹ Christophe Caupenne, *Guide du négociateur stratégique: Guide pratique*, Mardage, 2021.

intelligents, des sites web et, qu'en plus, il se mettait en place aussi spontanément dans des cadres « privés », comme entre collègues. Nous étions aussi d'accord sur le fait qu'étendre l'offre d'autopartage en région était une « nouvelle » solution prometteuse, notamment pour éviter aux ménages d'acheter une deuxième (voire une troisième...) voiture dans des communautés plus éloignées.

Toutefois, je trouve que nous n'avons pas assez fait part de notre analyse aux élus, malgré la solide expertise de l'équipe. Je pense que nous aurions été légitimes pour faire valoir le fait que l'autopartage devait absolument retenir leur attention lors de la consultation. La démarche de consultation et de la prise en compte des parties prenantes ne devrait pas, selon moi, édulcorer les analyses et les recommandations des experts environnementaux comme l'équipe du CRE. Si, au final, on ne peut imposer un choix, on peut toutefois partager clairement notre analyse de spécialiste afin de pleinement remplir notre rôle d'aide à la décision.

Être en phase avec l'urgence et la gravité

Lors de ma venue au CRE, j'ai assisté à un agréable précédent : à savoir une prise de parole cohérente et nécessaire face à un enjeu climatique symboliquement inacceptable sur notre territoire.

En effet, en invoquant les conditions sanitaires dus à la COVID-19, l'entreprise de divertissement Féeries hivernales de Sherbrooke a pris la décision, assez unilatéralement, de remplacer le défilé de Noël traditionnel par « un défilé renversé », comme expliqué dans le journal local (***Annexe IV***). Il s'agissait pour des automobilistes de tourner en rond, en file indienne, autour d'une scène de Noël dans un immense stationnement...

La décision des organisateurs a suscité beaucoup d'émoi, en particulier du milieu environnemental : non seulement il fallait posséder une voiture pour assister aux festivités et, en plus, le fait de faire rouler à basse vitesse s'opposait à une réglementation environnementale de la Ville de Sherbrooke... Que dire encore de la valorisation du symbole du « tout à l'auto » très répandu en Amérique du Nord, que les milieux environnementalistes tentent de déconstruire. Or, d'autres solutions étaient possibles. Pour éviter l'attroupement typique de l'effet parade, des acteurs de la Ville de Bromont ont, par exemple, eu l'idée d'un défilé de Noël à vélo et d'autres comme Magog ont fait un défilé en format réduit pour respecter les règles sanitaires, par exemple.

Ce symbole « anti-climat » et « anti-justice sociale » était tellement puissant que le CRE Estrie a décidé d'interpeller les groupes environnementaux locaux afin de cosigner une lettre ouverte (***Annexe V***) dans La Tribune, le média local de l'Estrie. Sans faire une tempête dans un verre d'eau, le CRE a su trouver les mots pour mettre en lumière une situation inacceptable à l'ère du réchauffement climatique. Cette lettre ouverte a d'ailleurs été l'occasion d'une couverture médiatique

(**Annexe VI**) dans la foulée qui a notamment relevé la demande du CRE d'assortir le financement d'activités publiques à un principe d'écoconditionnalité.

La volonté de concertation avec les entreprises locales n'implique pas qu'il ne faut pas être ferme et dénoncer des situations environnementalement inacceptables. Dans ce sens, la lettre ouverte du défilé de Noël est, certainement, un bon coup du CRE Estrie, qui appuie plus encore sa légitimité en tant qu'acteur environnemental dans notre milieu. De plus, sans l'intervention du CRE, cette prise de position aurait sans doute été une nouvelle fois laissée à des militants environnementaux, ce qui à force, je pense, décrédibilise parfois la cause environnementale aux yeux du citoyen *lambda*.

La communication environnementale est une science

Si nécessaire, le CRE Estrie pourrait faire appel à des professionnels pour former l'équipe, afin de s'offrir les meilleurs outils et les meilleures pratiques de communication environnementale. Je m'appuie ici les propos de Thierry Libaert puisque je pense également que la communication environnementale doit être vue comme une science et une spécialité (importante) pour faciliter l'action environnementale. Puisqu'il s'agit d'un assez nouveau domaine de recherche, il me semble important que le CRE Estrie se tienne au courant des bons coups révélés par les études.

Par exemple, j'ai abordé plutôt dans ce rapport des travaux en communication d'action et d'utilité sociétale comme ceux de Françoise Bernard. Il me semble que le CRE Estrie pourrait davantage à s'inspirer de ce type de recherche-action pour ses propres mandats. Par exemple, je me demande s'il y aurait un impact positif à débiter un mandat de consultance avec une première action concrète sur le terrain, qui permettrait aux acteurs de poser un premier geste : par exemple, un tour en transport collectif avec les commanditaires d'études sur la mobilité durable.

D'une manière générale, je pense que le CRE Estrie gagnerait à solidifier ses liens avec les chercheurs universitaires, comme c'est le cas grâce à des projets comme Climatoscope. Les CRE Estrie (et plus largement tous les CRE au Québec) pourraient être de très bons « terrains » pour la recherche-action lorsque les circonstances s'y prêtent, afin de coconstruire ensemble des solutions environnementales locales. En effet, un organisme comme le CRE Estrie est, selon moi, un acteur pertinent pour faire le pont entre les chercheurs universitaires, les entreprises, la population et les médias... même si je conçois facilement que c'est un exercice difficile.

Suivre le rythme

En seulement quelques années, les mentalités des citoyens, des élus et des figures économiques ont évolué dans le sens d'une prise de conscience

environnementale. Les connaissances environnementales (surtout climatiques) sont de plus en plus présentes dans la population.

Cela me paraît donc fondamental d'avoir au maximum conscience du niveau de connaissance populaire afin de conduire le train de la transition à la bonne allure. En effet, les CRE, de manière générale, devraient réussir l'exploit d'être juste un peu en avance sur les dossiers environnementaux, mais pas trop pour ne pas semer les parties prenantes.

Être compétitif

Un enjeu du CRE est son besoin d'expertise qui est directement concurrencé par d'autres acteurs locaux comme la Ville de Sherbrooke ou encore l'Université de Sherbrooke. Avoir des conditions de travail attrayantes permettrait aussi de redorer le blason des emplois verts. Je ne parle pas que de salaire, mais aussi des conditions humaines de travail : conciliation famille-travail, formation continue,

En effet, le fait que des organismes comme les CRE puissent offrir de bonnes conditions salariales ou des avantages sociaux intéressants donnerait un signal grâce à l'exemple : oui, il existe dorénavant des bons emplois verts et oui l'environnement est dorénavant un secteur professionnel valorisant et valorisé !

J'admets qu'il s'agit d'une recommandation plutôt générale : mon bref parcours au CRE Estrie comme stagiaire ne m'a pas permis de cibler d'irritants et je pense que la direction et l'équipe du CRE Estrie ont aussi à cœur d'avoir un milieu de travail positif.

6. Bibliographie

Livres

- Caupenne, C., *Guide du négociateur stratégique: Guide pratique*, Mardage, 2021.
- Libaert, T., (dir.), *La communication environnementale*, CNRS Éditions, 2016.
- Libaert, T., *Des vents porteurs, Comment mobiliser (enfin) pour la planète*, Édition Le Pommier, 2020.
- Marshall, G., *Le Syndrome de l'autruche*, Acte Sud, 2017.
- Oreskes, N. et E. Conway, *Les marchands de doute*, Éditions Le Pommier, 2010.
- Servigne P., et Stevens, R., *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Éditions Seuil, 2015.

Articles scientifiques

- Baba, S., et Mailhot, C., « De la controverse à l'acceptabilité sociale : le rôle constructif du conflit », *VertigO la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 16, 2016. <https://doi.org/10.4000/vertigo.16917>.
- Ballet, J., et Bazin, D., « Prendre au sérieux les enjeux environnementaux : l'ambiguïté de l'approche par les parties prenantes », *VertigO la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 5, 2004. <https://doi.org/10.4000/vertigo.3382>.
- Bernard, F. (2010). Pratiques et problématiques de recherche et communication environnementale : explorer de nouvelles perspectives. *Communication & Organisation*, vol. 37, 79-89, 2010. <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1275>.
- Bernard, F., « Communication environnementale et action, Enjeux théoriques et pratiques », *Recherches en communication*, 2011, pp. 171 – 182.
- Campion, B., « Alarmisme et catastrophisme? Rhétoriques de la peur dans les échanges en ligne relatives aux changements climatiques », dans T. Libaert (dir.), *la communication environnementale*, Paris, CNRS Editions, coll. « Les Essentiels d'Hermès », 2016, p. 59-75.
- Catellani, A., Pascual Espuny, C., Malibabo Lavu, P., et Jalenques Vigouroux, B., « Les recherches en communication environnementale », *Communication*, 2019. <https://doi.org/10.4000/communication.10559>.
- Chadwick, Amy E. (2016) Climate Change, Health, and Communication: A Primer, *Health Communication*, vol. 31:6, 782-785, 2016. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.22>.

- Segers, I., « Récit praxéologique : une approche éthique pour accompagner les transformations socioécologiques », *Éthique publique*, vol. 20, 2018. <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.3935>.
- Spence, A. et Pidgeon, N., Framing and communicating climate change: The effects of distance and outcome frame manipulations, *Global Environmental Change*, 20:4, 2010, 656-667, 2010. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2010.07.002>.
- Villemagne C., et Sauvé, L., « L'éducation relative à l'environnement auprès des adultes : mouvances et repères », *Éducation relative à l'environnement*, vol. 16, 2021. <https://doi.org/10.4000/ere.7229>.
- Villemagne, C., « L'éducation relative à l'environnement des adultes : observations théoriques et pratiques » in Sauvé, L., Orellana, I., Villemagne, C. et Bader, B., *Éducation, environnement, écocitoyenneté. Repères contemporains*, pp. 157-175, 2017.
- Villemagne, C., « L'éducation relative à l'environnement en contexte d'alphabétisation des adultes. Quelles dimensions critiques ? », *Éducation relative à l'environnement : Regards - Recherches - Réflexions*, vol. 7, p. 49-64, 2008. <https://doi.org/10.4000/ere.3143>.

7. Annexes

- I. Offre de stage du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie
- II. Copie de la revue Estrie Zone Verte
- III. Six rapports de stage intermédiaires
- IV. « Défilé renversé », un village de Noël dans le stationnement de l'ancien Costco
- V. Lettre ouverte du CRE Estrie : A l'ère des changements climatiques, un traîneau de « chars » pour Noël
- VI. Le défilé de Noël pointé du doigt par des acteurs environnementaux
- VII. Calendriers

STAGE EN COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE

35h / semaine

Du 14 octobre au 17 décembre 2021 (3 mois)

Rôle du stagiaire : répondre à une problématique de l'organisation d'accueil

Supervision : Jacinthe Caron, directrice générale (à confirmer)

Mandat général (problématique ciblée) :

Améliorer la portée de nos actions en développant davantage nos contenus scientifiques afin qu'ils soient mieux adaptés à nos différentes clientèles. Les stratégies à adopter sont :

- Rédiger des contenus vulgarisés axés sur l'actualité ou l'urgence environnementale, telle que perçue par nos publics cibles
- Décortiquer les enjeux et les stratégies d'action afin de peaufiner nos approches

Compétences développées dans le cadre du stage :

- Compréhension des enjeux environnementaux à l'échelle régionale (Estrie)
- Adaptation du langage de nos contenus pour être entendus et compris par une clientèle diversifiée
- Collaboration avec les membres de l'équipe et les partenaires externes pour établir les stratégies, orienter les contenus de rédaction et s'entraider dans la réalisation des livrables
- Animation d'activités de consultation citoyenne et auprès d'acteurs socio-économiques
- Accompagnement de communautés vers la réalisation d'actions.

Tâches concrètes à réaliser dans le cadre du stage, par thème :

Politique et environnement

- Rédiger 2 articles dans la revue Estrie Zone Verte (sur l'impact des élections fédérales et municipales sur l'environnement et les priorités environnementales de 2 MRC)
- Dresser une liste de priorités environnementales axées sur le pouvoir d'intervention à diffuser auprès des candidats aux élections provinciales des 6 comtés estriens.
- Participer aux étapes de démarrage de Climatoscope Estrie
 - Participation active à l'activité de co-création avec 35 acteurs du milieu
 - Préparation du cahier du participant avec les partenaires du projet

Impliquer la communauté :

- Participer à la mise en place de projets communautaires (de lutte aux changements climatiques), à réaliser avec la communauté
 - Animation d'activités
 - Participation à des rencontres pour établir les bases des projets communautaires

- Recherche de spécialistes ou d'information pour assurer la bonne réalisation des projets.

Sur le thème de la mobilité durable :

- Rédiger un portrait de la mobilité durable de la MRC de Coaticook (état des lieux)
- Participer à la préparation d'un sondage à l'intention des citoyens, employeurs et municipalités pour faire ressortir les opportunités en mobilité durable
- Participer à la préparation du matériel nécessaire à la démarche
- Participer, voire animer, les consultations publiques

Sur le thème de la biodiversité

- Participer à la rédaction de prises de position sur la biodiversité régionale sous la ligne directrice : « 30% d'aires protégées pour 2030 ».

Sur le thème des matières résiduelles

- Participer à la rédaction de prises de position et aux contenus à intégrer à notre page web sur les enjeux régionaux prioritaires.

En général :

- Réaliser des plateformes d'informations sur les grands thèmes environnementaux adaptée à la région (dans le tableau de bord)
- Accompagner une équipe du programme GEST pour transformer une idée en un projet réaliste (réduction des GES)

Autres tâches

- Révision des outils communicationnels avant publication (articles, mémoires, avis, infolettre, revue, dépliants, rapports, etc.)

ESTRIE ZONE VERTE

LA REVUE BI-ANNUELLE DU
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ESTRIE



COMPOSTAGE DES MATIÈRES ORGANIQUES VERDISSEMENT ET AIRES PROTÉGÉES BIENVENUE AUX DEUX NOUVELLES MRC

Retour sur les élections municipales
Des fiches d'autoformation en environnement
Les gagnants du programme GEST



Par Jacinthe Caron, Directrice du **CRE Estrie**

La grande réorganisation des derniers mois a eu pour effet de retarder la diffusion de nos revues Estrie Zone Verte, mais nous voici de retour, avec tout un lot de démarches captivantes à vous présenter.

Le territoire du CRE Estrie s'est agrandi depuis le mois de juillet et accueille désormais les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska. Nos premiers contacts avec les forces vives qui les animent nous font découvrir des MRC très actives en environnement, ce qui laisse entrevoir de nouvelles occasions d'échanges de bonnes pratiques. Les défis qui animent ces milieux sont à la fois semblables et différents du reste de la région. Semblables, dans le sens que la protection du paysage est une sensibilité partagée par l'ensemble des MRC estriennes : les vues boisées, montagneuses et agricoles sont plutôt caractéristiques des Cantons-de-l'Est. Semblables aussi parce que plusieurs municipalités du Québec, peu importe la région, se rejoignent face aux enjeux de consommation et de gestion des matières résiduelles, de mobilité et de protection du territoire. Différentes, probablement par la proximité avec Montréal et une population moyenne plus abondante. Les MRC estriennes les plus éloignées des grands centres comptent généralement moins d'organisations mobilisées face à la question environnementale. La pression de développement, bien qu'existante, est moins forte dans l'est de la région, où les principales motivations environnementales sont plutôt associées au développement d'une économie verte, avec un objectif d'attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux talents.

Impossible de terminer cet édit sans souligner la campagne électorale municipale historique! L'environnement a été plus que jamais identifié comme un enjeu majeur dans un contexte de reprise économique et de lutte aux changements climatiques. Le CRE Estrie se donne pour objectif de s'assurer que des actions vont s'ancrer sur ces belles paroles. Nous suivrons et accompagnerons les élus qui ont clamé haut et fort l'importance qu'ils accordent aux questions environnementales. Nous savons à quel point les bonnes idées peuvent être complexes à mettre en œuvre et nous souhaitons être un acteur central dans la petite révolution environnementale qui doit dès maintenant s'opérer en Estrie!

Jacinthe Caron

Images page couverture :
Alexandre Demers et Caroline Nioucel, CRE Estrie

Au sommaire

Projet pilote de collecte des matières organiques à Sherbrooke	3
Les écomatériaux, une croissance durable qui s'illustre dans nos actions et nos choix	4
Dévoiler le sens de l'agriculture par le contact avec les autres	5
Renforcer les cœurs de villages tout en luttant contre les changements climatiques	6
L'aménagement urbain dans la lutte contre les changements climatiques	7
La forêt qui marche	8
Protégeons les richesses du sud du Québec	9
La délectable Haute-Yamaska	10
L'enivrante Brome-Missisquoi	11
Quand le sirop d'érable permet de fabriquer des tapis	11
La Fondation SÉTHY : Protectrice des écosystèmes	12
Des environmentalistes réputés demandent des actions concrètes aux élus	13 à 16
Autoformation en environnement	17
Chaque GEST compte!	18

Projet pilote de collecte des matières organiques dans les ICI et certains multilogements à Sherbrooke



Par Ingrid Dubuc, Directrice du Bureau de l'environnement, Ville de Sherbrooke

Dès la fin du mois de novembre, un projet pilote de collecte des matières organiques (MO) dans les industries, commerces et institutions (ICI) verra le jour. Ce projet, qui vise à munir de bacs de 360 litres une centaine d'ICI, se déroulera jusqu'en décembre 2022.

Ce projet vise d'abord à travailler en partenariat avec les ICI pour collecter des données (quantités et coûts), en vue d'étendre ce service de collecte à l'ensemble des ICI et d'établir le système facturable correspondant.

Il permettra aussi d'évaluer une nouvelle façon de ramasser les MO dans les multilogements. En plus de la collecte par bacs, une collecte par conteneur sera déployée au printemps 2022, à laquelle une vingtaine d'ICI et une dizaine d'immeubles multilogements pourront participer. Précisons que pour atteindre les cibles gouvernementales en matière de réduction, il importe d'obtenir une plus grande desserte du secteur des multilogements, et donc une plus grande adhésion de la population qui l'habite.

L'étendue de la collecte permettra finalement de consolider progressivement la collecte des MO dans les établissements scolaires primaires et secondaires, ciblant ainsi la cinquantaine d'écoles du territoire. Mentionnons que depuis 2019, 17 d'entre elles participent à un projet pilote de collecte des MO réalisé en collaboration avec le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke.

Le projet pilote s'aligne sur les orientations gouvernementales, lesquelles visent une gestion de toutes les MO d'ici 2025 et un taux de valorisation de 70 % de celles-ci d'ici 2030. Par sa mise en œuvre, la Ville de Sherbrooke vise à s'approcher des cibles de son Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) 2023-2030, soit :

- réduire à 500 kg/hab./an ou moins la quantité de matières éliminées d'ici 2026 ;
- réduire à 480 kg/hab./an d'ici 2030, comparativement aux 666 kg/hab. enfouis pour l'année 2019.

Accompagnement et sensibilisation

Les ICI participants bénéficieront de l'accompagnement du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CRE Estrie) pour faciliter l'implantation de la collecte. De la sensibilisation à la réduction du gaspillage sera également assurée lors de cet accompagnement.

Les ICI participants devront générer entre un et cinq bacs aux deux semaines ou encore, un conteneur de 3 m³ chaque semaine. Les collectes s'effectueront chaque semaine, à l'exception des collectes par bacs en saison hivernale (toutes les deux semaines de fin novembre à mi-avril). Le coût du service sera quant à lui facturé aux ICI, incluant les frais de collecte, de transport et de traitement, sur lesquels sera appliqué un rabais de 20 %.

Si le projet pilote suscite la participation escomptée, il permettra de détourner jusqu'à 1 325 tonnes de MO de l'enfouissement par année. L'empreinte carbone de Sherbrooke s'en trouvera ainsi diminuée et la durée de vie du lieu d'enfouissement technique, prolongée.

Précisons que le projet pilote mobilisera les mêmes ressources (camions, circuits, personnel, etc.) que celles déployées pour la collecte résidentielle. Cependant, les ICI participants auront droit à une fréquence plus élevée de collectes en période hivernale.

Données sherbrookoises

Selon l'inventaire de 2019, environ 10 500 tonnes de MO en provenance des ICI sont enfouies chaque année. Le taux de récupération n'y est que de 42 %.

- Le taux de desserte des immeubles de 6 logements et plus est d'au plus 40 % des unités d'occupation.
- En 2020, la quantité de MO récupérée pour le secteur résidentiel avoisinait 100 kg par habitant.
- Obligatoire depuis 2008 pour les multilogements de 5 logements et moins, la collecte par bacs est offerte sur une base volontaire aux immeubles de 6 logements et plus. Aucun service n'était offert jusqu'à maintenant pour le secteur des ICI.

Les écomatériaux, une croissance durable qui s'illustre dans nos actions et nos choix



Par Karine Thibault, Coordonnatrice économie circulaire **MRC des Sources / Synergie Estrie**

Les écomatériaux ont été identifiés comme l'une des filières prioritaires de développement dans la Stratégie de diversification économique de la MRC des Sources. Après avoir accueilli des entreprises œuvrant dans ce domaine, constitué le Carrefour d'innovation sur les matériaux et organisé cinq éditions du Rendez-vous des écomatériaux, la MRC a souhaité à nouveau en 2021, mettre en valeur le savoir-faire des entreprises de cette filière et présenter des applications concrètes à ce secteur d'innovation.

Les écomatériaux sont d'excellents exemples de l'application de diverses stratégies de l'économie circulaire. En effet, ils permettent de prolonger la durée de vie de matières qui seront recyclées en de nouveaux matériaux et ils encouragent l'utilisation de ressources renouvelables pour leur fabrication. D'ailleurs, dans une société où l'environnement est au cœur des discussions, il est important de savoir entre autres à quoi sert la récupération des matières résiduelles en vue de leur offrir une deuxième vie. L'intégration de matière recyclée dans un matériau n'est pas nécessairement signe de moins bonne qualité. Cela dépend de la manière dont elle est traitée, transformée et utilisée. Certains matériaux recyclés peuvent même posséder de meilleures propriétés que les matériaux neufs.

Un écomatériau est fabriqué à partir de matières biosourcées (d'origine végétale ou animale : laine, jute, chanvre, lin, bois, etc.), minérales (issues de matières non organiques : terre, pierre, argile, etc.), recyclées (issues de matières résiduelles : verre, caoutchouc, plastique, etc.). Ses caractéristiques :

- Provient généralement d'une matière renouvelable ;
- Sa production et son utilisation génèrent une empreinte carbone faible ;
- Ne libère pas ou très peu d'éléments nocifs pour la santé humaine au cours de sa vie ;
- Offre une durabilité adaptée à l'usage prévu pour ce matériau ;
- Recyclable en fin de vie.

Un indicateur mesuré afin de valider l'impact environnemental d'un matériau est son énergie grise. Elle est calculée en kilowattheure (kWh) par mètre cube (m³) consommé pour l'ensemble du cycle de vie, passant par sa production, son utilisation et sa gestion en fin de vie.

Lancement d'une vitrine de démonstration sur les écomatériaux au Parc régional du Mont-Ham

Dans ce projet, l'équipe de Synergie Estrie de la MRC des Sources a agi à titre de concepteur. Leur démarche a été amorcée à partir de besoins en construction et en aménagement au parc et l'opportunité a été saisie d'en faire une vitrine de démonstration. Cette vitrine est aussi le fruit de l'audace de 17 partenaires qui ont contribué à sa réalisation.

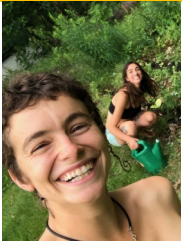
La vitrine permet de démystifier et découvrir des écomatériaux sur le marché ou en développement ; connaître les impacts de nos choix de matériaux sur la qualité de l'environnement ; comprendre comment les écomatériaux s'inscrivent dans l'économie circulaire ; découvrir les W8banakiak (Abénakis) à travers leur gestion des ressources et des matériaux au fil du temps.

Par exemple, le gazebo d'interprétation construit est le résultat parfait d'une réflexion issue de l'écoconception, en intégrant exclusivement l'utilisation d'écomatériaux, matériaux alternatifs, responsables et durables. Cette réflexion vise à réduire les impacts environnementaux d'un bien ou d'une construction dès l'étape de sa conception. *Découvrez-en plus sur le projet de vitrine en visualisant cette [vidéo](#) !*

6^e édition du Rendez-vous des écomatériaux

Ce Rendez-vous qui se tenait du 26 au 27 octobre a mis en vedette la vitrine des écomatériaux. Ce rendez-vous annuel a permis à près de 140 architectes, ingénieurs, entrepreneurs, manufacturiers et étudiants de se réunir et d'assister à des conférences autour du thème des écomatériaux. En plus de permettre aux participants d'échanger, cet événement récurrent favorise aussi le réseautage entre les experts de plusieurs secteurs d'activités. Le Rendez-vous a été le témoin de plusieurs nouvelles collaborations au fil des ans.

Dévoiler le sens de l'agriculture par le contact avec les autres



Par Carolane Arsenault & Gabrielle Rondeau-Leclaire de REVE nourricier

Nous voyons l'agriculture urbaine comme un organisme vivant, sensible à ce qui l'entoure et dont le sens se révèle au contact avec les citoyens. Pour nous, ce n'est pas une notion réservée aux horticulteurs ou aux agronomes. Nous choisissons que tous les habitants de la cité puissent y contribuer. Entre autres, les espaces verts et nourriciers sont des écosystèmes, des milieux de vie et des outils pour mieux se comprendre et prêter attention à ce que la nature nous offre.

Selon plusieurs spécialistes, les mesures de gestion de l'environnement au niveau global ne répondent pas à l'appel. Selon d'autres, épuiser les ressources nous mènera seulement à en découvrir des nouvelles et à nous réinventer. Quelle mentalité souhaitons-nous voir grandir pour les générations à venir ?

La vérité est une réflexion que nous laissons à chacun. Cela dit, l'urbanisation joue un rôle important dans la relation entre l'humain et sa représentation de l'environnement. Serait-il possible que l'urbanisme influence notre culture à se faire une représentation altérée de nos ressources naturelles ?

C'est pourtant à partir de cette représentation collective que les mesures de gestion de l'environnement et le design des villes sont mis en place ! Voilà pourquoi nous avons fondé le Réseau d'espaces verts éducatif et nourricier [sic]. Pour mettre à la lumière des croyances qui ralentissent la création de systèmes urbains régénératifs. Dans un contexte où le monde change à un rythme fulgurant, la société doit s'adapter et développer des moyens efficaces pour exercer un urbanisme et une agriculture qui se déploient dans une perspective de durabilité. Les enjeux qui nous guettent sont de taille et les forêts nourricières et les jardins sont des lieux formidables pour transmettre aux citoyens, avec délicatesse et bienveillance, les clés pour faire des choix éclairés.

Le Parc Édouard-Boudreau : un modèle exemplaire de collaboration et d'entraide

La crise sanitaire actuelle a mis en relief le besoin des citoyens de s'approprier les parcs de proximité. La métamorphose du Parc Édouard-Boudreau est un magnifique



exemple d'initiative qui se révèle au contact avec les citoyens. Ceux-ci s'investissent dans des projets d'agriculture pérennes, participent aux activités éducatives, préservent des semences du jardin et découvrent des plantes indigènes du terroir. De plus, la qualité des habitats fauniques de l'aménagement du parc Édouard-Boudreau est au rendez-vous. C'est ce que nous avons voulu démontrer à travers ce mandat réalisé dans le cadre de la démarche Vent de Fraicheur du CRE Estrie et de la Ville de Sherbrooke sur la 10e avenue, à Sherbrooke.

Le design de ce parc est inspiré par l'écosystème d'une jeune forêt en santé. Ses végétaux (arbres, arbustes, vivaces, bulbes, couvre-sols, etc.) et ses mycorhizes sont disposés de manière à maximiser les interactions qui favorisent l'autonomie et la pérennité de l'aménagement. Un peu plus loin, la zone de fleurs indigènes attire les pollinisateurs qui à leur tour butinent les fleurs du potager annexé. Tout est pensé de manière à interagir, comme dans un organisme vivant, pour la santé des insectes et des oiseaux environnants. Pour REVE Nourricier, ce projet est un modèle exemplaire de collaboration et d'entraide. Ce laboratoire démontre qu'il est possible de réimaginer notre territoire avec les citoyens et de répondre aux défis de l'agriculture urbaine.

Depuis la nuit des temps, de la ville naissent les plus grands courants philosophiques. L'heure est donc à instaurer un principe qui existe dans plusieurs sociétés : la philosophie de la septième génération. Le prochain défi de REVE Nourricier est d'adopter cette philosophie en prenant des décisions bénéfiques pour les sept générations à venir.

Plus d'info : [REVE nourricier](#); Démarche [Vent de fraîcheur](#)

Renforcer les cœurs de villages tout en luttant contre les changements climatiques



Les atouts du projet urbanistique pour relever des défis multiples

Par Alejandra de la Cruz (M. Sc. Arch. et design urbain) et Catherine P. Perras (M. Urb.) respectivement Coordinatrice au service-conseil et à l'accompagnement et Conseillère en aménagement et urbanisme à *Vivre en Ville*



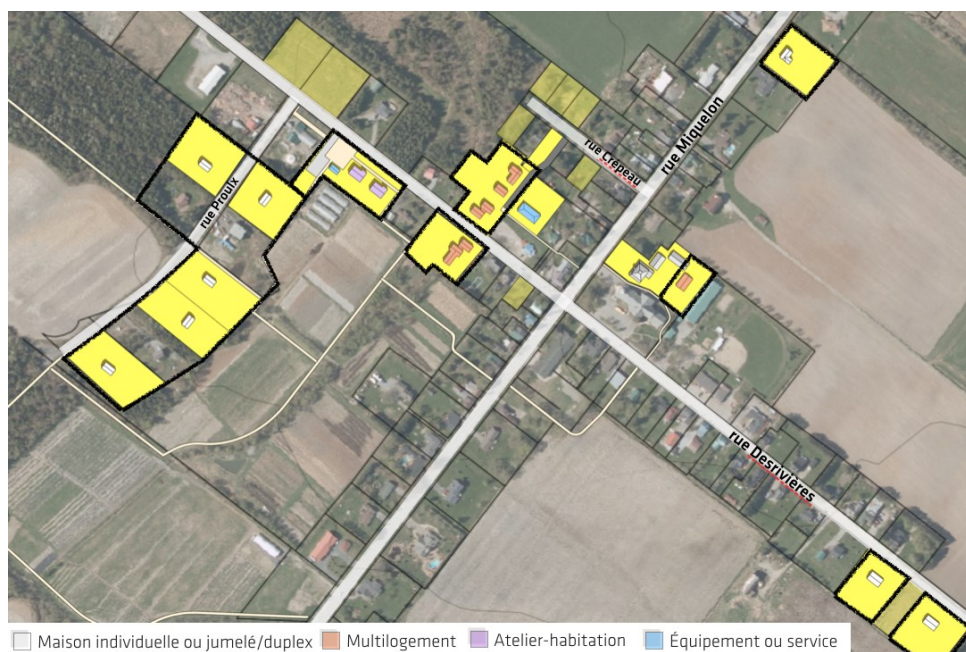
En Estrie, comme dans plusieurs régions du Québec, la vitalité des noyaux villageois préoccupe de nombreuses municipalités. Celles-ci ont à cœur la conservation de leurs acquis en matière de services publics, comme leur école primaire, ainsi que le maintien des commerces en place, voire l'accueil de nouveaux. Elles cherchent aussi à répondre à la demande en habitation, notamment en vue d'offrir des options résidentielles adaptées aux ménages vieillissants. La mise en valeur du noyau villageois contribue par ailleurs à faire rayonner la culture locale et à renforcer le sentiment d'appartenance des résidents.

Répondre à ces préoccupations constitue une opportunité de s'engager dans la lutte contre les changements climatiques, à condition d'intégrer l'ensemble de ces enjeux au sein d'une même démarche de planification du territoire. Concrètement, cela peut prendre la forme d'un projet urbanistique qui illustre clairement le devenir souhaité d'une collectivité en identifiant les atouts à conserver et les transformations à prévoir. Il sert à la fois d'outil de dialogue entre les parties concernées et de référence pour la prise de décisions et la révision des outils d'urbanisme.

Des municipalités de la MRC des Sources ont opté pour cette façon de faire, notamment dans le but de planifier la consolidation de leurs noyaux villageois et d'y accueillir de nouvelles habitations - stratégie privilégiée pour assurer la vitalité de leur collectivité tout en luttant contre les chan-

gements climatiques. Par exemple, la municipalité de Saint-Georges-de-Windsor doit, comme plusieurs, composer avec un périmètre d'urbanisation ayant une capacité d'accueil de nouvelles habitations plutôt limitée. Vivre en Ville l'accompagne dans l'élaboration d'un projet urbanistique misant sur la consolidation du village, de façon à optimiser les espaces vacants ou sous-utilisés dans le noyau villageois ou en continuité directe de celui-ci. Cela permettra à la municipalité de minimiser l'impact de sa crois-

nistère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques) Vivre en Ville a également appuyé la municipalité de Saint-Camille dans l'élaboration d'un projet urbanistique visant à accroître et diversifier l'offre résidentielle à distance de marche du cœur du village. Ici aussi, il est envisagé de prioriser la consolidation du cadre bâti existant, puis de planifier une extension du village en continuité immédiate du noyau. La bonification des sentiers familiaux par un concept de



Étude du potentiel de consolidation dans le noyau villageois de Saint-Camille / Plan réalisé par Vivre en Ville, pour la municipalité du canton de Saint-Camille

sance sur son territoire agricole et ses milieux naturels, notamment les milieux humides, et donc de maintenir leurs services écosystémiques, essentiels pour lutter contre les changements climatiques. Grâce au programme Climat municipalités (du mi-

«ruelle rurale» quatre saisons s'ajoute à cela dans le but de faciliter les déplacements actifs vers les lieux d'activité quotidienne. Réduisant les distances à parcourir et le recours à l'auto, cette proximité entre résidences et noyau villageois vise aussi à

Renforcer les cœurs de villages tout en luttant contre les changements climatiques

favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle et communautaire Camilloise. Se doter d'un projet urbanistique est également une opportunité de prévoir des interventions de verdissement et de mise en valeur des milieux naturels et agricoles. Il peut s'agir, par exemple, de procéder à la caractérisation des milieux humides pour mieux en tenir compte dans la planification et ainsi assurer leur protection, de minimiser l'imper-

méabilisation des sols (p. ex. en réduisant les superficies allouées au stationnement), de se doter de politiques plus strictes en matière d'abattage d'arbres, etc. Toutes des interventions qui contribuent à lutter contre les changements climatiques, mais aussi à s'adapter à leurs effets. Bien sûr, il est possible de réfléchir aux enjeux ici mentionnés de façon isolée - vitalité du noyau villageois, protection des milieux naturels et

agricoles, mobilité active, etc. - mais il y a une réelle plus-value à planifier l'évolution des milieux de vie avec une vue d'ensemble. Le projet urbanistique permet d'appréhender conjointement les différents défis auxquels on souhaite s'attaquer, vers la planification de collectivités où il fait bon vivre, plus résilientes sur les plans social et environnemental, et plus favorables à l'allègement de notre bilan carbone. [Vivre en ville](#)



L'aménagement urbain dans la lutte contre les changements climatiques

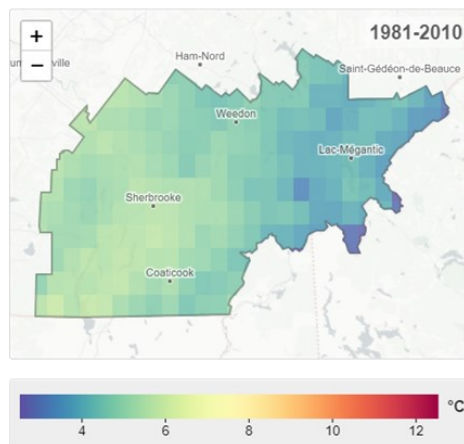
Par Laurie-Maude Drapeau, Conseillère scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec

Les aléas météorologiques engendrent des impacts importants sur les communautés et poseront un risque croissant pour la santé humaine dans un contexte de changements climatiques. L'aménagement du territoire peut constituer un levier important pour faire face aux enjeux liés au climat changeant et assurer des milieux de vie sains et résilients aux collectivités.

D'ici 2031, il est prévu que plus des trois quarts de la croissance démographique du Québec se concentrera dans les six régions métropolitaines de recensement, soit Montréal, Québec, Gatineau, Sherbrooke et Trois-Rivières (Vivre en ville, 2015). Une planification territoriale prenant en compte l'impact des changements climatiques dans la gestion de la croissance urbaine peut favoriser la résilience des populations face à ces derniers.

Certains groupes de personnes sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, notamment les personnes immunosupprimées, celles ayant un faible

soutien social, les personnes à faible revenu, les personnes souffrant d'une maladie chronique (Ex. : l'asthme) ou encore en raison de l'âge (nourrissons, jeunes enfants et aînés) (INSPQ, 2019).



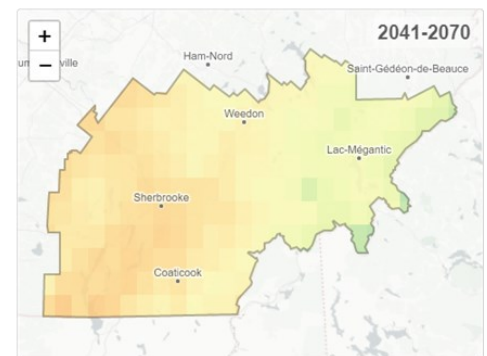
Températures annuelles moyennes projetées à l'horizon 2041-2070 en Estrie selon un scénario d'émission élevé (RCP 8.5) par rapport à la période de référence (1981-2010)

Source : Ouranos, 2020

La figure 1 montre les températures moyennes annuelles projetées en Estrie pour la période 2041-2070 selon un scénario d'émissions élevées (RCP 8.5). Ainsi, selon les projections climatiques, la température annuelle moyenne à Sherbrooke augmentera de plus de 3 °C à l'horizon 2041-2070

par rapport à la période de référence (1981-2010).

Il est essentiel de tenir compte des enjeux liés aux changements climatiques à une échelle qui va des bâti-



© Ouranos 2021, v1.2.0. Tous droits réservés.

ments individuels aux villes entières, notamment via la promotion du transport collectif et actif, la création d'espaces de vie à l'échelle piétonne, la densification des milieux bâtis, l'accessibilité aux parcs et aux espaces verts, etc.

Plus d'info : [INSPQ](#)

La forêt qui marche



Par Coralie Beaumont, Stagiaire en communication environnementale au CRE Estrie

Un nouvel organisme à but non lucratif, La forêt qui marche, a fait son apparition dans le paysage estrien. Sans rien enlever à l'importance de privilégier, surtout et avant tout, la conservation des milieux naturels, l'organisme souhaite toutefois de limiter les dégâts lorsque le déboisement est inévitable.

En effet, afin de construire des logements ou des commerces, les promoteurs n'ont parfois pas d'autres choix que de déboiser une partie importante des terrains voués au développement. Jusqu'à tout récemment, les végétaux et les arbres présents sur ces aires de développement étaient détruits pratiquement à 100 %.

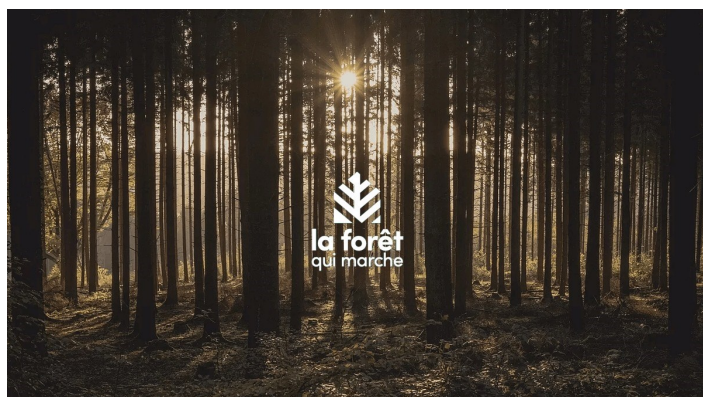
La forêt qui marche a donc pour mission est de récupérer et valoriser les arbres et les végétaux indigènes avant le déboisement lors de projets de développement d'infrastructures et d'habitations.

Fondé grâce à la collaboration de l'APCHQ Estrie, la mission de l'organisme est de récupérer et de valoriser un maximum de ces arbres, arbustes et plantes indigènes, d'en améliorer la connaissance et valoriser l'utilisation d'éléments de la flore indigène dans les aménagements privés ou publics.



Pour ce faire, des promoteurs de la région donnent libre accès à leurs terrains avant le déboisement et l'organisme s'occupe d'organiser et de superviser les cueillettes. Les arbres et les végétaux prélevés sont gratuits pour les particuliers, pour les organismes qui font du reboisement ou de la végétalisation et pour les gens du milieu horticole.

Durant certaines activités de prélèvements, des biologistes et des forestiers seront sur place pour aider les préleveurs à identifier leurs trouvailles. Ces spécialistes donneront des indications sur les meilleures conditions à respecter afin d'assurer le succès de la plantation. À ce jour, environ 200 citoyens, cueilleurs et bénévoles ont participé aux cueillettes en 2021, pour un total de 1177 arbres, arbustes et plantes indigènes qui ont ainsi été sauvés et replantés ailleurs sur le territoire estrien.



Utilisée en dernier recours, c'est à dire lorsque l'option de conservation est incompatible avec le projet, la transplantation d'arbres et arbustes matures peut être un outil pour sauver des espèces végétales indigènes, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'espèces menacées. De plus, pour s'assurer de la plus-value de l'initiative, il serait intéressant que des données soient collectées afin d'établir si les espèces transplantées ont survécu à la transplantation.

Dernièrement, La forêt qui marche a également lancé un nouveau programme de valorisation pour permettre aux pépinières et à la population de s'approvisionner en paillis forestier local revalorisé, provenant des sites voués au développement. Le Jardin d'Eden de Sherbrooke est devenu le premier partenaire, et offre dorénavant ce paillis forestier local.

Si vous souhaitez en savoir plus, être informés des prochaines activités et vous impliquer en tant que cueilleurs bénévoles, vous pouvez visiter :

- le [site internet](#)
- la page [Facebook](#)

Protégeons les richesses du sud du Québec



Par Stéphane Tanguay, Biologiste, M. Env., Directeur *Nature Cantons-de-l'Est*

Au Québec, la plus grande biodiversité se trouve dans le sud de la province, pour des raisons historiques, climatologiques et écologiques. Toutefois, c'est aussi dans le sud du Québec que l'on rencontre la plus grande densité de population humaine, et donc la plus grande pression anthropique sur les écosystèmes. Puisque la plus grande part du Québec méridional est de tenure privée, le gouvernement n'a pas les coudées franches pour y implanter des aires protégées qui permettent de préserver la biodiversité. C'est là que la conservation volontaire entre en jeu. Aussi appelée intendance privée, la conservation volontaire met en scène des propriétaires de terres privées; elle est complémentaire à l'intendance publique qui, elle, implique les propriétaires de terres publiques, les gouvernements autrement dit. Elle permet d'établir de véritables aires protégées, à échelle humaine, là où l'intendance publique a peu de prise. En Estrie notamment, la conservation volontaire peut jouer un rôle crucial pour assurer la protection de la biodiversité.

La conservation volontaire s'appuie sur des fondements légaux reconnus, mais aussi sur des incitatifs fiscaux, pour garantir la pérennité des statuts de conservation qui sont octroyés à des terrains privés et favoriser le recours à ce type de démarches. Elle place aussi les organismes de conservation au cœur de ces dernières. Nature Cantons-de-l'Est (NCE) est le principal organisme de conservation de la partie orientale de la région, alors que Corridor appalachien et ses nombreux partenaires sont plus actifs à l'ouest de la ville de Sherbrooke. Tous les deux sont en mesure d'accompagner les propriétaires privés intéressés par une ou l'autre des options qui s'offrent à eux pour assurer la conservation de leur propriété et de ses milieux naturels.

Quelles sont les options ?

La personne qui souhaite demeurer propriétaire tout en protégeant la biodiversité de son terrain peut choisir d'établir une servitude de conservation ou une réserve naturelle sur sa propriété. Dans le premier cas, la servitude notariée vient restreindre certains usages sur une propriété qui pourraient nuire à la biodiversité d'une autre propriété, souvent détenue par un organisme de conservation. Par exemple, si la propriété protégée est située en amont, le fait de ne pas relâcher des sédiments

dans un ruisseau profitera certainement aux espèces aquatiques de la propriété en aval. La réserve naturelle, quand elle, met en place un statut de conservation notarié sur la propriété sans qu'un lien avec une autre propriété soit nécessaire. Ce statut doit être approuvé par le gouvernement du Québec puisque la propriété est ensuite directement inscrite au registre des aires protégées du Québec.



Le propriétaire qui est prêt à se départir de sa propriété, mais qui souhaite en assurer la conservation à perpétuité peut la donner ou la vendre à un organisme de conservation. Évidemment, les fonds pour acquérir des propriétés à leur juste valeur marchande sont limités et une vente ne donne droit à aucun avantage fiscal, contrairement aux donations qui entraînent la reconnaissance de la valeur du don au niveau des impôts. Qui plus est, si le don se qualifie au programme des dons écologiques, il permet d'éviter de payer l'impôt sur le gain en capital, ce qui représente parfois des sommes importantes.

Chacune de ces options présente différents avantages et inconvénients, mais toutes ont pour but d'assurer la préservation de la biodiversité. Un organisme de conservation comme NCE peut vous accompagner pour, par exemple, établir la valeur écologique de la propriété, remplir les formulaires nécessaires ou même aller chercher du financement qui permettra de payer les professionnels (biologistes, notaire, arpenteur, etc.) qui transformeront votre rêve en réalité.

Plusieurs propriétaires ont déjà posé des gestes significatifs en faveur de la biodiversité; il ne vous reste plus qu'à contacter les organismes de conservation actifs dans votre région pour en savoir davantage et léguer aux générations futures un coin de nature estrienne! Plus d'info : [Nature Cantons-de-l'Est](http://NatureCantons-de-l'Est)

Bienvenue aux Yamaskois et Bromisquois !



Par Coralie Beaumont, Stagiaire en communication environnementale au CRE Estrie

Ce n'est pas tous les jours qu'on accueille une nouvelle MRC dans sa région administrative... L'Estrie peut donc bien se targuer d'en accueillir deux depuis le mois de juillet dernier : La Haute-Yamaska et le Bromé-Missisquoi. Ces nouvelles arrivantes montent à neuf le nombre de MRC estriennes... Mais qui sont-elles ?

La délectable Haute-Yamaska

La Haute-Yamaska regroupe une population de plus de 92 000 habitants dans ses huit municipalités. Près de 70 000 des Yamaskois et Yamaskoises ont élu domicile dans la ville de Granby, où se situent d'ailleurs les bureaux de la MRC. *Prospère de nature*, comme le scandale le slogan de la MRC, le territoire de Haute-Yamaska est principalement agricole et son charme est touristique.

Plusieurs beautés naturelles garnissent La Haute-Yamaska, comme son parc national de la Yamaska (SEPAQ) et le lac Boivin qui mérite bien son Centre d'interprétation de la nature. Évidemment, le mont Yamaska qui trône à 400 mètres au-dessus de la ville de Granby fait de l'œil aux marcheurs, pendant que les cyclistes d'un jour ou de toujours arpentent les pistes cyclables de l'[Estriade](#). « L'un des plus beaux réseaux au Québec! » vante Paul Sarrazin, le préfet de la MRC.

Au même titre qu'ailleurs en région, La Haute-Yamaska doit aussi faire relever son lot de défis. L'un d'eux, et non des moindres, est de se développer tout en respectant l'environnement qui fait tant sa fierté. Pour ce faire, la MRC peut compter sur son propre Fonds vert, créé en 2007. Le budget annuel de ce Fonds est calculé sur la base de l'évaluation foncière, à raison de 0,002\$ par tranche de 100\$ d'évaluation. Les sommes ainsi collectées sont exclusivement réservées pour la mise en œuvre de projets environnementaux. Ce Fonds a déjà des réalisations intéressantes à son actif, comme la mise en place de programmes régionaux d'inspection des bandes riveraines et des installations septiques pour s'assurer de leur conformité.

Une autre réalisation majeure financée grâce au Fonds vert est l'adoption du [Plan directeur de l'eau \(PDE\)](#) en 2017 afin d'améliorer la santé des cours d'eau et des lacs de la région. Comme le souligne encore le préfet, la créa-

tion de cet outil municipal innovant a été récompensée lors du gala du Mérite Ovation municipale 2018 de l'Union des municipalités du Québec.

Si les nombreuses exploitations agricoles du territoire contribuent à nourrir le Québec, la MRC est décidée à accompagner les agriculteurs pour réduire au maximum les impacts de ce secteur essentiel, notamment la pollution des cours d'eau, comme la rivière Yamaska Nord.

La MRC investit d'ailleurs directement auprès des entreprises agricoles, notamment pour les aider à réduire la pollution diffuse dans le bassin versant du lac Boivin.

Notre nouvelle voisine régionale a également déclaré la guerre aux déchets via sa campagne [Géné de jeter](#), une main tendue vers le zéro déchet. Sur son site internet éponyme, on peut lire que les habitants de la MRC ont réussi à réduire de 4 534 tonnes la quantité d'ordures enfouies en 2019 par rapport à l'année précédente. L'économie réalisée par ces tonnes qui n'ont pas pris le chemin du site d'enfouissement a permis de payer pour les dépenses supplémentaires associées à l'arrivée du bac brun pour le compostage, soit 412 000 \$!



Grâce à Synergie Haut-Yamaska, le secteur industriel et commercial est aussi convié à repenser sa production de déchets et sa consommation de matières premières. Cette initiative d'économie circulaire aura certainement fait des gagnants, le premier étant sans conteste l'environnement.

La MRC peut également compter sur la Fondation pour la sauvegarde des écosystèmes du territoire de la Haute-Yamaska pour veiller à la protection et à la conservation des milieux naturels de la région. La vision de ce nouveau partenaire environnemental en Estrie est claire : en 2025, 22% des milieux naturels de la Haute-Yamaska seront protégés. Pour cela, l'organisme mise sur la conscientisation et l'implication des citoyens et citoyennes, en ce compris les propriétaires de milieux naturels.

Bienvenue aux Yamaskois et Bromisquois !



L'enivrante Brome-Missisquoi

Par Coralie Beaumont, Stagiaire en communication environnementale au CRE Estrie

Ce sont plus de 63 000 Bromisquois et Bromisquoises qui ont rejoint l'Estrie il y a quelques mois, apportant avec eux leur vingtaine de vignobles ! Véritable fierté de la région, la [Route des Vins](#) est un chemin incontournable pour découvrir les richesses du terroir local, directement depuis son vélo.

Mais cette MRC de 21 municipalités n'est pas faite que de raisins. Les amateurs de plein air pensent évidemment aux sentiers des monts Sutton qui se trouvent au cœur de la réserve naturelle des [Montagnes Vertes](#), une des plus vastes aires de conservation privée au Québec ! Les skieurs, quant à eux, auront à l'esprit la démarche [écoresponsable](#) mise en place par le mont Sutton grâce à la

mise en place de plusieurs projets, notamment pour la gestion des matières résiduelles et l'entretien des pistes et de l'équipement de façon à minimiser les impacts sur la faune et la flore.

Le lac Davignon donne de belles couleurs bleues à la Ville de Cowansville, le chef-lieu de la MRC. C'est là que des citoyens se sont lancés dans le défi, dorénavant réussi, de créer un Comité Vert. Des corvées de nettoyage par-ci, des jardins collectifs par-là, ce comité multiplie les actions concrètes pour que la protection de l'environnement devienne une mission collective. Ils se font tellement remarquer que même la Fondation David Suzuki a entendu parler d'eux : en 2019, ils étaient parmi les finalistes du prix Demain le Québec ! Il

faut dire que ce comité a de quoi inspirer par son inclusivité : il réunit des particuliers, conseillers municipaux, commerçants, organisations locales et gouvernementales, villes environnantes de Brome-Missisquoi autour d'une même table.

Citons encore la [Société de conservation du mont Brome](#) qui a également de belles réalisations de conservation à son actif. Alors que la pression pour le développement immobilier s'intensifie, l'organisme poursuit plus que jamais sa lutte pour la sauvegarde des milieux naturels. Par exemple, il y a de cela un an, une coopération entre la Société de conservation du mont Brome et la Ville de Bromont a permis de protéger deux sites à haute valeur écologique, pour un total de 29 hectares.

Économie circulaire : Quand le sirop d'érable permet de fabriquer des tapis

L'économie circulaire a le vent dans les voiles pour les MRC québécoises et celle de Brome-Missisquoi n'y fait pas exception. Regroupant près de 400 entreprises tissées serrées, la [symbiose industrielle de la MRC de Brome-Missisquoi](#) permet d'allonger le cycle de vie des matières grâce à l'échange de ressources autrement destinées au bac à ordures.

Ces mots prennent tout leur sens lorsqu'on les illustre par un exemple inspirant. Si vous aimez le sirop d'érable et le yoga, vous devriez jeter un œil au pari réussi de l'entreprise DeltaGomma de Cowansville. Grâce à la récupération des tubulures acérolles de la région, cette entreprise d'économie circulaire fabrique des tapis de caoutchouc et de plastique

100% recyclé. Cette symbiose est tellement harmonieuse que dorénavant l'écocentre régional de Cowansville collecte gratuitement les précieux tuyaux pour les diriger vers leur nouvelle vie. Ce n'est qu'une histoire parmi bien d'autres puisque, entre 2014 et 2020, la Symbiose Brome-Missisquoi a permis 1 500 échanges de ressources (matières, services et expertise) pour des gains économiques de 2,3 millions de dollars. Autre fait notable, ces six années d'échanges ont permis d'éviter le rejet de 11 000 tonnes d'équivalent CO2 dans l'atmosphère, ce qui correspond aux émissions de 2 300 autos.

Cette toile d'araignée ne permet pas que d'optimiser de la matière. C'est

aussi une mutualisation de moyens financiers, organisationnels et humains. Par exemple, les entrepreneurs peuvent aussi s'échanger de bonnes pratiques, se regrouper en atelier de formation ou encore bénéficier d'achats groupés.

L'arrivée de la MRC dans le giron de la région administrative de l'Estrie offrira sans doute son lot de nouvelles opportunités. « On y voit une occasion de se faire de nouveaux amis! » partage la conseillère en économie circulaire de la MRC, Marie-Pier Lussier. Membre du réseau interprovincial [Synergie Québec](#), l'organisme récupérateur espère bien se faire connaître des Estriens et Estriennes pour étendre, encore et toujours, sa toile.

La Fondation SÉTHY : Protectrice des écosystèmes en Haute-Yamaska



Par Bernard Valiquette, Collaborateur aux communications et aux activités d'éducation à la Fondation SÉTHY

Saviez-vous que le territoire de la Haute-Yamaska possède quatre tourbières d'importance et des milieux naturels exceptionnels? Un pionnier de la Fondation pour la sauvegarde du territoire de la Haute-Yamaska (Fondation SÉTHY), François Leduc, nous racontait : « L'environnement a souvent été laissé pour compte par le passé, un peu comme un « animal sans soin », disait ma grand-mère. Depuis 2006, [la Fondation SÉTHY](#) a insufflé une mobilisation sur notre territoire pour protéger nos milieux naturels. »

C'est vrai, les chantiers n'ont pas manqué, année après année : vastes consultations, partenariats avec des organismes de conservation, des municipalités et la MRC de la Haute-Yamaska, caractérisations écologiques, démarches personnalisées d'accompagnement auprès des propriétaires de milieux naturels, etc. M. Richard Marois, a ainsi fait un don écologique d'un lot dans la [tourbière de St-Joachim-de-Shefford](#), en 2020 : « Mon parrain Aldas était le meilleur homme qui soit. Il était un défenseur de la nature; je suis certain qu'il serait heureux de laisser ce coin de nature intact pour les générations futures ».

La Fondation SÉTHY est maintenant heureuse de protéger à perpétuité un patrimoine naturel de 60 hectares dans cette tourbière.



La tourbière de Saint-Joachim-de-Shefford

Avec patience et persévérance, les actions de conservation ont poussé comme les branches d'un arbre qui se déploie, comme l'illustre cette infographie arborescente.



Extrait du rapport d'activités 2020-2021

En plus de la conservation, plusieurs projets de contrôle de plantes exotiques envahissantes, ces ennemis de la biodiversité, se sont également multipliés (renouée du Japon, alliaire officinale, berce du Caucase, phragmite). Des communications et des projets d'éducation relative à l'environnement permettent également de sensibiliser et d'impliquer jeunes et moins jeunes, toujours en lien avec notre mission : guider et accompagner les citoyens.nes de la Haute-Yamaska dans une volonté commune de protection et de restauration des écosystèmes et de la biodiversité.



Caractérisation dans la tourbière Saint-Charles à Granby

Et pour animer ces projets, la Fondation SÉTHY peut compter sur une équipe compétente composée de jeunesse et d'un peu de... sagesse, avec de plus vieux routiers de l'environnement : une biodiversité humaine au service de nos écosystèmes !

[Fondation SÉTHY](#), [Facebook](#) et [Instagram](#).

Des environnementalistes réputés demandent des actions concrètes aux élus



Par Coralie Beaumont, Stagiaire en communication environnementale au CRE Estrie

Ce n'est un secret pour personne : il est grand temps de passer à l'action pour protéger la biodiversité, l'eau, les espaces verts ainsi que pour lutter contre le réchauffement climatique et s'y adapter. Si le désordre est mondial, les actions pour le résoudre et y faire face sont nécessairement locales. L'Estrie n'échappe pas à ce constat et devra, comme ailleurs dans le monde, relever les défis qui lui sont propres.

Au lendemain des élections municipales, le CRE Estrie s'engage à interroger certains de nos élus sur les actions significatives qu'ils feront dès le début de leur mandat pour assurer un meilleur état de notre environnement. Des personnalités environnementales de la région nous ont déjà proposé leurs attentes face aux administrations municipales maintenant en place.



Michel Montpetit

Sherbrooke – Michel est un des ambassadeurs environnementaux de l'Estrie, ancien directeur du Centre universitaire de formation en environnement (CUFE), président de la table thématique sur les aires protégées du comité Dialogue-citoyens de la ville de Sherbrooke en 2009, ancien président du Gala des Phénix de l'environnement.

« On a beau consulter, rédiger des rapports, des politiques, des plans d'action, lorsqu'il y a des changements à la mairie, tout semble tomber dans l'oubli. Il y a plein de spécialistes en environnement en Estrie qui se sont déjà impliqués, qui s'impliquent encore et d'autres comme moi qui ont décidé d'accrocher leurs patins, car tout est toujours à recommencer. Les gains en environnement se font à la miette. Comme bénévole c'est décourageant. Au contraire faire du bénévolat pour notre ville devrait au minimum être stimulant. On devrait se servir de l'immense expertise que nous avons en Estrie.

Mes questions à ceux qui se présentent à la mairie et comme conseillers :

- *Quelles sont les actions concrètes qui auront un impact direct sur l'amélioration de l'environnement vous engagez-vous à faire d'ici votre mi-mandat et*

d'ici votre fin de mandat ?

- *Comment dès le début de votre mandat, allez-vous, stimuler et utiliser dans votre ville la participation bénévole des experts en environnement de l'Estrie ?*
- *Pensez-vous qu'il y a une urgence d'agir au sujet des changements climatiques et pourquoi ? »*



Jean-Claude Thibault

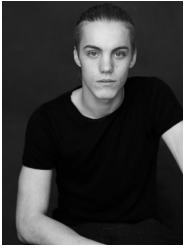
Val-Saint-François - Jean-Claude est un des ambassadeurs environnementaux de l'Estrie, fondateur et ancien président du RAPPEL, fondateur et porte-parole du mouvement Opération Verre-vert, membre de l'Alliance pour une gestion du myriophylle à épis. Résident de Racine.

« Plus de 80% des aliments que je peux acheter dans les grandes surfaces proviennent de l'étranger. En moyenne, ces aliments ont voyagé plus de 3 200km! Il est clair que le transport de ces aliments lointains, en camion, en bateau et parfois, pire encore, en avion constitue une source importante de CO₂. L'achat de produits locaux constitue non seulement une action environnementale et sociale, mais également un avantage économique majeur ; l'argent reste en très grande partie chez nous. Mais le plus grand impact positif de l'achat des produits d'ici est le support à nos producteurs locaux. Après 11 ans de vie du marché LOCAVORE à Racine, le succès le plus éclatant est d'avoir permis à des petits producteurs de la région non seulement de survivre, mais de se développer à tel point que pour plusieurs d'entre eux, ils ont maintenant doublé, parfois même triplé leur personnel. L'achat local est créateur d'emplois.

Cher(e)s élu(e)s, êtes-vous prêt(e)s à prendre l'engagement d'encourager...

- *l'achat local des aliments, en faisant une promotion sérieuse de vos producteurs-trices locaux et en vous investissant dans la mise en marché locale et régionale de nos aliments ?*
- *les institutions sur votre territoire (le bureau municipal, les écoles, bureau de poste, etc.) à acheter de la nourriture et des boissons locales pour vos événements et services alimentaires ?*

Des environnementalistes réputés demandent des actions concrètes aux élus



Antoine DesRochers

Val-Saint-François –

Antoine est un acteur engagé dans la transition écologique.

Lors des dernières élections municipales, Antoine s'est impliqué dans la campagne Vire au vert, invitant les citoyens à voter pour des élus qui ont à cœur l'environnement. Il a réalisé plusieurs capsules d'information sur les gestes environnementaux à l'intention des citoyens.

« Cher(e)s nouvelles et nouveaux élus municipaux, seriez-vous prêt(e)s à prendre l'engagement de :

- *permettre les toilettes compost dans nos maisons ? Ce serait un grand pas vers l'utilisation responsable de l'eau potable et la santé de l'environnement !*
- *faciliter l'utilisation de matériaux naturels comme le chanvre, l'argile et la paille en rénovation et en construction ?*
- *ajouter à votre territoire des zones de conservation afin de préserver les fonctions écologiques, la beauté, la santé et la richesse de la nature québécoise ? Comment comptez-vous procéder ? »*



Laure Waridel

Brome-Missisquoi – Laure est écosociologue PhD, auteure, cofondatrice d'Équiterre, et co-instigatrice du mouvement Mères au front.

« Avec Mères au front Estrie nous demandons aux élu.e.s municipaux de prendre les trois engagements suivants :

- *Mettre sous conservation au moins 30% des milieux naturels de notre territoire comme le recommandent les Nations unies d'ici 2030. Cela implique l'adoption de politiques d'aménagement visionnaires qui misent sur la densification des milieux urbains plutôt que l'étalement. Il faut y prévoir l'accès aux services de base et à des espaces verts à moins de 15 minutes à pied ou vélo.*
- *Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 45% d'ici à 2030, comme le recommande le GIEC. Pour ce faire, il est urgent d'offrir des services d'autopartage sur tout le territoire pour réduire le*

nombre de véhicules par famille. Il faut aussi améliorer le covoiturage, les taxis-bus et le transport en commun.

- *Interdire les pesticides à des fins esthétiques et favoriser l'agriculture écologique de proximité. »*



Robert Benoit

Memphrémagog – Ex-député du comté d'Orford, Président bénévole du Memphrémagog Conservation (MCI), résident de la municipalité d'Austin.

« Le lac Memphrémagog vient d'être reconnu comme réservoir d'eau potable. Il s'agit d'un signal encore plus fort qui vient confirmer le besoin de protéger le bassin versant du lac et éviter toute forme de contamination qui viendrait mettre en péril notre consommation (vitale!) d'eau. Le milieu municipal joue un rôle central dans la protection de ses sources d'eau potable. Impliqués dans les multiples dossiers de protection de l'eau du lac Memphrémagog depuis des dizaines d'années, nous nous rendons disponibles auprès de tous les élus disposés à faire de l'enjeu une priorité.

Mes questions aux élus qui utilisent l'eau du lac Memphrémagog ainsi que ceux qui résident dans le bassin versant :

- *Quelles sont les démarches que vous entreprendrez afin que le lixiviat du site d'enfouissement de Coventry ne soit plus traité et déversé, à perpétuité, dans le réservoir d'eau potable des Estriens.*
- *Êtes-vous d'accord avec la création d'un « Fond d'Acquisition de Terres » (Land Trust) afin d'acquérir à des fins de protection des milieux naturels : forêts, milieux humides et autres, dans le bassin versant du lac afin d'en assurer la protection pour les générations futures.*



Robert Bellefleur

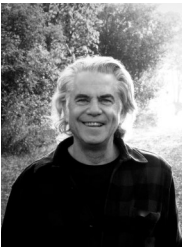
Granit – Porte-parole du Groupe citoyen en environnement du secteur de la baie des Sables à Lac-Mégantic.

« On observe au fil des ans que la qualité de l'eau du lac Mégantic et ses berges ne cessent de se détériorer en raison de l'oc-

Des environnementalistes réputés demandent des actions concrètes aux élus

cupation et des activités humaines accrues et d'une urbanisation agressive très mal adaptée à ce plan d'eau. Dans ce contexte, la mauvaise gestion municipale, agricole et forestière des eaux pluviales qui s'écoulent dans le bassin versant du lac Mégantic entraîne chaque année des tonnes de sédiments sur ses berges et dans ses fonds.

Cher(e)s élu(e)s, êtes-vous prêt(e)s à prendre l'engagement de travailler en concertation avec les citoyens impliqués du secteur de baie des Sables afin de mettre en œuvre des solutions durables pour améliorer la qualité de l'eau et des berges ?



Richard Séguin

Coaticook – Auteur, compositeur et interprète engagé, notamment dans la protection des milieux naturels du secteur du mont Hereford.

« J'habite ce territoire et ce territoire m'habite, même mon chant en est imprégné. Jacques Ferron disait : « Qu'il est bien difficile de parler au-delà de sa génération ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas essayer ... ». Je m'inquiète toujours de l'héritage que l'on va laisser aux générations de demain. On a des choix à faire, des choix qui ne peuvent pas être dictés que par la vulgaire accélération des croissances économiques. Comme le rappelle Louis Robert ce lanceur d'alerte courageux, il faut comme il le dit si bien : « s'interroger sur les pressions qu'exercent les vendeurs d'engrais et de pesticides et aussi sur la gestion de notre agriculture au Québec.

Donc, cher(e)s élu(e)s, êtes-vous prêt(e)s à prendre l'engagement...

- *D'interdire l'usage de pesticides, comme le glyphosate, par des particuliers à des fins esthétiques et de participer activement aux initiatives en agro-écologie visant à faciliter l'échange entre les producteurs biologiques et traditionnels pour réduire les apports aux champs ?*
- *De rencontrer, écouter et travailler avec les citoyens qui souhaitent mettre en valeur nos forêts par la conservation et l'éducation ?*

Je vous laisse avec une de mes citations préférées, « La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent », A. Camus

Et après ?

Le CRE Estrie exposera prochainement ces différentes demandes aux élus concernés dans les différentes MRC estriennes. Les réponses des élus et leurs propositions d'actions concrètes seront consignées par notre équipe et diffusée sur notre site web sous une section « suivi des promesses politiques ». Dans un an, puis à mi-mandat, le CRE Estrie s'engage à faire un suivi auprès des différents élus afin qu'ils puissent rendre compte de l'achèvement de leur engagement. L'heure est plus que jamais à la mise en œuvre des actions environnementales et nous considérons qu'il est de notre devoir de nous assurer de leur réussite. Suivez les prochaines éditions de la revue pour en savoir plus sur les engagements pris par nos politiciens face à ces demandes concrètes.



Les priorités environnementales des Estrien.nes

En juin 2021, le CRE Estrie lançait un court sondage pour connaître les priorités environnementales des citoyens des 89 municipalités de la région de l'Estrie. L'objectif était de faire ressortir les enjeux environnementaux qui préoccupent la population et de partager les résultats aux candidats des élections municipales, afin que ceux-ci prennent des engagements environnementaux. Voici les trois grandes priorités régionales.

Région de l'Estrie

TOP 3 PRIORITÉS ENVIRONNEMENTALES

#1 PROTECTION DES MILIEUX NATURELS 53 %

#2 ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES 42 %

#3 ÉCONOMIE QUI RESPECTE LES LIMITES DE LA NATURE 41 %



Les priorités environnementales des Estrien.nes

Le sondage visait également à recevoir des propositions d'actions concrètes de la part des citoyen.nes. Des actions qui devraient être menées en priorité parce qu'elles répondent à des besoins urgents en matière d'environnement.

Les résultats par MRC sont présentés sur le [site web du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie](#).

Région de l'Estrie

TOP 4 ACTIONS CONCRÈTES CITÉES

#1 Revoir la **planification urbaine** en évitant l'étalement, en préservant des **parcs et espaces naturels** dans les villes et cœurs villageois et en promouvant un **développement immobilier responsable**

#2 Améliorer le réseau de **transport actif** en ajoutant des trottoirs, en apaisant la circulation et en dotant la municipalité d'un **réseau cyclable** permettant de rejoindre les attraits des villes

#3 Protéger **nos lacs** par des plans d'intervention visant à améliorer la **qualité de l'eau** et lutter contre les espèces envahissantes

#4 Assurer le **maintien de nos forêts** et leur connectivité par des mesures de protection assurant un **équilibre entre conservation et consommation d'espace**





Par Samuel Lapointe, Chargé de projets en environnement au CRE Estrie

Les problèmes environnementaux qui affectent la Terre augmenteront au fil des années. Bien qu'il y ait un mouvement global pour la protection de l'environnement, la complexité des problématiques ne favorise pas l'action. Alors, il est essentiel de comprendre l'environnement dans lequel nous vivons et comprendre les enjeux qui nous entourent. Ainsi, chacun pourrait y mettre du sien dans cette lutte. Les gouvernements locaux doivent eux aussi agir et mettre en œuvre des actions appropriées.

Le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie s'est donné comme objectif de rendre accessibles à la population les défis environnementaux propres à la région. C'est pourquoi une équipe d'étudiantes de la maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke a été mandatée pour confectionner des fiches d'autoformation sur les enjeux environnementaux de l'Estrie. Elles ont pour but de donner un aperçu des différents enjeux environnementaux de la région. Ces fiches s'adressent aussi bien aux élu.e.s municipaux, aux membres de conseils d'administration d'un organisme environnemental, à de nouveaux employés dans le domaine qu'à toutes personnes désirant s'informer.

L'autoformation a été séparée sous quatre thématiques : les changements climatiques, le maintien de l'intégrité des écosystèmes, la gestion des matières résiduelles et l'aménagement du territoire. D'une durée de huit heures par thématique, chaque formation a pour objectif d'approfondir la compréhension de l'enjeu environnemental dans son contexte estrien. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une formation officielle en environnement, elle offre la possibilité de bien comprendre les enjeux dans le but de choisir des actions appropriées.

Thème des changements climatiques : Les changements climatiques forment un problème global, touchant ainsi plusieurs sphères environnementales, économiques et sociales dans différentes régions du monde. Ces changements se font notamment ressentir en Estrie par une variation de la température et l'augmentation des événements météorologiques extrêmes. L'idée est de comprendre quels sont les impacts des changements climatiques de manière générale, puis de comprendre les enjeux réels au sein de la région estrienne.

Thème du maintien de l'intégrité des écosystèmes : Le maintien de l'intégrité des écosystèmes est un enjeu planétaire à porter locale lorsqu'il est question de maintenir les services écologiques importants pour l'environnement et la société humaine. Ouranos définit les biens et services écosystémiques comme étant les bénéfices que les sociétés humaines tirent, directement ou indirectement, de la nature comme la nourriture. Cette fiche aborde les sujets essentiels, comme les notions de biodiversité, des écosystèmes, des milieux humides et des espèces envahissantes, permettant de conserver l'intégrité de nos écosystèmes québécois.

Thème de la gestion des matières résiduelles : Les sites d'enfouissement se remplissent à vue d'œil. Les problématiques rattachées à la gestion des matières résiduelles sont multiples. Dans cette fiche, vous allez explorer les différents enjeux de la gestion des matières résiduelles. Vous y trouverez des solutions et des concepts clés, comme la réduction à source, l'économie circulaire et bien d'autres encore.



Aménagement du territoire : Les changements climatiques et la chute de la biodiversité amènent à se questionner sur la gestion de nos territoires. L'intégration des énergies renouvelables, la mobilité durable, la gestion de l'eau, l'aménagement et l'agriculture durable sont des enjeux auxquels nos décideurs municipaux doivent rapidement s'intéresser. Cette fiche présente ces sujets importants pour la résilience et l'adaptation de nos villes face aux aléas climatiques des prochaines décennies.

Les fiches d'autoformation se trouvent sur notre site internet sous [l'onglet J'AGIS](#). Il s'agit d'un projet dynamique et en constante évolution : de nouvelles informations pertinentes sont diffusées tous les jours et pourraient bonifier ce premier travail.

Aidez-nous à garder ces fiches vivantes en répondant à la rétroaction de chacune des thématiques, en nous fournissant votre appréciation et en nous proposant des informations à ajouter ou à retirer. Informez-vous sur les enjeux environnementaux de votre région pour faire partie de la solution !

Chaque GEST compte!



Par Coralie Beaumont, Stagiaire en communication environnementale au CRE Estrie

Cela fait déjà trois ans que la Fondation estrienne en environnement a lancé le programme de financement visant la réduction des émissions de GES à l'échelle locale ou régionale chez les entreprises de moins de 100 employés ou les municipalités de la région des Cantons-de-l'Est. Lors de sa troisième édition le 5 novembre dernier, les projets de plantations d'arbres de la Fondation SÉTHY et de paniers biologiques d'hiver du CAPÉ se sont d'ailleurs vu remettre chacun une bourse de 10 000 \$ par un jury d'experts environnementaux. Un coup de cœur, les serres pédagogiques de la Coop Escale, a aussi décroché une bourse de 5 000 \$.

Affectueusement appelé GEST, ce programme offre la possibilité de passer concrètement et localement à l'action pour faire face au problème global qu'est le réchauffement climatique. Ce programme permet donc de faire émerger des acteurs et des solutions locales, mais aussi d'inspirer d'autres communautés.

Le passage à l'action est évidemment une étape fondamentale pour faire face à l'urgence climatique, mais c'est aussi l'étape la plus difficile à franchir psychologiquement et financièrement. De plus, les solutions environnementales demandent souvent beaucoup de créativité, puisqu'il s'agit de nouveaux métiers et de nouvelles façons de faire.

Le programme GEST veut donc donner un coup de pouce à celles et ceux qui veulent passer des mots aux gestes en leur offrant un accompagnement, un réseautage et une visibilité. En effet, afin de leur apporter un soutien supplémentaire, les finalistes bénéficient tous d'une courte formation du Fonds d'action québécois pour le développement durable sur le thème des changements de comportements individuels et collectifs ainsi que d'un remue-méninges avec d'autres professionnels pertinents dans le domaine du projet environnemental.

Pour la quatrième édition, un défi mérite d'être relevé : la communication et la viralité du concours sur tout le territoire estrien. En effet, l'édition de 2021 n'a recueilli qu'une vingtaine de candidatures. Or, ce concours peut aussi être l'occasion, pour des meneurs et innovateurs environnementaux, de trouver d'autres sources de financement et des partenaires intéressés sur leur territoire. Nous sommes d'avis que tous les finalistes sont déjà gagnants, car leur solution est intéressante, même si elle ne remporte pas l'une des bourses.

Programme
GEST



LAURÉATS
2021/22

Fondation estrienne
en environnement



Ce programme est possible grâce à l'appui financier des partenaires majeurs — Hydro-Québec et Énergir —, du collaborateur Fonds écoléader, ainsi qu'à l'appui technique du Fonds d'action québécois pour le développement durable, de l'Université de Sherbrooke et du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie. Cette diversité d'acteurs qui soutiennent le projet atteste de sa pertinence, reste dorénavant à partager cette opportunité auprès des citoyens et des entrepreneurs de demain.

Plus d'info : [Programme GEST](#)

Ce que le CRE Estrie fait pour ses MEMBRES

Nous sommes le réseau des acteurs en environnement de la région

En devenant membre du CREE vous joignez votre voix à celle des acteurs qui agissent pour la protection de l'environnement et du développement durable en Estrie.

Le CREE travaille avec des organismes, des entreprises privées, des institutions, des réseaux, des instances gouvernementales et municipales et des citoyens afin d'améliorer la performance environnementale de notre région.

Nos principaux créneaux d'action

- * La réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transition énergétique
- * Le transport durable et l'aménagement du territoire
- * La gestion des matières résiduelles
- * La protection des milieux naturels
- * La gestion environnementale et le développement durable des collectivités

Avantages d'être membre

- Vous êtes branchés sur l'actualité environnementale de la région;
- Vous bénéficiez de notre support et de notre expertise pour démarrer ou faire rayonner vos projets environnementaux;
- Vous recevez notre revue d'information environnementale « Estrie Zone Verte » et vous pouvez y contribuer par un article ou une annonce;
- Vous faites entendre votre voix et opinions en joignant le conseil d'administration et nos comités de travail thématiques;
- Vous obtenez les rabais « membres » sur nos activités;
- Vous êtes invités aux activités ainsi qu'à l'Assemblée générale annuelle;
- Vous êtes associé à une organisation qui prône la protection de l'environnement par la collaboration;
- Vous nous soutenez dans la réalisation de notre mission.

Quatre catégories de membres s'offrent à vous

- * **Citoyen** : vous ne payez qu'une fois **25 \$** pour être **membre à vie**
- * **Membre régulier** : **50 \$** (entreprises, associations, OBNL, municipalités)
- * **Membre engagé** : **100 \$** (entreprises, associations, OBNL, municipalités)
- * **Membre Grand Partenaire** : **500 \$**

DEVENIR MEMBRE

Voyez les avantages associés à chaque catégories.



Conseil régional
de l'*environnement*
de l'Estrie



**UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

Premier rapport de stage

PAR
CORALIE BEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie
Accompagnateur local : Jacinthe Caron
Maître de stage : Jean-Pascal Van Ypersele
Lecteur :

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie
Diplôme antérieur : master en droit
en vue de l'obtention du grade académique
de Master en Sciences et
Gestion de l'Environnement

novembre 2021

Premiers pas

J'ai officiellement débuté un stage en communication environnementale le lundi 18 octobre 2021, au Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CRE de l'Estrie ou CREE). Ce premier rapport m'offre surtout la possibilité de présenter l'organisme et ma place au sein de celui-ci. Si j'ai déjà eu l'occasion de me lancer dans certains projets, il me serait évidemment difficile de déjà tirer des conclusions sur la pertinence, l'impact et la gestion de ceux-ci.

Des partenaires environnementaux crédibles

Le CREE est l'un des seize conseils régionaux de l'environnement au Québec. Ils sont tous regroupés au sein du [Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec](#). Tel qu'expliqué sur son site internet, les CRE « sont des organismes enracinés dans leur milieu, qui ont une connaissance approfondie de leur territoire et de ses intervenants ».

Notre équipe au CREE est composée de 8 membres, moi y comprise. Mise à part une collègue en charge de la comptabilité, les membres ont, au minimum, une formation universitaire en environnement. Par exemple, notre directrice générale, Jacinthe Caron, dispose d'une formation en environnement et en marketing. Cet aspect est particulièrement notable pour moi. En effet, depuis la fin de mon cursus à l'UCLouvain, j'ai toujours travaillé avec des personnes ne disposant pas de connaissances environnementales approfondies, tout au plus un certain intérêt (ou, pire, une défiance).

Cela m'a permis de réaliser l'énergie qu'il faut mettre pour informer, sensibiliser, vulgariser, sur une base quotidienne. Par exemple, lorsque j'étais journaliste à La Tribune, j'ai été très proactive pour que notre journal fasse une couverture locale du dernier rapport du GIEC (courriel à la direction des mois avant, explication en salle de nouvelles, recherche d'alliés dans la salle de rédaction pour pousser l'important de ce sujet...), malheureusement, sans succès. En effet, malgré toute ma motivation et ma proactivité, je n'ai pas réussi à faire comprendre l'importance

de couvrir cette nouvelle. Finalement, ce n'est que le jour de la sortie du rapport que ma direction a compris qu'il s'agissait effectivement d'un pan important de « l'actualité du jour » et que mes collègues ont couvert, en précipitation, ce sujet.

Ma décision de passer au CREE répond, notamment, à ce type d'obstacle que j'ai rencontré. En effet, le fait d'être entourée de professionnels déjà conscients des enjeux me permet, enfin, d'expérimenter un autre volet (majeur) de ma formation : le passage à l'action, sur le terrain. En effet, je ressentais le besoin d'agir concrètement, d'aller à la rencontre de citoyens, d'institutions et d'organisme engagés pour les guider dans la mise en œuvre de projets, plutôt qu'être isolée comme auparavant.

Un bémol m'inquiète toutefois, et je ne m'en cache pas : je redoute les chambres d'échos, qui font souvent perdre pied avec la réalité. Si être engagée auprès d'autres environmentalistes est très confortable, il me semble fondamental de garder un lien avec la population générale.

Premiers projets

Depuis le début de mon stage, j'ai déjà pu me pencher sur quelques projets, à savoir :

- Réaliser un portrait de la mobilité sur le territoire d'[Acti-Bus](#), un organisme en charge du transport collectif dans la Municipalité régionale de comté (MRC) de Coaticook. Acti-Bus souhaite réaliser une enquête auprès de la population pour améliorer ses services, de la manière la plus efficace possible.
- Participation en tant qu'experte à une table d'idéation pour conseiller un organisme environnemental, [Magog Vert](#), qui souhaite implanter un système de tuk tuk électrique pour réduire l'achalandage en touristique.
- Rédaction d'articles pour notre revue, [Estrie Zone Verte](#).
- Première rencontre avec des professeurs de l'Université de Sherbrooke qui veulent créer un tableau de bord d'indicateurs pour suivre le réchauffement climatique en Estrie, via [Climatoscope](#).

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Deuxième rapport de stage
PAR
CORALIEBEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie

Accompagnateur local : Jacinthe Caron

Maître de stage : Jean-Pascal Van Ypersele

Lecteur :

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie

Diplôme antérieur : master en droit
en vue de l'obtention du grade académique
de Master en Sciences et
Gestion de l'Environnement

Novembre 2021

Théorie versus réalité

L'un des objectifs de ce stage est de mettre un pied sur le terrain afin de mieux comprendre les mécanismes de l'action. Écrire un article pour dénoncer une situation est autrement plus facile que de travailler concrètement à sa réalisation.

Les relations sociales sont complexes et loin d'être toujours rationnelles, il s'agit de deux critères à ne jamais perdre de vue, comme en témoigne la situation que j'ai décidé de mettre en lumière dans ce deuxième rapport. En effet, Jacinthe a accepté ma proposition de faire un suivi avec les gagnants des deux premières éditions du [Programme GEST](#) que nous coordonnons. Il s'agit d'un concours qui offre deux bourses de 12.500\$ à deux projets concrets de réduction des GES en Estrie.

Il faudrait avoir vécu dans une grotte pour ne pas savoir que la réduction de la consommation de viande est l'un des facteurs clés de réduction des GES. Un intervenant dans une école primaire a ainsi gagné une des bourses grâce à sa bonne idée d'incorporer plus de repas végétariens et végétaliens à la cantine, tout en éduquant les élèves et leur parent à la pollution générée par la consommation de viande et en leur proposant des idées de recettes. Le projet a été bien reçu par les élèves, d'autres professeurs et même la direction de l'école. Cette démarche est en adéquation avec la science, qui est d'ailleurs assez bien vulgarisée à la population grâce à de nombreuses couvertures médiatiques et communications en ce sens.

Toutefois, ce projet a été abandonné assez rapidement, en plus d'être une catastrophe personnelle pour l'intervenant. En effet si, *en théorie*, la diminution de la consommation de viande est une solution assez facile et accessible, *en pratique*, il s'agit d'une question sensible et polarisante en particulier du point de vue des agriculteurs. Rapidement après la mise en œuvre du projet, des agriculteurs de notre région très agricole se sont sentis trahis. L'Union des Producteurs Agricoles (UPA), leur puissant syndicat, a également pris leur défense publiquement. S'en est suivi une tornade médiatique et une pression difficile à soutenir pour l'instigateur du projet. Il m'a raconté avoir été malmené sur les réseaux sociaux, en plus de se sentir abandonné par sa direction supérieure.

Outre le fait qu'un projet ambitieux et efficace de réduction des GES à un niveau local ait été abandonné, cette mauvaise expérience comporte un autre revers ; la démotivation d'acteurs engagés dans la transition.

Je trouve cette histoire très riche en enseignement. D'abord, il s'agit d'un rappel (sans doute assez violent dans ce cas) de l'importance de bien réfléchir à toutes les parties prenantes lorsque l'on met en place un projet. Le professeur a admis que si l'UPA avait été autour de la table, cela ne se seraient peut-être pas passé aussi mal... Mais son objectif aurait-il été aussi ambitieux ?

Cela montre également le gouffre qui existe entre la communication environnementale positive et bienveillante et la réalité sur le terrain qui peut être beaucoup plus violente. Le professeur semblait encore sincèrement ému par sa mauvaise expérience et il m'a indiqué qu'il n'avait pas imaginé subir autant de pression.

Communication violente ou bienveillante ? Pourquoi pas les deux ?

On oppose souvent deux types de communication environnementale : une ligne dure, inquiétante, confrontante et une ligne bienveillante, positive et douce.

J'ai retenu de mes cours et de mes différentes conversations que la communication positive semblait être plus efficace. Cet exemple remet en cause pour moi cet enseignement. En effet, les luttes environnementales sont loin d'être joyeuses : assassinat d'environnementaliste dans le monde, gangrène des débats publiques par des lobbys, large financement pour de la désinformation,... Ce sont surtout dans nos sociétés occidentales qu'on peut se permettre se colorer de cœurs verts et des jolis sacs en tissus pour faire du zéro-déchet.

Je pense qu'une représentation trop douce des enjeux environnementaux peut nuire car elle ne prépare pas les citoyens, politiciens et organismes à vraiment mettre les pieds dans l'arène. Je trouve donc important de développer, en parallèle à une communication positive et engageante, un discours plus réaliste sur les luttes environnementales. Informer les citoyens du risque de conflit avec d'autres parties prenantes, afin de leur permettre de les anticiper. Mettre en lumière la polarisation et l'adversité afin de la déconstruire et en rire.

J'ai d'ailleurs beaucoup d'intérêt pour la communication développée par Extinction Rebellion qui, à mon sens, est parvenue à harmoniser la communication positive (sentiment d'appartenance, humour, couleur, etc.) avec la violence de la réalité de la situation environnementale et de l'urgence d'agir. Ce savant mélange a donné lieu à une mobilisation internationale sans précédent.

L'urgence d'agir percole également dans l'urgence de bien informer et communiquer. Évidemment, si nous avons trouvé la bonne solution, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Je suis convaincue qu'il s'agit d'un axe majeur qu'il importe de développer rapidement pour mobiliser la population.

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Troisième rapport de stage
PAR
CORALIE BEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie
Accompagnateur local : Jacinthe Caron
Maître de stage : Jean-Pascal Van Ypersele
Lecteur :

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie
Diplôme antérieur : master en droit
en vue de l'obtention du grade académique
de Master en Sciences et
Gestion de l'Environnement

Novembre 2021

La recherche passe à l'action

Les semaines passent et mon implication au sein du CRE de l'Estrie s'enracine de plus en plus. Ces deux dernières semaines, par exemple, ont été rythmées par l'organisation d'un projet de coconstruction de l'Université de Sherbrooke (UdS), en collaboration avec le CRE de l'Estrie. Cette initiative émane des acteurs de Climatoscope, un projet de vulgarisation scientifique de l'UdS, qui se concrétise notamment grâce à sa revue éponyme.

Dirigé par la professeure Annie Chaloux, Climatoscope ne demande qu'à grandir et a ainsi eu l'idée de devenir une plateforme qui permette de suivre le réchauffement climatique en Estrie, via la collecte de données et la création d'indicateurs. En tout cas, c'est l'objectif initial... il sera peut-être amené à changer au fur et à mesure des rencontres et des besoins formulés par la communauté.

Justement, les premières réunions entre le CRE de l'Estrie et l'Université de Sherbrooke pour organiser l'évènement démontraient bien que le projet est en pleine phase de démarrage : toutes les cartes sont encore sur la table. Les instigateurs du projet ne veulent pas imposer une solution mais bien travailler avec les acteurs du milieu, pour connaître leurs besoins et tenter de les combler.

Le 23 novembre dernier, une trentaine de personnes ont donc été invitées à participer à un atelier d'idéation d'une journée dans le centre de villégiature Jouvence, un cadre idyllique à côté de Sherbrooke. Les participants, issus de milieux très différents (recherche, tourisme, pouvoir public, organismes environnementaux...), étaient mélangés par table de huit et encadrés par un animateur.

Lors des réunions préalables, il a été décidé de rester vague sur les questions pour, ainsi, rester ouvert aux propositions. Par exemple, lors du premier atelier de la journée, les participants étaient invités à répondre à la question : « Quels sont vos besoins de données, d'informations, d'outils pour soutenir l'intégration des enjeux climatiques au sein de votre organisation? »

J'ai eu le plaisir de remplir le rôle d'animatrice d'une des tables, c'est-à-dire de guider la réflexion, susciter le débat et la création. C'était passionnant d'être réuni en table pluridisciplinaire et d'avoir l'opportunité de discuter ensemble du réchauffement climatique. Autour de ma table, il y avait des professeurs de géomatique, une biologiste de formation qui enseigne le droit, une représentante de Tourisme Canton-de-l'Est, des représentants des pouvoirs publics (MRC).

Alors que le projet initial de Climatoscope vise à mieux suivre le réchauffement climatique localement, grâce à des données et des indicateurs, les intervenants autour de ma table parlaient plutôt de leur besoin de solutions concrètes, de partage, d'outils de vulgarisation. Une intervenante, par exemple, a dit : « Ok, on va avoir de beaux

indicateurs... et après ? On fait quoi avec ces indicateurs ? ». Une autre intervenante a proposé d'associer les indicateurs aux actions et, ensuite, les actions aux résultats. Un professeur, quant à lui, a soulevé le besoin d'avoir de meilleurs outils pour entrer en contact avec les acteurs du milieu, qui portent l'action sur le terrain.

Bref, ce premier atelier de démarrage était terriblement intéressant, dès lors qu'il a permis de faire un pas dans la pluridisciplinarité et de tendre l'oreille aux besoins de celles et ceux qui doivent prendre des décisions ou les appliquer.

J'ai peut-être (sans doute...) un biais, mais la conclusion personnelle que je tire de cette expérience est le besoin criant d'informations concrètes et de vulgarisation qu'ont demandé les acteurs non-académiques. En effet, je pense qu'ils sont surtout à la recherche de données digérées pour leur permettre de poser des actions : où devrais-je investir efficacement des fonds publics sur mon territoire ? Quelles solutions environnementales fonctionnent et comment s'assurer que c'est bien le cas ? Quelle est la situation dans ma région, dans mes secteurs d'activités ?

Plus que jamais, la nécessité d'exploser la pensée en silo se fait ressentir. Mais comment parler le même langage ? Comment faire collaborer le milieu académique avec, par exemple, le secteur public et privé ? C'est peut-être ce que Climatoscope permettra de découvrir au fil des prochains mois, années.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Quatrième rapport de stage
PAR
CORALIE BEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie

Accompagnateur local : Jacinthe Caron

Maître de stage : Jean-Pascal Van Ypersele

Lecteur :

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie

Diplôme antérieur : master en droit
en vue de l'obtention du grade académique
de Master en Sciences et
Gestion de l'Environnement

Novembre 2021

« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent ! »

Je suis avec beaucoup attention les enjeux environnementaux, en particulier depuis 2018 puisque cette année marque le début de mon master en environnement. Depuis lors, j'ai l'impression de dresser encore et toujours le même constat : l'importance de coconstruire les solutions environnementales.

En effet, il existe tant d'initiatives citoyennes, de projets-pilotes et d'actions locales, partout dans le monde... Mais, trop souvent, elles évoluent en silo, sans s'inspirer des bons et mauvais coups des autres. Pis encore, les projets qui échouent ne sont généralement pas référencés, si ce n'est sur un site internet ou une page Facebook figée : impossible donc de savoir ce qui s'est passé.

J'ose prendre ici un parallèle un peu risqué avec la recherche scientifique. Des chercheurs peuvent passer des années, voire leur vie entière, à s'intéresser à une problématique précise pour, finalement, se rendre compte qu'il s'agit d'un cul-de-sac, sans issue. Est-ce que tout le travail est perdu et inutile ? Loin de là : ces chercheurs ont permis de fermer une ou plusieurs portes, de collecter de précieuses données et d'ouvrir d'autres avenues pour ceux qui trouveront un jour la solution à la problématique. Je pense que c'est notamment cette incroyable intelligence collective, qui se bâtit autant sur les réussites que les « échecs », qui a permis à la science d'atteindre la rigueur actuelle.

Pourquoi n'en serait-il pas autant pour les solutions environnementales ? Une priorité de la transition ne devrait-elle pas être de référencer les différentes actions, afin d'inspirer, de documenter et d'avertir celles et ceux qui aimeraient les adopter ? L'objectif de nos actions ne devrait-il pas être d'aller toujours plus loin, toujours plus vite ? Personnellement, j'en suis convaincue depuis longtemps.

Il est donc facile d'imaginer mon enthousiasme en découvrant [PhareClimat](#), un site web qui référence les actions environnementales au Québec et qui est géré par le Conseil national de l'environnement, l'organisme qui chapeaute mon organisme régional. Toutefois, presque ironiquement, j'ai appris que ce site de référencement n'est presque plus mis à jour... Je me suis donc proposée pour tenter de contribuer à cette plateforme, si cela est possible.

Pourtant, je pense que ce type de projet figure parmi les plus prometteurs pour faciliter le passage à l'action environnementale. D'ailleurs, les conversations avec les intervenants que j'ai eu l'occasion de rencontrer depuis mon arrivée au CRE Estrie me confortent dans cette idée : les parties prenantes veulent des solutions clés en main, des pistes de projets efficaces et faciles à anticiper et à mesurer.

Ça tombe bien...

Lorsque Jacinthe et ma collègue, Geneviève, m'ont proposé d'établir des fiches projets d'actions environnementales reproductibles sur notre territoire, j'étais aux anges.

Je suis convaincue que proposer des idées, développée par d'autres – déjà en partie réalisées ou totalement concrétisées – permet aux parties prenantes d'avancer plus rapidement et plus efficacement vers la réussite de leur projet environnemental.

J'ai donc espoir, dans les prochains mois (pourquoi pas année) de développer un catalogue de l'action environnementale. Certains feuilletent le magazine Ikea... pourquoi ne pas feuilleté le catalogue des actions environnementales ?!

À suivre, certainement !

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Cinquième rapport de stage
PAR
CORALIE BEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie
Accompagnateur local : Jacinthe Caron
Maître de stage : Jean-Pascal Van Ypersele
Lecteur :

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie
Diplôme antérieur : master en droit
en vue de l'obtention du grade académique
de Master en Sciences et
Gestion de l'Environnement

Janvier 2021

Le temps de l'urgence

Le temps est un facteur omniprésent pour limiter au maximum les dégâts dus au réchauffement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Chaque jour qui passe sans actions concrètes est un jour de moins pour réduire les émissions de GES et creuser encore plus le déficit d'espèces sur notre planète.

Pourtant, malgré l'urgence de la situation, les délais semblent immuables : est-ce qu'on avance au ralenti ou est-ce qu'on patine sur place ? Formulaire après formulaire, rencontre après rencontre, petit à petit, on tente de faire virer de bord le navire ; c'est tellement lent qu'on perçoit à peine le changement de cap. Il est évidemment important de garder l'équipage motivé, mais je confie que, personnellement, je ressens très fort ce décalage entre ce qu'il faudrait faire pour réduire drastiquement nos émissions de GES et ce que l'on fait réellement dans la structure actuelle de notre société et de notre économie mondialisée.

Par exemple, je collabore avec une collègue sur un projet qui vise à améliorer l'offre de transport alternatif à l'auto-solo sur le territoire d'une MRC d'une population d'environ 20 000 personnes. La pandémie, évidemment, est passée par là et les plans ont dû être réorganisés rapidement : cela faisait un peu mauvais genre de promouvoir le covoiturage et le tester, alors qu'un nouveau virus contagieux attaque l'humanité.

Dès lors, ma collègue travaille très fort depuis mai 2021, pour mettre en place des sondages et des consultations publiques virtuelles afin d'interroger la population sur leur besoin en mobilité : elle a réussi l'objectif ambitieux de toucher 3% des résidents de la MRC. Dans un deuxième temps, ces résultats devraient permettre de développer des solutions de mobilité alternative (covoiturage, autobus, taxibus), selon les besoins exprimés par les habitants (employés et employeurs, étudiants, familles, etc)... sans toutefois que le transport actif ne fasse partie du mandat des consultations.

Si le processus se poursuit comme prévu, les résultats de ces diverses consultations devraient être connus en juin 2022. Soit, plus d'un an durant lequel les actions concrètes ne sont pas mises en œuvre, alors que le transport est la première cause d'émission de GES au Québec. Une fois les résultats dévoilés, combien de temps encore faudrait-il pour créer les alternatives de mobilité demandées par le 3% de la population et les communiquer adéquatement ? Puisque « seulement » 3% des résidents ont participé aux sondages et/ou aux rencontres, faut-il s'attendre à une opposition des 97%, lorsque viendra le temps de la mise en œuvre ?

Dire et faire

Ce décalage entre le « dire et le faire » est, je pense, le symptôme de l'inaction climatique institutionnelle. On gère les crises environnementales en arrière-plan, avec des décisions à la pièce, basée uniquement sur le bon vouloir (et le bénévolat...) de quelques citoyens : dans ces circonstances, je ne pense pas qu'il soit possible de faire face efficacement à la

crise climatique, au regard de l'inadéquation des moyens par rapport aux actions nécessaires. Imaginez donc si, pour faire face à la pandémie, on avait mis en place plus d'un an de sondage afin de savoir si les gens préféreraient porter le masque ou la distanciation, s'ils étaient d'avis qu'ils valaient mieux fermer les bars ou les cinémas, etc. Évidemment, la consultation est un point majeur pour l'adhésion de la population aux mesures... mais n'était-elle pas également un formidable outil de procrastination ?

Me viennent également à l'esprit les doléances des chercheurs qui, année après année, produisent des recherches, des données... sans pour autant que la mise en œuvre de leurs recommandations ne suive suffisamment. Alors, pendant ce temps, nous documentons notre propre extinction, une phrase-choc que j'ai entendu prononcer lors d'une conférence sur les SDGs, dans le cadre du master en environnement en 2018.

Je me permets également de faire un parallèle avec une de mes expériences personnelles. Afin de gagner ma vie après mes semestres à l'UdS tout en continuant à me former en environnement sur le terrain, j'ai trouvé un job d'étudiant durant l'été 2019 en gestion des matières résiduelles. Il s'est avéré que mon travail consistait, principalement, à ouvrir des poubelles sur des lieux de festival pour retirer (uniquement) des canettes qui valent un peu d'argent, au milieu des autres déchets dont beaucoup étaient recyclables. Une autre grosse partie de mon travail consistait aussi à enlever à la main les étiquettes de centaines de grandes poubelles de recyclages/compostages pour en apposer de nouvelles, plus modernes. Alors que nous discutons des enjeux environnementaux majeurs, je n'oublierai jamais le cri du cœur de ma jeune collègue qui venait de finir son master en environnement, dont je me souviens en ces termes : « Regarde ce qu'ils font, les spécialistes qui devraient réformer la gestion des matières résiduelles ! On a les deux mains dans les poubelles pour quelques canettes et on décolle des étiquettes sur des bacs ! ». Effectivement, au moins les trois quarts de notre équipe d'une dizaine de personnes étaient composés de diplômés de la maîtrise en environnement de l'UdS.

Je vois mes collègues du CRE travailler très fort, avec énormément de volonté et d'engagement, mais encore faudrait-il, à présent, que la crise climatique soit traitée administrativement, économiquement et politiquement comme l'urgence qu'elle est, et non pas comme de la gestion courante. Encore faut-il que l'expertise des spécialistes soit mise à contribution, à hauteur de l'urgence des catastrophes environnementales et des réformes à mettre en place.

Pour ce cinquième rapport de stage, je prends un rôle assez facile puisque je dénonce sans être constructive. Faut-il une grève générale des spécialistes en environnement et des chercheurs pour dénoncer l'inaction climatique ? Des cris du cœur dans les médias ? Des conférences avec les politiciens et les économistes ? C'est le constat le plus difficile et effrayant d'entre tous : je ne sais vraiment pas ce que nous devrions faire... et j'ai parfois l'impression que personne ne le sait.

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MASTER EN SCIENCES ET GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Sixième rapport de stage
PAR
CORALIE BEAUMONT

Institution d'accueil : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie

Accompagnateur local : Jacinthe Caron

Maître de stage : Jean-Pascal Van Ypersele

Lecteur :

Rapport de stage présenté par Beaumont Coralie

Diplôme antérieur : master en droit

en vue de l'obtention du grade académique

de Master en Sciences et

Gestion de l'Environnement

Janvier 2021

Quand ça ne veut pas, ça ne va pas.

J'ai eu l'occasion d'animer quelques rencontres virtuelles avec des citoyens et des élus locaux dans le cadre d'une consultation publique sur la mobilité durable dans la MRC du Granit. Bien que toutes et tous faisaient partie de la même région, l'atmosphère entre les différents groupes s'est révélée assez différente, voire diamétralement opposée.

Le dernier des quatre groupes détonnait particulièrement par rapport aux autres. Bien que ce soit le hasard qui ait réuni ces différentes personnes lors de cette rencontre, l'ambiance n'était pas vraiment à la recherche de solutions. En effet, alors que ma collègue et moi tentions de mettre en place un climat d'idéation, de pousser dans le sens de l'intelligence collective pour trouver des solutions de mobilité adaptées à leur région, plusieurs intervenants étaient décidés à ne pas ouvrir cette porte.

Ils soulignaient qu'il n'y avait pas forcément de besoins, puisque « tout le monde avait une voiture », se cachaient derrière les coûts reliés à l'amélioration de la mobilité durable, répétaient l'importance de « la politique des petits pas », etc. Aucun engagement n'était requis de leur part, mais cela n'était pas suffisant pour les tenter à imaginer la mobilité de demain.

Je me souviens avoir vraiment tenté de les intéresser à [SAUVÉR](#), un système d'autopartage spécialement inventé pour les régions québécoises, auquel notre équipe croit beaucoup. Alors qu'on notait un certain intérêt et des questionnements par rapport à ce système alternatif assez révolutionnaire dans les autres groupes, le dernier n'a même pas nommé l'intérêt d'en savoir plus.

Ces quelques attitudes plutôt négatives ont eu, je pense, un effet délétère sur tout le groupe : la magie n'opérait tout simplement pas. Une citoyenne engagée faisait figure d'exception en tentant manifestement de soulever la poussière. J'imagine que cela lui a coûté beaucoup d'énergie pour un maigre résultat, en tout cas par rapport à ce que ces interventions auraient apporté dans les autres groupes. Moi-même, je me suis sentie épuisée après cette rencontre, plutôt que remplie de l'énergie d'un remue-méninges constructif.

Parler à et avec tout le monde

Cette expérience m'invite à me questionner sur le nivellement vers le bas qui peut s'opérer dans une démarche de recherche de solutions climatiques lorsqu'un groupe de personnes décide de ne pas jouer le jeu de la coopération. Il est pourtant précieux d'avoir l'occasion d'être en contact avec ces personnes, qui font manifestement partie de celles et ceux qu'il va falloir convaincre de l'importance et de l'urgence d'agir... Surtout lorsqu'ils sont élus !

Cela est toutefois très déstabilisant : comment faire réfléchir à des solutions si, clairement, ils ne voient pas quel est le problème ? Aurait-il fallu prévoir une séance d'information pour celles et ceux qui le veulent et/ou de la documentation vulgarisée ? Mais auraient-ils volontairement assisté à cette rencontre préalable ou lu les documents fournis ? J'ai la franche intuition que non... Alors, qu'est-ce qui aurait pu être fait de plus ou différemment ?

Comprendre, expliquer, essayer

Ces six rapports intermédiaires m'ont permis d'analyser et de mettre en lumière certaines situations, positives ou négatives, qui sont apparues dans le cadre de mon stage au CRE Estrie. Mon prochain défi, à présent, est d'en extraire au moins une problématique en particulier et de la passer sous la loupe de la recherche scientifique, notamment en communication environnementale.

J'ai ainsi espoir que mon rapport de stage final me permettra, grâce à la recherche, de solutionner une situation dans laquelle je me suis sentie dépourvue d'outils.



9 novembre 2021 14h47 / Mis à jour à 19h02

« Défilé renversé » : un village de Noël dans le stationnement de l'ancien Costco



CLAUDE PLANTE
La Tribune

Pas question d'annuler le traditionnel défilé du père Noël cette année, quitte à le modifier grandement.

Le 27 novembre, tout Sherbrooke est invité à prendre part à un « défilé renversé » durant lequel les familles pourront visiter le village du père Noël.

Cette année, pas question d'annuler le grand rassemblement magique qu'est, pour toutes les familles de la ville, le Défilé du père Noël de Sherbrooke, assure Jean-Pierre Beaudoin, directeur général des Féeries hivernales.

L'organisation s'est creusé la tête pendant plusieurs mois afin d'élaborer un plan sécuritaire qui permettra de proposer une activité pour les petits et les grands dans le cadre du défilé du père Noël.

À compter de 16 h 30, le stationnement de l'ancien Costco, sur la rue King Ouest, se transformera en village du père Noël. Jusqu'à 21 h, lutins, bonshommes de neige, sucrerie, chars allégoriques, musique, animation et le célèbre père Noël attendent les petits et les grands pour célébrer l'arrivée du temps des Fêtes, mentionnent les organisateurs.

Les enfants pourront déposer leur lettre de demande de cadeaux pour le père Noël.

Le nombre de véhicules qui pourra sillonner les rues de ce village extraordinaire est limité.

C'est pourquoi on doit réserver sa plage horaire via le site web www.DefileSherbrooke.ca.

En période de pandémie et afin de respecter les mesures en place, l'organisation propose une activité en voiture pour assurer le plus de sécurité possible, autant pour les participants que pour les figurants, note-t-on.

Défilé annulé

L'an dernier, au début octobre, on avait dû annuler le défilé du père Noël. Comme d'autres organisations du Québec, le conseil d'administration des Féeries hivernales de Sherbrooke avait été forcé de remettre le défilé du père Noël à cette année en raison de la pandémie de COVID-19.

On avait alors songé à un « défilé inversé », mais les délais serrés et la gestion des costumes ne permettaient pas de l'organiser.

L'organisation a entrepris des démarches afin de compenser les gaz à effet de serre que l'activité produira et est en contact avec un organisme de la région à cet effet.

De plus, l'équipe invite la population à être généreuse à quelques semaines de Noël. Des bénévoles récolteront des denrées non périssables qui seront redistribuées aux familles de la région dans le besoin via la Fondation Rock Guertin.

Cette édition du Défilé est possible grâce au dévouement et à la participation de plusieurs entreprises et organismes de la région, souligne-t-on.

Finalement, l'organisation est toujours à la recherche de quelques bénévoles pour compléter l'équipe de plus de 200 bénévoles, participants et figurants, nécessaire à la tenue de l'événement.

Toute personne intéressée à participer est invitée à communiquer avec l'organisation par courriel au info@defilesherbrooke.ca

Pour plus de détails et pour réserver sa place, on visite le www.DefileSherbrooke.ca.



21 novembre 2021 3h00 / Mis à jour à 11h50

À l'ère des changements climatiques, un traîneau de « chars » pour Noël

OPINION / Le milieu de l'environnement a appris la nouvelle avec la plus grande consternation : cette année, les voitures seront les invitées d'honneur du défilé renversé du père Noël de Sherbrooke.

Le père Noël, qui se déplace depuis longtemps avec son attelage zéro émission, aurait certainement préféré un accueil plus au diapason avec ses valeurs : quelques milliers de personnes auront la joie de profiter des festivités de Noël... en tournant en rond dans leur véhicule au cœur d'un immense stationnement. Une activité remplie d'incohérences alors que l'heure est à l'urgence d'agir face aux changements climatiques.

À quand des critères d'écoconditionnalité attachés au financement ?

La Ville de Sherbrooke et Desjardins, les principaux commanditaires de l'événement, ont pris des engagements clairs pour faire face à la crise climatique. En effet, ce 21 novembre marquera le troisième anniversaire de l'adoption de la déclaration universelle d'urgence climatique par la Ville de Sherbrooke. Pour sa part, Desjardins reconnaît l'urgence d'agir promptement face aux défis posés par les changements climatiques sur son site internet.

Il est plus que temps de passer des déclarations aux actions en soutenant des projets cohérents avec les défis environnementaux colossaux qui se dressent devant nous. Une des solutions est d'assortir le financement d'activités à un principe d'écoconditionnalité, permettant de prendre en compte l'impact environnemental de celles-ci et d'assurer leur concordance avec les efforts de la municipalité. De plus, cette façon de faire favorise les pratiques et les entreprises responsables.

Une discrimination envers les « sans-auto » ?

C'est une bonne idée en temps de pandémie d'organiser un événement où ce sont les participants, sur réservation et avec une plage horaire connue d'avance, qui se déplacent dans un défilé renversé. Mais y ajouter l'obligation d'y circuler en voiture implique de facto de s'y rendre avec un tel véhicule. Ce choix exclut d'emblée toutes les personnes n'ayant pas accès à une voiture et toutes celles qui font volontairement le choix de ne pas en posséder une. Un autre dur coup pour la magie que l'on tente de créer.

Le CRE Estrie et tous les organismes signataires ont évidemment conscience de la situation sanitaire et de l'importance de protéger tout le monde. Néanmoins, la lutte aux changements climatiques demande de penser la mobilité autrement, y

compris lors des festivités. Des circuits de divertissement piétonniers comme Foresta Lumina ou le zoo de Granby ou même la chasse aux lutins de Sherbrooke démontrent qu'il aurait été absolument possible d'avoir une formule plus proche du véritable défilé, les GES en moins.

Une solution alternative piétonne et décentralisée à travers les différents arrondissements de Sherbrooke aurait sans doute marqué des points en matière d'inclusivité et d'environnement. Le véritable Esprit des Fêtes n'est-il pas de permettre à chacun de profiter de ce temps de réjouissances ?

Faire autrement en 2021

Au Québec, le transport remporte la palme du secteur le plus polluant : il représente plus de 40 % des émissions totales de la province. Le défilé de Noël sur le stationnement de l'ancien Costco envoie un message renversant à la population, alors que celle-ci est sollicitée de toute part pour adhérer à des solutions de mobilité durables (marche, vélo, transport collectif, covoiturage) afin de limiter à l'essentiel le recours à l'automobile. Les citoyens sont heureusement de plus en plus nombreux à comprendre l'importance que chacun fasse sa part, et ils agissent en ce sens.

Cet événement n'aura certes pas un impact majeur sur l'augmentation des GES à Sherbrooke. Vous pourriez même nous traiter de Grincheux en cette période festive. Mais, ce défilé renversé est un symbole très visible démontrant que les actions vont malheureusement encore à contresens de l'action climatique, un enjeu qui a pourtant dominé la récente campagne électorale. C'est pourquoi nous formulons le vœu que le défilé des autos de Noël 2021 ne rejoindra pas ces symboles contre-productifs qui se répètent en dépit d'un climat vacillant dangereusement. Le père Noël sera toujours le bienvenu en Estrie : à l'avenir, montrons au vieil homme barbu que nous méritons d'être sur la liste des enfants sages lorsque nous l'accueillerons.

Signataires :

[Conseil régional de l'environnement de l'Estrie \(CREE\)](#)

Michel Brien, président de la Fédération de l'UPA-Estrie

Ultra Nan

Urgence Climatique Sherbrooke (UCS)

Vélo Urbain Sherbrooke (VUS)

Groupe piéton Sherbrooke (GPS)

L'Association citoyenne des espaces verts de Sherbrooke (ACEVS)

Le Conseil d'administration des AmiEs de la Terre de l'Estrie



21 novembre 2021 / Mis à jour le 22 novembre 2021 à 7h00

Le défilé du père Noël pointé du doigt par des acteurs environnementaux



ÉMILIE PINARD-FONTAINE
La Tribune

Le « défilé inversé » du père Noël de Sherbrooke est pointé du doigt par le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CRE Estrie), Urgence

Climatique Sherbrooke, Vélo Urbain Sherbrooke, et plusieurs autres acteurs environnementaux. Dans une lettre ouverte publiée le 21 novembre dans *La Tribune*, ceux-ci affirment considérer l'activité comme « remplie d'incohérences alors que l'heure est à l'urgence d'agir face aux changements climatiques ».

La lettre cosignée par huit figures dénonce notamment la nouvelle formule de l'événement qui est décrite comme « quelques milliers de personnes auront la joie de profiter des festivités de Noël... en tournant en rond dans leur véhicule au cœur d'un immense stationnement » ainsi que la discrimination qu'elle entraîne envers les personnes ne possédant pas de voitures.

Les organismes revendiquent également « d'assortir le financement d'activités à un principe d'écoconditionnalité ».

Le président de l'UPA-Estrie, Michel Brien, fait également partie des signataires de cette lettre. Il aurait préféré que l'organisation mette en place un défilé « plus vert » en impliquant par exemple les piétons et les cyclistes. « Avec les changements climatiques et nos objectifs de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, on aurait aimé que le défilé soit plus écologique, plus dans la lancée dans laquelle nous sommes de diminuer nos impacts environnementaux », confie-t-il à *La Tribune*.

« Pour la Ville de Sherbrooke, c'est un mauvais exemple. D'un autre côté, elle travaille à améliorer le côté environnemental. C'est un petit peu à l'envers ce défilé », croit-il.

Compenser les GES

De son côté, le directeur général des Féeries hivernales, Jean-Pierre Beaudoin, est surpris de cette sortie médiatique.

« On a déjà annoncé, dès la conférence de presse, qu'on va compenser l'ensemble des GES ! » lance-t-il.

Selon lui, le conseil d'administration du défilé du père Noël était très conscient des enjeux soulevés par le CRE Estrie lorsque la décision a été prise de maintenir le défilé.

« On est conscient de ça, mais on veut animer la ville du mieux qu'on peut en respectant le plus possible l'environnement. Ça a toujours été un très, très grand critère pour nous autres », exprime-t-il.

L'organisme Festivals et événements verts de l'Estrie (FEVE) a d'ailleurs mené un projet en 2018 avec l'équipe du défilé à propos de la compensation carbone.

« On a vraiment accompagné l'équipe pour faire le calcul des émissions de gaz à effets de serre qui étaient liés au défilé. Donc, on a vraiment développé des outils avec eux pour qu'ils puissent faire le calcul et la compensation des émissions de gaz à effets de serre qui sont liés à leurs activités », explique la directrice générale, Sophie Valence-Doucet.

M. Beaudoin souhaite préciser que la formule inversée est temporaire et que le défilé classique reviendra dès que les mesures sanitaires le permettront. Il émet également des doutes sur l'empreinte environnementale plus grande qui pourrait découler de l'édition 2021.

« Au niveau de la libération des GES, je ne suis pas sûr qu'on va en faire plus qu'on en faisait. L'ancien défilé, c'est des camions qui traînent des remorques sur l'ensemble du défilé et à la fin il y avait 30 000 personnes qui se déplaçaient en voiture pour venir jusque-là. »

Rappelons que le défilé inversé affichait complet seulement deux jours après son annonce officielle.



« On a déjà annoncé, dès la conférence de presse, qu'on va compenser l'ensemble des GES! » lance Jean-Pierre Beaudoin.

— ARCHIVES LA TRIBUNE, FRÉDÉRIC CÔTÉ

Discrimination

M. Beaudoin se défend également de discriminer une partie de la population.

« Notre but n'était pas non plus de discriminer qui que ce soit. On était très conscient qu'on ne pouvait pas rassembler l'ensemble de la population », explique-t-il.

En effet, les mesures sanitaires actuelles ne permettent pas de réunir les 30 000 personnes qui se déplacent habituellement au centre-ville de Sherbrooke afin d'assister à l'arrivée du défilé.

« La plupart des défilés au Québec ont été annulés. Nous au moins on s'est dit : on va pouvoir mettre des étincelles dans 10 000 yeux d'enfants ! » lance M. Beaudoin.

« Cette année dans le fond on avait deux choix : créer une nouvelle chose, être créatif et pouvoir proposer quelque chose à la population pour qu'au moins une partie de la population puisse profiter de ça ou qu'il n'y en ait pas du tout », ajoute-t-il.

Jean-Pierre Beaudoin trouve regrettable de se faire critiquer aussi sévèrement alors que le milieu événementiel a fortement souffert de la pandémie de COVID-19.

« Le tiers des événements au Québec n'existe plus. Alors, si on veut garder nos événements à Sherbrooke, on a besoin de soutien des différents organismes autour de nous », mentionne celui qui trouve dommage qu'aucun des signataires de la lettre ne l'ait contacté avec sa publication.

« On est du monde très ouvert, très accessible, on est capable de discuter avec les gens et on serait capables de s'expliquer. N'importe quand, mon téléphone est ouvert », lance-t-il.

Calendriers...

... des visioconférences avec Jean-Pascal van Ypersele

10 janvier 2022
22 février 2022
24 avril 2022

... des activités principales

Rencontre d'équipe les lundis et vendredis
Visite du centre de compostage de Bury - 20 octobre 2021
Programme GEST – 25 octobre et 5 novembre 2021
Atelier d'idéation Climatoscope – 23 et 24 novembre 2021
Réunions Climatoscope – 30 novembre et 17 décembre
Forum d'idéation sur la mobilité durable à Sherbrooke – 1 ^{er} décembre
Consultations publiques pour la MRC du Granit – 19, 24, 25 et 26 janvier

Adresses

Jacinthe Caron	Directrice générale du CRE Estrie	j.caron@environnementestrie.ca
Annie Chaloux	Professeur à l'Université de Sherbrooke, responsable de Climatoscope	annie.chaloux@usherbrooke.ca
Dominique Gravel	Professeur à l'Université de Sherbrooke, collaborateur pour Climatoscope	Dominique.Gravel@USherbrooke.ca